



Assemblée nationale

# journal des Débats

Quatrième session — 30<sup>e</sup> Législature

Le mercredi 30 juin 1976

Vol. 17—No 57

Président: M. Jean-Noël Lavoie

Table des matières

Rapports de commissions élues	
Rapport des commissions sur l'étude des crédits .....	1875
Motion non annoncée	
Motion pour faire siéger les commissions pendant l'ajournement de la session ..	1875
Vote sur la motion .....	1875
Dépôt de documents	
Rapports de corporations professionnelles .....	1876
Questions des députés	
Entente au sujet des chutes Churchill .....	1876
Enquête sur la distribution des billets de Loto-Québec .....	1877
Familles sans logis à Montréal .....	1880
Enquête sur la distribution des billets de Loto-Québec (suite) .....	1881
Whip en chef du Parti libéral .....	1882
Projet de loi sur les matières ligneuses .....	1882
Rapport sur l'incidence de l'impôt foncier .....	1883
Situation des producteurs laitiers .....	1884
Enquête policière à la Société des alcools .....	1885
Demandes de débats d'urgence	
Utilisation du français dans les communications aériennes .....	1885
M. Marcel Léger .....	1886
Décision de M. le Président .....	1886
Situation des producteurs laitiers .....	1887
M. Lucien Lessard .....	1887
Décision de M. le Président .....	1887
Débats d'urgence	
Utilisation du français dans les communications aériennes .....	1888
M. Marcel Léger .....	1888
Travaux parlementaires .....	1889
Questions inscrites au feuilletton .....	1889
Dépôt de documents (suite)	
Documents relatifs aux dépenses des universités .....	1889
Reprise du débat d'urgence	
M. Marcel Léger (suite) .....	1889
M. Camil Samson .....	1892
M. Maurice Bellemare .....	1893
M. Jérôme Choquette .....	1895
M. Fernand Lalonde .....	1896
Motion d'appui à l'Association des gens de l'air .....	1897
M. John Ciaccia .....	1898
M. François Cloutier .....	1898
M. Yves Tardif .....	1899
M. Harry Blank .....	1900
M. Arthur Séguin .....	1901
M. Victor Goldbloom .....	1901
M. Jacques-Yvan Morin .....	1902
Adoption des crédits budgétaires .....	1903
Projet de loi no 31 — Loi modifiant la Loi des prêts et bourses aux étudiants	
Troisième lecture .....	1904
Projet de loi no 50— Loi concernant le rattachement d'un territoire à la ville de Montréal	
Troisième lecture .....	1904
Projet de loi no 13— Loi modifiant le Code de la route	
Troisième lecture .....	1904
M. Fabien Roy .....	1904
M. Raymond Mailloux .....	1905
Projet de loi no 56— Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne	
Troisième lecture .....	1905
Projet de loi no 53— Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires	
Troisième lecture .....	1906

# DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Table des matières (suite)

Projet de loi privé no 215— Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban	
Deuxième et troisième lecture. . . . .	1906
Projet de loi privé no 218— Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles	
Deuxième et troisième lecture. . . . .	1906
Projet de loi privé no 219— Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec	
Deuxième et troisième lecture. . . . .	1906
Projet de loi privé no 223— Loi concernant la cité de Rimouski	
Deuxième et troisième lecture. . . . .	1906
Projet de loi privé no 225— Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake	
Deuxième et troisième lecture. . . . .	1907
Projet de loi privé no 224— Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec	
Deuxième et troisième lecture. . . . .	1907
Projet de loi privé no 226— Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Foy	
Deuxième et troisième lecture. . . . .	1907
Projet de loi privé no 229— Loi concernant la ville de Hull	
Deuxième et troisième lecture. . . . .	1907
Projet de loi privé no 230— Loi modifiant la Charte de la ville de Québec	
Deuxième et troisième lecture. . . . .	1907
Projet de loi privé no 221— Loi concernant un immeuble de la Communauté des Soeurs de la charité de la Providence	
Deuxième et troisième lecture. . . . .	1907
Projet de loi no 59— Loi sur l'insaisissabilité des biens culturels étrangers	
Première lecture. . . . .	1908
Projet de loi no 54— Loi constituant un fonds spécial olympique	
Commission plénière. . . . .	1908
Troisième lecture. . . . .	1910
Projet de loi no 6— Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts	
Commission plénière. . . . .	1910
Troisième lecture. . . . .	1912
Motion concernant le traitement du Vérificateur général	
Adoption de la motion. . . . .	1912
Remerciements à M. Emile Turmel, employé de l'Assemblée nationale. . . . .	1912
Projet de loi no 11— Loi constituant la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	
Commission plénière. . . . .	1913
Troisième lecture. . . . .	1919
M. Jacques-Yvan Morin. . . . .	1919
Rapports sur les projets de loi nos 43, 44, 45, 46 et 49. . . . .	1920
Rapport de la commission de l'Assemblée nationale. . . . .	1920
Projet de loi no 43— Loi modifiant la Loi des droits sur les successions	
Troisième lecture. . . . .	1920
Projet de loi no 44— Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente au détail	
Troisième lecture. . . . .	1920
Projet de loi no 45— Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac	
Troisième lecture. . . . .	1920
Projet de loi no 46— Loi des droits sur les transferts de terrains	
Troisième lecture. . . . .	1920
Projet de loi no 49— Loi pourvoyant au financement des programmes de santé	
Troisième lecture. . . . .	1921

Table des matières (suite)

Projet de loi no 59— Loi modifiant le Code de procédure civile quant à l'insaisissabilité des biens culturels étrangers	
Deuxième lecture.	1921
M. Jean-Paul L'Allier.	1921
M. Claude Charron.	1921
M. Maurice Bellemare.	1921
Commission plénière.	1922
Troisième lecture.	1922
Projet de loi no 58— Loi validant certains actes enregistrés dans les divisions d'enregistrement de Terrebonne, de Trois-Rivières et de Champlain	
Deuxième lecture.	1922
M. Gérard-D. Levesque.	1922
M. Robert Burns.	1922
M. Maurice Bellemare.	1923
Commission plénière.	1923
Troisième lecture.	1926
Projet de loi no 21 — Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels	
Deuxième lecture.	1926
M. Gérard-D. Levesque.	1926
M. Robert Burns.	1927
M. Maurice Bellemare.	1927
Commission plénière.	1928
Troisième lecture.	1930
Motion d'urgence sur la situation des producteurs laitiers	
M. Lucien Lessard.	1931
M. Fabien Roy.	1932
M. Kevin Drummond.	1934
Projets de loi privés nos 212, 221, 223 et 230	
Révocation de la troisième lecture.	1935
Commission plénière et troisième lecture.	1935
Vote sur la motion d'appui à l'Association des gens de l'air.	1935
Projet de loi no 53	
Troisième lecture.	1936
Vote de troisième lecture.	1936
Entente au sujet des chutes Churchill (suite).	1936
Voeux de vacances	
M. Robert Bourassa.	1936
M. Jacques-Yvan Morin.	1937
M. Camil Samson.	1937
M. Maurice Bellemare.	1937
M. Jérôme Choquette.	1938
M. le Président.	1938
Ajournement.	1939
Annexe.	1939

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Cheque à l'ordre du Ministre des Finances  
 Adresse: Service des Documents Parlementaires  
 Assemblée nationale  
 Hôtel du Gouvernement, Québec  
 G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

(Dix heures dix-huit minutes)

**M. Lavoie (président):** A l'ordre, messieurs!

Affaires courantes.

Dépôt de rapports de commissions élues.

L'honorable ministre des Finances.

### Rapport des commissions sur l'étude des crédits

**M. Garneau:** M. le Président, conformément à l'article 130 du règlement de l'Assemblée nationale, j'ai l'honneur de déposer le rapport regroupant les différents rapports des commissions permanentes élues qui ont procédé à l'étude des crédits du budget de l'année financière 1976/77 pour chacun des ministères du gouvernement du Québec.

Ces commissions ont tenu 87 séances pour un total de 264 heures et 15 minutes.

**Le Président:** Rapports déposés.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.  
Présentation de motions non annoncées.

**M. Léger:** M. le Président, qu'il me soit...

**M. Levesque:** Une minute...

**Le Président:** L'honorable leader parlementaire du gouvernement.

Motion pour faire siéger les commissions pendant l'ajournement de la session

**M. Levesque:** Je fais motion, M. le Président, pour que les sous-commissions soient autorisées à siéger après l'ajournement de la présente session avec tous les droits et privilèges accordés aux membres des commissions.

**Le Président:** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Burns:** Vote enregistré, M. le Président.

**Le Président:** Vote enregistré. Qu'on appelle les députés!

### Vote sur la motion

**Le Président:** A l'ordre, messieurs! Que ceux qui sont en faveur de la motion de l'honorable leader parlementaire du gouvernement veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Levesque, Blank, Parent (Hull), Mailloux, Saint-Pierre, Garneau, Cloutier, Berthiaume, Giasson, Goldbloom, Quenneville, Mme Bacon, MM. Lalonde, Tetley, Drummond, Lacroix, Hardy, Forget, Toupin, Harvey (Jonquière),

Vaillancourt, Houde (Fabre), Massé, Perreault, Brown, Fortier, Kennedy, Bacon, Lamontagne, Bédard (Montmorency), Veilleux, Saint-Hilaire, Séguin, Saindon, Cornellier, Houde (Limoulu), Lafrance, Pilote, Picard, Gratton, Gallienne, Assad, Carpentier, Dionne, Faucher, Harvey (Charlebourg), Larivière, Shanks, Springate, Pepin, Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Chagnon, Caron, Ciaccia, Côté, Déom, Déziel, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Malépart, Parent (Prévost), Picotte, Tardif, Tremblay, Vallières, Morin, Burns, Léger, Charron, Lessard, Bédard (Chicoutimi), Samson, Bellemare (Johnson), Choquette, Roy, Leduc.

**Le Secrétaire:** Pour: 81 — Contre: 0

**Le Président:** Cette motion est adoptée.  
Présentation de projets de loi au nom...

**M. Léger:** M. le Président...

**Le Président:** Oui, excusez-moi.

**M. Léger:** Je vous l'avais demandé tantôt, M. le Président, une motion non annoncée.

**Le Président:** L'honorable député de Lafontaine.

**M. Léger:** M. le Président, je voudrais demander le consentement unanime de cette Chambre pour proposer une motion qui, j'en suis certain, fera l'unanimité de tous les députés de l'Assemblée nationale parce qu'elle est libellée en termes très modérés et qu'elle formule le voeu de tous les Québécois, qu'ils soient indépendantistes ou fédéralistes. Elle est faite sans partisanerie et au dessus des partis politiques.

Elle se lirait comme suit: "Que cette Assemblée...

**M. Levesque:** M. le Président, j'invoque le règlement.

**Le Président:** Une question de règlement.

**M. Levesque:** Le député de Lafontaine devrait nous indiquer s'il s'agit d'une motion de fond ou de forme. S'il s'agit d'une motion de fond, M. le Président, on sait que cette motion devrait être précédée d'un avis.

**M. Burns:** M. le Président, il a demandé le consentement unanime. Si ce consentement ne lui est pas accordé, évidemment, il ne pourra pas faire sa motion. Mais je demanderais au leader du gouvernement, tout au moins, d'écouter la motion. Le député de Lafontaine était en train de faire son préambule qui disait justement qu'elle se situe au-dessus des partis. Vous le verrez. Si vous n'êtes pas d'accord, vous refuserez.

**M. Levesque:** M. le Président, connaissant le genre de choses au-dessus des partis tel que dé-

fini habituellement par le député de Lafontaine, nous ne donnons pas notre consentement.

**M. Léger:** M. le Président, je vous demande une directive. Est-il possible qu'on puisse se prononcer en préjudicant d'avance du contenu? Je pense que je peux donner le contenu de quatre lignes!

**Le Président:** Je n'ai pas à répondre à cette question, je m'excuse. Si le consentement n'est pas accordé...

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

**M. Léger:** M. le Président, pour que l'Assemblée se prononce pour ou contre...

**Le Président:** A l'ordre, à l'ordre! ...A l'ordre, s'il vous plaît! Je n'ai pas à passer de commentaire sur l'acceptation ou le refus du consentement unanime.

**M. Burns:** M. le Président, sur la question de règlement.

**Le Président:** A l'ordre!

**M. Burns:** Sur la question de règlement, M. le Président, est-ce que vous permettriez au député de Lafontaine de vous soumettre la motion pour savoir s'il s'agit d'une motion de fond ou de forme? Vous en jugerez après.

**Le Président:** Mon travail se limite à transmettre le message du député de Lafontaine et de demander s'il y a consentement unanime. On me dit qu'on n'a pas le consentement unanime. Je n'ai pas à porter de jugement.

Présentation de projets de loi au nom...

**M. Léger:** C'est de la bêtise. On n'est pas capable d'attendre qu'on lui donne le contenu.

**Le Président:** A l'ordre!

**M. Léger:** Imbéciles!

**Le Président:** A l'ordre!

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

**M. Levesque:** ...

**Une Voix:** Ce n'était pas partisan!

**Une Voix:** Non!

**Une Voix:** Vous n'êtes pas partisans!

**Le Président:**

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

Le ministre responsable de l'Office des professions et député de Chauveau.

## DÉPÔT DE DOCUMENTS

### Rapports de corporations professionnelles

**M. Lachapelle:** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel 1975/76 de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec; le rapport annuel 1975/76 de l'Ordre des pharmaciens du Québec; le rapport annuel pour l'année se terminant le 31 mars 1976 de l'Ordre des comptables agréés du Québec et le rapport annuel 1975/76 de l'Ordre des architectes du Québec.

**Le Président:** Le ministre des travaux publics.

**M. Tetley:** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1976.

**Le Président:** Questions orales des députés.  
Le chef de l'Opposition officielle.

## QUESTIONS DES DÉPUTÉS

### Entente au sujet des chutes Churchill

**M. Morin:** M. le Président, en l'absence à la fois du premier ministre et du ministre des Richesses naturelles, que je regrette profondément en cette journée qui est sans doute la dernière de la session, j'aimerais demander au leader du gouvernement s'il est au courant de la nouvelle annoncée hier par Radio-Canada à l'effet qu'une entente était intervenue entre Terre-Neuve, l'Ontario et le gouvernement fédéral au sujet du développement des basses chutes de la rivière Churchill, entente en vertu de laquelle l'Ontario financerait ce développement hydroélectrique et achèterait la plus grande partie du courant produit par ces chutes. D'autre part, le gouvernement fédéral apporterait sa coopération en construisant à travers le territoire québécois une ligne de transmission, après avoir exproprié l'emprise nécessaire? M. le Président, vous conviendrez que c'est là chose inusitée et urgente et qu'il eût été important que le premier ministre fût là pour prendre position sur cette question.

Je voudrais donc demander au leader du gouvernement si, au cours des discussions que le gouvernement n'a pas manqué d'avoir avec les autorités de Terre-Neuve, de l'Ontario et du gouvernement fédéral au sujet de l'énergie, il a été question de ce projet. Je voudrais également savoir quelle est l'attitude du gouvernement devant un tel coup de force.

**M. Levesque:** J'aurais aimé que le premier ministre soit ici pour répondre à une question aussi importante. Le premier ministre a été retenu

malheureusement ce matin dans le contexte des négociations dans le domaine de l'éducation; comme on le sait, il rencontre la Fédération des commissions scolaires. Le ministre des Richesses naturelles a dû également s'absenter.

Cependant, je voudrais dire au chef de l'Opposition que je n'ai pas eu l'occasion, personnellement, de prendre connaissance du texte d'une telle entente. Je dois donc me limiter, à ce moment-ci, à une question qui, pour moi, demeure hypothétique, bien que j'aie confiance en la parole du chef de l'Opposition et également dans l'objectivité qu'il manifeste habituellement en essayant de traduire une situation qui fait l'objet de son préambule.

Avec ces réserves, il n'y a aucun doute qu'une telle tentative, qu'une telle politique, si politique il y a, de la part du gouvernement fédéral serait très mal venue au Québec et ne serait pas acceptable, telle que présentée par le chef de l'Opposition, par le gouvernement du Québec.

M. Morin: Je me rends compte que beaucoup de choses ne sont pas "acceptables" au gouvernement du Québec, mais il doit néanmoins les subir en raison du système dans lequel nous vivons.

Le Président: Question.

M. Morin: La question supplémentaire que j'aimerais poser s'adresse davantage au ministre des Affaires intergouvernementales. C'est sans doute la dernière fois que j'ai la chance de lui poser une question avant qu'il n'aille jouer les diplomates à Paris.

Une Voix: Vous aimeriez bien être à sa place.

M. Morin: Je voudrais lui donner l'occasion de se prononcer sur les aspects constitutionnels et intergouvernementaux de ce projet fédéral. J'en fais une double question pour que le ministre puisse étudier ou me répondre sur l'ensemble de la question pour le cas où, en dépit des obstacles constitutionnels, Ottawa, comme c'est son habitude, donnerait suite à ce projet, qu'est-ce que le gouvernement du Québec entend faire pour contrer une manoeuvre aussi grossière?

M. Cloutier: M. le Président, tout d'abord, le député de Sauvé et chef de l'Opposition fait allusion à une rumeur. Je croyais qu'il avait trop d'expérience en politique pour y ajouter foi. J'avoue qu'elle est assez persistante et que moi-même, à certains moments, je m'interroge et j'ai des doutes.

Cela dit, j'endosse les propos qu'a tenus le leader parlementaire et vice-premier ministre. Il s'agit pour l'instant d'une question purement hypothétique. Les positions du Québec sont connues sur le plan des principes et si une telle situation se présente, nous agissons conformément à ces principes.

Le Président: Une dernière.

M. Morin: M. le Président, une dernière question. Je voudrais revenir au leader du gouvernement. Ces événements que j'ai relatés vont peut-être porter leurs conséquences cet été même, d'ici l'automne, alors que cette Assemblée ne siégera pas. Aussi je veux demander au leader du gouvernement s'il peut prendre l'engagement d'étudier ce dossier avec le premier ministre de très près, sans tarder. Il semble que cette entente ait déjà été conclue. Il est donc urgent de se pencher là-dessus. Je lui demande s'il peut prendre l'engagement de faire cela d'abord et, deuxièmement, pour le cas où cette entente serait effectivement intervenue et qu'elle traduirait les intentions réelles du gouvernement fédéral à l'égard du territoire québécois, ce que le gouvernement entend faire de façon concrète.

M. Levesque: M. le Président, je ne voudrais pas indisposer le chef de l'Opposition, mais je voudrais bien qu'il sache que nous n'avons pas particulièrement besoin de ses questions de ce matin, pour continuer à faire preuve de vigilance et de ne jamais accepter une situation comme celle que nous a décrite tout à l'heure le chef de l'Opposition.

M. Morin: Vous passez votre temps à ne pas accepter des situations qui se produisent quand même.

Le Président: Le député de Maisonneuve.

### **Enquête sur la distribution des billets de Loto-Québec**

M. Burns: M. le Président, étant donné qu'il s'agit probablement aujourd'hui de la dernière journée de la session avant l'ajournement d'été, je voudrais savoir du gouvernement si nous pourrions enfin obtenir certains éléments de réponse concernant les résultats de l'enquête de la Sûreté du Québec sur la distribution de billets de Loto-Québec et, plus particulièrement j'aimerais savoir si le Solliciteur général est en mesure de nous dire s'il est exact que le rapport de la Sûreté du Québec a été remis à son bureau, lundi dernier. Deuxièmement, si ce rapport contient des recommandations précises de poursuites criminelles à prendre.

Troisièmement, si ce rapport indique que des distributeurs de Loto-Québec ont été forcés de faire des contributions au Parti libéral pour conserver leurs concessions. Quatrièmement, si ce rapport indique que des distributeurs ont été forcés de payer des salaires fictifs à des cadres du Parti libéral, directement ou par personne interposée. Cinquièmement, si ce rapport indique que des distributeurs de Loto-Québec ont été forcés de prendre des associés contre leur gré. Sixièmement, si le rapport Gilbert, qui a dû être soumis au Conseil des ministres, je présume, sera déposé aujourd'hui, comme l'avait promis le ministre d'Etat aux Finances. Septième et dernière partie de ma question — j'ai voulu la faire globale, M. le Prési-

dent — si les documents promis par le ministre responsable du Haut-Commissariat, au sujet du fonds de l'athlète québécois, seront également déposés aujourd'hui.

M. Lalonde: M. le Président, j'aurais pu interrompre le député, parce que sa question repose sur une prémisse qui est inexacte. Je n'ai pas eu le rapport; d'ailleurs, je n'avais pas indiqué que je l'aurais sitôt après le commencement de l'enquête. On m'a, au contraire, indiqué que l'enquête prendrait quelques semaines et la fin de cette semaine serait probablement une période plus propice où je m'attendrais à avoir des développements.

Donc, je n'ai pas, ni lundi, ni hier, j'ai été plutôt en Chambre qu'à mon bureau, mais je n'ai pas été informé que le rapport de la Sûreté du Québec, sur cette enquête, me soit parvenu, s'il est fait.

M. Burns: Même pas à votre bureau?

M. Lalonde: Non, je ne le pense pas. Je n'ai pas vérifié spécifiquement pour ce document, mais on ne m'a pas informé de mon bureau que j'aurais reçu le rapport de la Sûreté du Québec concernant l'enquête entourant Loto-Québec.

M. Burns: Le Solliciteur général accepterait-il de vérifier s'il est exact oui ou non que ce rapport aurait été remis à son bureau? S'il est exact, peut-il nous en faire rapport dans le courant de la journée, étant donné que, comme je le disais tout à l'heure, il s'agit fort probablement de la dernière journée de cette partie de la session?

M. Lalonde: Si j'ai reçu le rapport, et avec le consentement de la Chambre, à une période ultérieure de la journée, il me fera plaisir d'en faire part à l'Assemblée.

M. Choquette: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: Dernière question additionnelle.

M. Burns: Le ministre d'Etat aux Finances peut-il répondre à la sixième partie de ma question, c'est-à-dire celle concernant le rapport Gilbert qu'il avait promis de déposer devant l'Assemblée nationale? Acceptera-t-il de déposer le rapport Gilbert aujourd'hui?

M. Berthiaume: Tel que je l'avais indiqué, il y a maintenant deux semaines, M. le Président, je n'ai absolument aucune objection à éventuellement déposer le rapport Gilbert, mais après que le Conseil des ministres aura eu l'occasion d'en discuter à fond.

D'ailleurs, la semaine dernière, nous avons pu commencer l'étude des recommandations du rapport Gilbert, mais ce n'est pas terminé; j'espérerais pouvoir terminer cette question au Conseil des ministres aujourd'hui.

M. Burns: Question additionnelle et dernière là-dessus, M. le Président.

Le ministre d'Etat peut-il nous assurer que si l'étude de la question est terminée au Conseil des ministres aujourd'hui, il fera l'impossible pour déposer ce rapport Gilbert, même si la période de dépôt de documents est dépassée, ou tout au moins de le rendre disponible aux autres membres de l'Assemblée nationale aujourd'hui même pour le cas où l'ajournement définitif de cette partie de la session aurait été accepté par la Chambre?

M. Berthiaume: Je n'ai pas d'objection personnelle à le rendre disponible le plus vite possible, mais...

M. Morin: Ce sont seulement des "objections gouvernementales".

M. Berthiaume: M. le Président, je crois que c'est normal justement, c'est pour cela que je veux discuter de la question au Conseil des ministres. Si un de mes collègues y voit des objections que je n'ai pas vues, j'aimerais bien les entendre. A tout événement, c'est ce que je vais faire.

M. Charron: La décision de ne pas le publier est déjà prise, n'est-ce pas?

M. Morin: Est-ce au mois d'août que nous allons l'avoir?

M. Charron: Vous êtes obligés de reculer, n'est-ce pas?

M. Bédard (Chicoutimi): C'était dans deux semaines, ce n'était pas...

Le Président: A l'ordre! Question additionnelle. Le député d'Outremont.

M. Berthiaume: M. le Président, je n'avais pas terminé.

Le Président: Ah bon! L'honorable ministre d'Etat aux Finances.

M. Hardy: Mais ils n'en veulent pas de réponse.

Le Président: S'il vous plaît, messieurs!

M. Berthiaume: A tout événement. M. le Président, le rapport est présentement à l'impression en quantité suffisante pour pouvoir en faire la distribution. Si, avec la réserve que j'ai formulée tantôt, cette impression était terminée aujourd'hui, cela me fera plaisir de le distribuer aujourd'hui. Si c'est terminé demain, on le distribuera demain. Si c'est vendredi, alors, ce sera vendredi. Il est à l'impression présentement; où on en est précisément, je suis incapable de le dire.

Le Président: Question additionnelle. Le député d'Outremont.



**M. Choquette:** Une question au Solliciteur général, M. le Président. Au sujet de cette enquête de la Sûreté du Québec sur les affaires de Loto-Québec, j'aimerais demander au Solliciteur général qui est l'officier de la Sûreté du Québec désigné pour diriger cette enquête et à quel moment a-t-il été nommé.

**M. Lalonde:** Je ne connais pas la raison pour laquelle le député d'Outremont veut avoir l'identité du responsable de l'enquête; s'il a des révélations à faire, il peut s'adresser à la Sûreté du Québec directement, on pourra lui présenter ce personnage. Je pense quand même qu'il s'agit du lieutenant Chartrand.

**M. Choquette:** S'il s'agit du lieutenant Roger Chartrand, M. le Président, on se rappellera qu'il s'agit du même lieutenant qui est chargé de l'enquête dans l'affaire de la Société des alcools. Je trouve que cela fait beaucoup de choses pour le même homme. A quel moment le lieutenant Chartrand a-t-il été nommé pour faire l'enquête dans l'affaire de la Loto-Québec?

**M. Lalonde:** Bien, s'il s'agit...

**M. Hardy:** ...

**M. Choquette:** Non, mais je peux poser des questions, n'en déplaît au ministre des Communications.

**M. Hardy:** Ah, mon Dieu! Oh là!

**M. Lalonde:** Bah! Il y a quelque temps, assez récemment, lorsqu'à l'occasion de son enquête justement sur la SAQ, des révélations lui ont été faites touchant des contrats ou des concessions relativement à Loto-Québec. Alors, cela se trouve à être une espèce de branche à son enquête principale. C'est pour cela que c'est lui qui a continué à diriger cette partie de l'enquête.

**Le Président:** Question de la part de l'Opposition officielle.

**M. Bédard (Chicoutimi):** Question additionnelle. Je voudrais demander au Solliciteur général s'il ne serait pas plutôt exact qu'il n'y a jamais eu d'inspecteurs, d'une façon tout à fait particulière affectés à une enquête concernant spécifiquement Loto-Québec. Si une enquête a été tenue, ce n'est qu'à l'occasion d'une autre enquête qui serait celle soit de la SAQ ou concernant d'autres problèmes.

**M. Lalonde:** Le député de Chicoutimi devrait écouter mes réponses en préparant ses questions. C'est exactement ce que je viens de dire en réponse à une question du député d'Outremont.

**M. Bédard (Chicoutimi):** On va écouter vos réponses, c'est un peu plus précis...

**M. Lessard:** Préparez donc vos réponses, cela va être pas mal mieux.

**Le Président:** Une dernière de la part de l'Opposition.

**M. Charron:** ...répond par un oui ou par un non, au ministre d'Etat aux Finances. Le ministre responsable maintient-il son engagement formel, au nom du gouvernement, comme membre du gouvernement, de rendre public le rapport Gilbert?

**M. Berthiaume:** Ce n'est pas ce que j'ai dit, M. le Président.

**M. Charron:** Non, c'est ce que vous aviez dit, il y a deux semaines, de votre siège.

**M. Berthiaume:** Non, non.

**M. Léger:** Assoyez-vous, avant de perdre votre siège.

**M. Charron:** Maintenez-vous formellement l'engagement de rendre public le rapport Gilbert oui ou non?

**M. Berthiaume:** Je n'y vois personnellement aucune objection.

**M. Charron:** Ce n'est pas la question que je vous pose. Je vous demande si le gouvernement du Québec, par l'entremise du ministre d'Etat aux Finances, va rendre public le rapport Gilbert, comme vous l'aviez promis à cette Assemblée?

**M. Levesque:** M. le Président, question de règlement. Ce n'est pas au député de Saint-Jacques de dicter la réponse du ministre d'Etat aux Finances. Le ministre d'Etat aux Finances a répondu et il est libre à lui de répondre comme il l'entend. Libre aussi au député de Saint-Jacques de juger dans sa propre interprétation le genre de réponse qu'il reçoit.

**M. Charron:** M. le Président, j'invoque le règlement, parce que ma question a été mal interprétée par le leader du gouvernement. Je n'ai pas demandé au ministre d'Etat aux Finances s'il avait des objections personnelles ou non, comme je ne l'ai demandé à aucun autre. Cela ne m'intéresse pas, les objections personnelles ou non. Je veux savoir, d'un ministre, membre du gouvernement, si le gouvernement du Québec maintient encore la décision que lui, comme membre du gouvernement, a annoncée à l'Assemblée, de rendre public... Vos objections personnelles, votre avis personnel, vous les ferez connaître au Conseil des ministres, cela ne m'intéresse pas. Je vous pose une question, comme membre de l'Assemblée: Le gouvernement du Québec va-t-il rendre public le rapport Gilbert?

**M. Levesque:** M. le Président, avant cette

question de règlement, le ministre a déjà répondu. Il a dit que lui, personnellement, n'avait pas d'objection, mais que, pour le gouvernement, c'était une décision qui doit être prise ailleurs.

Le Président: L'honorable député de Rouyn-Noranda.

M. Morin: Nous ne nous intéressons pas à ses sentiments personnels.

M. Samson: M. le Président...

M. Charron: ...on s'est fait taper sur les doigts.

M. Samson: M. le Président, je voudrais adresser ma question...

M. Charron: Il est allé trop loin, le petit gars, il est en train d'acquiescer de l'expérience. Il n'ira pas loin dans ce métier.

M. Berthiaume: M. le Président, j'ai l'intention d'exercer mes responsabilités telles que je les conçois. J'ai l'intention de respecter les engagements que je prends. Je n'ai pas de leçon à prendre du petit député de Saint-Jacques; s'il se fait taper sur les doigts dans son parti, je ne me fais pas taper sur les doigts dans le mien.

Le Président: A l'ordre, messieurs! L'honorable député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: M. le Président, je voudrais, avec la collaboration de mes collègues, pouvoir poser une question.

Le Président: S'il vous plaît, messieurs! Un peu de silence.

M. Morin: On joue à la cachette.

M. Burns: Coucou, ton jupon dépasse!

M. Charron: On s'est avancé le museau.

M. Samson: Ma question s'adresse à l'honorable ministre de la Justice.

M. Charron: C'est de même que l'expérience rentre!

Le Président: S'il vous plaît, messieurs!

### Familles sans logis à Montréal

M. Samson: M. le Président, je voudrais demander au ministre de la Justice si on a porté à son attention le fait que dans la ville de Montréal, présentement, environ 80 familles sont sans logement. Ceci serait dû au fait que certains propriétaires auraient exigé qu'elles quittent les logements. Ces logements seraient apparemment disponibles à raison de \$100 par jour à l'occasion des Olympiades. Plusieurs de ces familles sont actuellement logées dans une école, à Montréal, et d'au-

tres viendront s'ajouter à celles-là. Nous apprenons en même temps qu'il y a environ 3000 logis qui seraient disponibles.

Le ministre qui est responsable de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires pourrait-il nous dire si ces problèmes ont été portés à son attention et quelle attitude il entend prendre vis-à-vis de ce genre de problèmes?

M. Levesque: M. le Président, je ne suis pas responsable de tous les problèmes qui peuvent exister dans le domaine de l'habitation. Je suis responsable, en effet, jusqu'à ce que le Parlement en décide autrement, de l'application de la loi qui régit les relations entre locataires et locataires dans le contexte de la Régie des loyers. Je n'ai pas reçu — ou si j'en ai reçu, c'est d'une façon très fragmentaire et isolée — généralement parlant, de représentations à cet effet.

Il se peut que, dans l'exercice de leurs droits, des propriétaires aient pu changer de locataires mais, à ce moment-là, je ne crois pas que la loi ait été nécessairement enfreinte. Je n'ai pas d'autres commentaires à faire. Peut-être que la commission elle-même ou les administrateurs de la commission ont reçu certaines représentations ou certaines plaintes, mais on devra en disposer de la façon prévue par la loi et les règlements.

M. Samson: M. le Président, une question supplémentaire. Etant donné qu'il semble s'agir là d'une action de groupe de la part de locataires qui sont sur le pavé, le ministre de la Justice n'aurait-il pas l'intention, au moins, d'ordonner que les représentants de son ministère soient saisis de cette question pour fins de vérification, d'abord, et de voir, par la suite, si cela ne donnerait pas lieu à une action de la Régie des loyers ou à un autre genre d'action s'il s'agissait de spéculation et de transgression de lois?

M. Levesque: Je vais prendre note de la question et de la suggestion du député de Rouyn-Noranda. On se rappellera qu'il n'y a pas longtemps, lorsqu'une situation s'était développée qui menaçait la sécurité et la tranquillité des locataires, nous n'avons pas hésité à prendre en cette Chambre les dispositions législatives qui assureraient, dans le domaine particulier des condominiums, la protection des locataires jusqu'au 30 juin ou 1er juillet 1977, voyant qu'il semblait se dessiner une pratique qui était, à notre sens, mal venue, qui ne servait pas les meilleurs intérêts de la société et qui ne semblait pas tenir compte du bien commun et particulièrement du bien des locataires.

Je n'ai pas de raison particulière, quant à mes fonctions de ministre de la Justice, pour procéder de la même façon à ce moment-ci, mais je suis ouvert à la suggestion du député de Rouyn-Noranda.

Maintenant, comme je le disais au début de mes remarques, je ne suis pas responsable de l'ensemble des politiques d'habitation du Québec. Peut-être que le ministre des Affaires municipales et de l'environnement, de qui relève la Société d'habitation du Québec, aurait des commentaires à ajouter. Je ne sais pas.

**M. Goldbloom:** M. le Président, c'est le député de Sainte-Marie qui m'a saisi ce matin de ce problème et j'ai accepté d'en faire faire un examen par la Société d'habitation du Québec. Je n'ai pas assez de détails en ce moment pour pouvoir me prononcer sur quelque aspect que ce soit du problème. Sauf qu'au premier abord, j'ai l'impression que c'est la ville de Montréal et son Office municipal d'habitation qui auraient la possibilité d'une intervention plus immédiate si une telle intervention est possible. J'ai répondu au député de Sainte-Marie que je demanderais à la Société d'habitation du Québec de regarder le problème, de communiquer avec les autorités montréalaises et de voir si quelque chose peut être fait.

**Le Président:** Une dernière question additionnelle de la part du député de Sainte-Marie, sur la même question.

**M. Malépart:** M. le Président, compte tenu de la situation urgente, est-ce que vous pourriez demander à l'Office municipal d'habitation de Montréal, en collaboration avec les bureaux d'aide sociale, de trouver des logements à ces gens? Ils sont présentement 80 au niveau des régions du centre-ville de Montréal, de l'est de Montréal. Peut-être qu'avec l'office d'habitation, au niveau des HLM et de certains logements à des prix raisonnables, il pourrait y avoir un inventaire d'effectué pour relocaliser les gens.

**M. Goldbloom:** M. le Président, le député de Sainte-Marie sait que je n'ai pas le pouvoir d'ordonner à l'Office municipal d'habitation de poser des gestes. Je peux lui demander de le faire et je peux, avec la collaboration du ministre des Affaires sociales, chercher à cet égard une solution et c'est la stratégie que je suis en train de développer présentement.

**Le Président:** Le député de... Une question de règlement?

**M. Charron:** Une question de privilège, en vertu...

**Le Président:** Messieurs, s'il vous plaît!

#### Enquête sur la distribution des billets de Loto-Québec (suite)

**M. Charron:** Une question de privilège en vertu de l'article 49, paragraphe 2, qui dit qu'un député peut toujours soulever une question de privilège après qu'ont été prononcées les paroles ou que se sont déroulés les événements qui y donnent lieu. Lorsque vous avez accepté tout à l'heure que je pose une question au ministre d'Etat aux Finances, j'ai soutenu que le ministre d'Etat aux Finances avait pris l'engagement devant l'Assemblée de rendre public le rapport Gilbert dont nous discutons à ce moment, ce qu'a refusé de reconnaître le ministre d'Etat aux Finances. Je soulève la question de privilège, M. le Président, en référant les membres de l'Assemblée

aux Débats du 17 juin 1976 — je n'ai malheureusement que le feuillet de transcription, n'ayant pas pu le retrouver encore dans le journal des Débats — le feuillet 2184, et je cite cinq lignes du ministre d'Etat aux Finances: "J'attends les commentaires précis de mes conseillers pour formuler une recommandation que je pourrais faire à mes collègues du Conseil des ministres. J'espère, mercredi prochain, soit le 23, pouvoir le présenter effectivement au Conseil des ministres.

"Lorsque j'aurai l'opinion de l'ensemble de mes collègues, il me fera plaisir de rendre le rapport public. Il n'y a aucun doute que ce rapport doit être rendu public. Je crois qu'en même temps qu'il sera rendu public la position gouvernementale vis-à-vis des recommandations qui ont été soumises par la commission Gilbert doit être rendue publique également.

"Autrement dit, est-ce qu'on a l'intention de suivre les recommandations du rapport Gilbert à 100%, à 90%, à 50%, à 0%? Je crois que c'est essentiel que nous puissions faire ceci. Mais j'assure les députés de l'Assemblée nationale que le rapport sera rendu public dans les prochains jours".

Si je soulève la question de privilège, c'est pour souligner toute la question de l'utilité de ces périodes de questions. Si, au moment où nous recevons des affirmations de ce genre, il ne s'agit pas d'un engagement gouvernemental, et que quelques jours plus tard on vienne nous dire qu'il s'agit uniquement d'une opinion personnelle, vous savez très bien que nous ne sommes pas ici pour demander des opinions personnelles; même le règlement nous interdit de demander des opinions aux ministres. Ce que nous voulons connaître, ce sont des politiques gouvernementales. Il est évident, selon le ton et la clarté de l'énoncé, qu'il s'agissait d'un engagement gouvernemental.

Je n'ai rien à faire des opinions personnelles du député de Napierville-Laprairie, mais j'aime avoir des réponses d'un ministre d'Etat aux Finances. C'est exactement à partir d'une affirmation et d'un engagement de ce genre que l'Opposition est parfaitement légitimée, ce matin, de demander quand se fera le dépôt du rapport qu'on nous a promis, alors qu'on hésite et qu'on voit reculer le ministre, comme il l'a fait lors de la période des questions.

**M. Levesque:** M. le Président...

**M. Berthiaume:** Question de privilège.

**Le Président:** Question de privilège.

**NI. Berthiaume:** Sur les remarques qui viennent d'être faites par le député de Saint-Jacques. Ce à quoi je m'opposais, dans la formulation de la question du député de Saint-Jacques, c'est quand il prétendait que j'avais déclaré de mon siège — il est vrai que j'étais ici, mais je me souviens, cette journée-là, avoir utilisé expressément "je le dis de mon siège" — un certain nombre de choses. C'est ce à quoi je m'opposais dans la question du député de Saint-Jacques tantôt.

Je tiens à réitérer que, quand j'ai soulevé une question de privilège, tantôt, j'ai dit deux choses: premièrement, que j'entendais exercer mes responsabilités telles que je les comprends, et, deuxièmement, que j'avais l'intention de respecter mes engagements, dont celui auquel on vient de faire allusion.

M. Charron: Le rapport sera donc rendu public.

Le Président: Incident clos.  
L'honorable député de Johnson.

#### Whip en chef du Parti libéral

M. Bellemare (Johnson): En l'absence de l'honorable premier ministre, ma question s'adresse au leader parlementaire. Il s'agit d'une question d'intérêt public. Dans le Parlement britannique comme dans le Parlement du Canada et comme dans tous les Parlements, à l'Assemblée nationale, quand il est question de changer un homme d'une grande importance, un ministre ou un whip en chef, il y a une commotion dans le Parlement. Ce matin, nous avons tous été consternés en lisant les journaux d'apprendre que le whip en chef du Parti libéral serait muté comme adjoint parlementaire aux pêcheries.

Je suis inquiet, pour le Parti libéral comme je suis inquiet pour tout le parlementarisme québécois, de trouver dans les journaux ce matin cette déclaration fracassante. Je voudrais savoir du leader parlementaire s'il y a une anguille sous roche ou si c'est vrai.

M. Choquette: Il y a poisson entre deux eaux.

M. Bellemare (Johnson): Ou s'il y a poisson entre deux eaux. Je voudrais savoir si c'est vrai qu'on va muter l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine qui agit maintenant comme whip en chef du parti.

M. Levesque: C'est la première nouvelle que j'en ai. Je n'ai pas vu cela dans les journaux ce matin, premièrement.

M. Bellemare (Johnson): Vous n'avez pas eu le temps.

M. Levesque: Deuxièmement, le whip en chef du Parti libéral présidait, hier soir, une séance du caucus du parti avec le même brio, la même autorité, la même lucidité, la même objectivité, le même enthousiasme et, en même temps, avec la même confiance qui règne autour de lui. D'ailleurs, le poste de whip en chef est un poste qui relève de l'ensemble de la députation ministérielle.

M. Morin: On peut dire que c'est le parfait libéral?

Le Président: A l'ordre, messieurs, s'il vous plaît! S'il vous plaît, messieurs! A la période des

questions, je vous demanderais de garder vos fauteuils autant que possible.

M. Levesque: Pour autant que je sache, nous sommes très heureux de la présidence du député des Îles-de-la-Madeleine. Je ne sais pas où le député de Johnson a appris de telles choses.

M. Bellemare (Johnson): A la radio, ce matin, M. le Président, à tous les postes, dans le journal bien coté de la vieille capitale, enfin, de bouche en bouche, nous avons appris qu'il y avait une scission prononcée...

Le Président: Messieurs, s'il vous plaît!

M. Bellemare (Johnson): ...de bouche à oreille, il y avait une scission prononcée parmi les membres, des noms, même des "back-benchers" ont été nommés comme des délateurs de whip en chef. M. le Président, je voudrais savoir si la nouvelle est fondée, si un poste lui a été offert...

Le Président: A l'ordre! A l'ordre! Je crois que votre question est plus ou moins régulière, plus moins que plus.

M. Bellemare (Johnson): Je termine, M. le Président, parce que c'est d'intérêt public. On a dit qu'à cause de ses déclarations fracassantes, il lui avait été demandé par le vice-premier ministre d'occuper la position d'adjoint parlementaire aux pêcheries. Est-ce qu'il y a quelque chose de fondé?

M. Levesque: Il faut dire qu'il y a anguille sous roche. Tout ce que je pourrais dire, c'est que je ne sais pas si l'anguille a une relation avec le poste d'adjoint aux pêcheries, mais je dirai ceci, c'est que le député des Îles-de-la-Madeleine, en plus d'être whip en chef du Parti libéral, rend d'énormes services comme député responsable au ministère de l'Industrie et du Commerce, à la direction générale des pêches, et vous ne pouvez pas trouver de meilleur témoin que celui qui vous parle, étant de cette région où les pêcheries sont importantes, je suis très heureux du travail extraordinaire qui a été poursuivi par le député des Îles-de-la-Madeleine depuis qu'on lui a confié ces fonctions.

Le Président: Je vais permettre quelques courtes questions qui apporteront, j'espère, de courtes réponses. Les trois dernières, le député d'Abitibi-Ouest, Outremont et Saguenay. Il s'agira des dernières questions.

#### Projet de loi sur les matières ligneuses

M. Boutin: M. le Président, ma question s'adresse encore au ministre des Terres et Forêts. Elle fait suite à une question que je lui posais le mercredi 23 juin dernier. Je voudrais savoir s'il y a eu acceptation, au Conseil des ministres, du pro-

jet de loi concernant l'approvisionnement et l'allocation des matières ligneuses du Québec et si le ministre a encore l'intention de déposer ledit projet de loi au cours de la présente session.

M. Toupin: M. le Président, cette question est aussi directe que l'autre qui m'a été posée la semaine dernière. Le projet de loi franchit donc les étapes régulières et il sera déposé au moment où le gouvernement le jugera à propos dans les circonstances actuelles.

M. Lessard: Aussi imprécise que la semaine dernière.

M. Boutin: Alors, M. le Président...

Le Président: Le député d'Abitibi-Ouest, une question additionnelle.

M. Toupin: Je pourrais facilement me passer des commentaires du député de Saguenay.

M. Lessard: La réponse est aussi imprécise.

Le Président: A l'ordre!  
La parole est au député d'Abitibi-Ouest.

M. Boutin: Je voudrais demander au ministre des Terres et Forêts, M. le Président, si pour hâter le processus du projet de loi on pourrait faire comme la semaine passée, un défilé de camions chargés de copeaux, pour bloquer les chemins et bloquer l'entrée de son bureau. Cela ne hâterait-il peut-être pas un peu les choses?

M. Toupin: Non, non, M. le Président.

Le Président: Le député d'Outremont.

### **Rapport sur l'incidence de l'impôt foncier municipal**

M. Choquette: M. le Président, ma question est destinée au ministre des Affaires municipales. Il y a cinq ou six semaines, M. le Président, le ministre des Affaires municipales informait cette Assemblée que le gouvernement avait reçu le rapport Bergevin, c'est-à-dire le rapport d'experts désignés par le gouvernement pour examiner le problème de l'incidence de l'impôt foncier sur les propriétés immobilières et en particulier sur les propriétaires de maisons unifamiliales. Je voudrais savoir du ministre des Affaires municipales si le gouvernement a adopté des mesures ou compte adopter des mesures à la suite de ce rapport qu'il étudie maintenant depuis l'époque où le ministre des Affaires municipales nous en communiquait la réception.

M. Goldbloom: M. le Président, effectivement, le rapport a été reçu à ou vers la date prévue, il y a six semaines et il a été présenté par celui qui vous parle au Conseil des ministres. Le Conseil des ministres, en l'examinant, a demandé l'avis du ministre des Finances, sur les implications possibles

pour le gouvernement lui-même, pour le budget provincial. Le rapport a donc été remis entre les mains du ministre des Finances, pour que cette évaluation additionnelle soit faite. Nous attendons évidemment que le ministre des Finances prenne le temps nécessaire pour produire son avis là-dessus.

Je fais remarquer, M. le Président, aux honorables députés de la Chambre, que les budgets des municipalités ayant été adoptés au début de l'année et les comptes de taxes ayant été envoyés, la différence de quelques semaines ne change rien à cette situation et que l'on est, à mon avis, bien inspiré d'examiner en profondeur toutes les implications de ce rapport.

Il est même possible, M. le Président, et je tiens à dire que j'ai été, pour ma part, très favorablement impressionné par la qualité et le sérieux du travail du groupe présidé par M. Bergevin, il est quand même possible que, à l'examen, nous trouvions des éléments qui manquent et que nous soyons obligés de demander un petit travail additionnel pour combler des lacunes possibles dans le rapport.

M. Choquette: En conséquence, M. le Président, je comprends, de la réponse du ministre des Affaires municipales, que les contribuables, plus particulièrement les contribuables de l'île de Montréal, ne peuvent espérer aucun soulagement, suite à ce rapport, par suite de mesures qui pourraient intervenir d'ici quelque temps.

M. Goldbloom: Non, M. le Président. Ce n'était pas une question, c'était une conclusion et c'était une conclusion erronée. Ce que j'ai dit, c'est que le Conseil des ministres n'a pas pris position sur le rapport jusqu'à maintenant, a vu là-dedans des possibilités d'implications du budget de la province, a voulu les mesurer et a trouvé la possibilité de certaines lacunes qui pourraient exiger un petit travail complémentaire. Or, la réponse n'est pas que les contribuables ne peuvent espérer aucun soulagement, c'est que les contribuables devront attendre encore, peut-être trois ou quatre semaines, je ne sais pas — j'avance un ordre de grandeur au hasard — pour connaître le rapport et la position du gouvernement là-dessus.

M. Choquette: Dernière question.

Le Président: Je voudrais faire remarquer au député d'Outremont qu'à quelques reprises, il pose sa question sous forme de déduction ou de conclusion, ce qui n'est pas permis en vertu du règlement.

M. Choquette: C'est pour permettre d'élucider, M. le Président, là...

Le Président: Prenez d'autres moyens.

M. Choquette: D'autres moyens?

Le Président: Par une question additionnelle, suivant les formes requises.

**M. Choquette:** Je vous remercie, M. le Président. Juste une dernière question additionnelle au ministre des Affaires municipales. Le ministre pourrait-il rendre le rapport public, à ce moment-ci, compte tenu de l'importance de la question qui fait déjà l'objet de beaucoup de préoccupations, depuis bien des mois, sinon des années, dans la région montréalaise en particulier? Ceci, sans préjuger des conclusions et des mesures qui pourront être retenues par le gouvernement, dans les semaines qui suivront.

**M. Goldbloom:** M. le Président, cette décision relève du Conseil des ministres dans son ensemble et, quand le Conseil des ministres sera de nouveau saisi du dossier, il prendra la décision de le rendre public immédiatement ou d'attendre le travail complémentaire, s'il juge que ce travail complémentaire est nécessaire. Le tout ne devra pas tarder.

**Le Président:** Dernière question principale. L'honorable député de Saguenay.

#### Situation des producteurs laitiers

**M. Lessard:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Hier, le chef de l'Opposition demandait au ministre s'il entendait prévoir des mesures pour compenser les pertes considérables qu'ont commencé à subir les producteurs de lait, à la suite de la nouvelle politique du gouvernement fédéral. Malheureusement, M. le Président, en lisant les réponses du ministre, j'ai constaté encore des réponses évasives, des réponses qui ne nous permettent pas de prévoir que des mesures seront prises.

**Le Président:** Question, s'il vous plaît!

**M. Lessard:** Devant l'urgence du problème, M. le Président, et l'imminence de l'ajournement de la session, vous me permettrez de revenir et de demander au ministre, sans jouer au chat et à la souris, si, d'ici les prochains jours, des gestes concrets que nous attendons depuis un mois et demi seront posés de la part du ministre de l'Agriculture pour éviter la faillite des producteurs de lait nature et de lait industriel actuellement au Québec.

**M. Drummond:** M. le Président, j'ai déjà répondu à cette question hier et la semaine dernière. Je pense qu'il y a un mémoire en préparation qui sera soumis pour considération au Conseil des ministres.

**M. Lessard:** Dans ce mémoire, M. le Président, y a-t-il des gestes concrets, des mesures concrètes qu'entend présenter le ministre de l'Agriculture d'ici quelques jours? Etant donné justement l'imminence de l'ajournement de la session — cela fait un mois et demi qu'on attend ces mesures-là, il y a eu un Conseil des ministres depuis un mois et demi — le ministre accepterait-il de convoquer dès la semaine prochaine, devant

l'urgence de la situation, la commission parlementaire de l'Agriculture afin d'entendre les principaux intéressés, les principaux responsables pour connaître l'ampleur du problème, pour savoir quelles sont les mesures que nous pourrions présenter pour éviter la faillite de l'agriculture, la faillite des producteurs agricoles au Québec?

**M. Drummond:** M. le Président, je ne pense pas qu'il faille une commission parlementaire la semaine prochaine pour discuter la question. Nous sommes tous au courant du problème et nous avons un contact continu avec les deux fédérations et l'UPA dans la préparation de dossiers.

**M. Lessard:** Dernière question additionnelle, M. le Président. Le ministre est au courant de l'ampleur du problème et du fait que les producteurs de lait industriel et de lait nature vont voir diminuer leurs revenus de 20%. Etant donné que le ministre est au courant du problème, quelles sont ses intentions pour éviter la faillite des producteurs de lait industriel et de lait nature au Québec? Le ministre sera-t-il capable, d'ici quelques jours, de présenter, et avant le 15 juillet, des solutions concrètes pour éviter justement la faillite?

**M. Drummond:** M. le Président, je pense que j'ai répondu à cette question hier en disant qu'en ce qui concerne les retenues au niveau du gouvernement fédéral, nous devons avoir l'annonce aujourd'hui, si ce n'est pas encore fait, qui doit atténuer la situation. J'ai aussi signalé le fait qu'on ne peut pas produire sans avoir un marché et il faut une diminution dans la production de lait dans la province de Québec aussi bien que dans le reste du pays. Alors, il y a certains aspects évidemment, deux problèmes. Il faut essayer d'avoir un "input", de la part de la province, si nous ne pouvons pas avoir la satisfaction au niveau fédéral, mais tous les efforts de l'UPA et des deux fédérations, jusqu'à ce jour, étaient au niveau du gouvernement fédéral en collaboration avec le ministre et le ministère de l'Agriculture. Nous avons fait une étude ensemble pour voir ce qu'on pourrait faire au niveau de la province.

**M. Lessard:** M. le Président, une dernière question. Etant donné la réponse du ministre, une dernière question.

**Le Président:** Une dernière question. Je comprends que c'est peut-être la dernière journée de cette partie de la session et c'est la raison pour laquelle, jusqu'à maintenant, j'ai permis quinze minutes supplémentaires à la période des questions, mais il y a un moment où il faut s'arrêter. Je suis bien prêt à en permettre deux dernières, mais une à l'Opposition officielle et une au député de Beauce-Sud.

**M. Lessard:** M. le Président, en entendant la réponse du ministre, je me pose la question suivante et je la lui adresse. Le ministre aurait-il définitivement accepté la nouvelle politique du gouvernement fédéral? Le ministre aurait-il tout sim-

plement reculé à nouveau devant la nouvelle politique en ce qui concerne la détermination des quotas?

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Lessard:** Malgré la bataille qu'il a faite depuis un certain temps, le ministre accepte-t-il la nouvelle politique du gouvernement fédéral selon laquelle les quotas sont déterminés de façon indifférente entre les producteurs québécois et les producteurs de l'Ontario, alors que les véritables responsables des surplus ne sont pas les producteurs québécois?

**M. Drummond:** M. le Président, ni le ministre, ni la Fédération des producteurs de lait industriel n'ont jamais accepté la distribution de quotas tel que c'était fait. La preuve que cela n'est pas accepté ou pas acceptable, c'est le fait que la Fédération des producteurs de lait industriel a déjà signifié ses intentions de retirer deux plans pour l'année prochaine. Alors, je pense que ce qu'il faut, c'est d'essayer d'améliorer la distribution pour garder le plan national en vigueur, mais c'est bien clair que ce n'est pas acceptable parce que avis a déjà été donné de quitter le plan.

**M. Morin:** Comment dit-on béquille en anglais?

**M. Roy:** M. le Président...

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! Dernière question additionnelle.

Le député de Beauce-Sud.

**M. Roy:** J'aimerais demander au ministre de l'Agriculture s'il a convenu d'une date limite pour faire part, à la population, aux agriculteurs et producteurs laitiers, des politiques que le gouvernement provincial entend adopter.

Y a-t-il une date de convenue ou si c'est toujours à l'étude pour une date ultérieure, puis reporté d'une semaine à l'autre? J'aimerais savoir quand, effectivement, le gouvernement provincial fera connaître sa position définitive à ce sujet.

**M. Drummond:** Aussitôt que possible, M. le Président.

**Le Président:** Avant de passer aux affaires du jour, l'honorable ministre Solliciteur général aimerait apporter une réponse aux questions qui ont été posées hier.

### **Enquête policière à la Société des alcools**

**M. Lalonde:** M. le Président, c'est le député d'Outremont qui me posait une question concernant l'enquête de la SAQ. Je répète la question suivant la transcription: "Comment se fait-il que Me Jean-Pierre Bonin, substitut permanent du procureur général à Montréal dans les poursuites contre Giguère et Daigneault, n'ait pas un accès

libre et complet à l'ensemble des résultats de l'enquête?" J'ai dit que je m'informerai. Les informations prises auprès des officiers du ministère indiquent que Me Bonin, de son propre aveu, a accès à tous les dossiers, à tous les résultats de ces enquêtes. Dans quelle mesure, lui-même peut-il m'assurer de cela? Naturellement, il n'a pas de tout l'impression qu'on lui cache quoi que ce soit.

L'autre question était à savoir si Me Bonin était le seul, s'il y avait d'autres procureurs. A sa connaissance, il est le seul procureur de la couronne qui s'occupe de cette enquête.

**Le Président:** Une seule question additionnelle.

**M. Choquette:** M. le Président, j'ai demandé au Solliciteur général s'il y avait un procureur spécial ou un officier du ministère qui conseillait le lieutenant Roger Chartrand sur la poursuite de l'ensemble de l'enquête. Je ne me référais pas spécifiquement aux poursuites entreprises contre Giguère et Daigneault, dont la responsabilité appartient à Me Jean-Pierre Bonin auquel le Solliciteur général vient de référer.

**M. Lalonde:** Oui, mais la question était: "Quel est le procureur ou l'officier du ministère de la Justice qui est chargé de conseiller le lieutenant Chartrand et les enquêteurs chargés de cette enquête sur le plan juridique? Constamment c'est..."

**M. Choquette:** ... point de vue dans cette enquête.

**M. Lalonde:** ... le procureur de la couronne chargé de ce dossier qui conseille. Il est fort possible que certains aspects soient aussi discutés par des officiers du ministère, comme le sous-ministre aux affaires criminelles ou le procureur chef à Montréal. Mais quotidiennement, ou de façon permanente, sur ce dossier, c'est Me Jean-Pierre Bonin.

**M. Choquette:** Pour l'ensemble du dossier de l'enquête sur la Société des alcools du Québec?

**M. Lalonde:** Oui.

### **Demandes de débats d'urgence**

#### **Utilisation du français dans les communications aériennes**

**Le Président:** Avant de passer aux affaires du jour, j'ai reçu, hier soir, deux demandes de débats d'urgence pour la présente séance.

Une première demande de la part du whip en chef de l'Opposition officielle, le député de Lafontaine, qui se lit comme suit: "Veuillez prendre avis qu'avant l'appel des affaires du jour de la prochaine séance, j'ai l'intention de proposer que soit tenu un débat pour discuter une affaire importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, à savoir l'utilisation du français dans les communications aériennes au Québec. Daignez agréer, M. le Président..."

Tel que le prévoit l'article 78, deuxièmement, votre motion ne peut être accompagnée que de brèves explications avant que le président puisse prendre une décision à savoir s'il doit accepter ou refuser cette motion.

Je vous inviterais à donner ces brèves explications sans aller au fond de la question.

**M. Léger:** D'accord, M. le Président. Imaginer que cette Assemblée donne son appui à l'Association des gens de l'air du Québec et demande l'installation immédiate de l'usage du français dans les communications aériennes du Québec, ce serait de compétence québécoise. Cela aurait pu être la conséquence du vote sur la motion non annoncée de tantôt et aurait évité les propos que je prononçais. C'est ce que j'aurais voulu présenter tantôt et que je n'ai pu exprimer. Cela aurait évité le débat, mais je pense qu'il est trop important que ce débat ait lieu, pour cinq raisons. Je pense que l'installation immédiate de l'usage du français dans les communications aériennes du Québec doit être votée unanimement par cette Assemblée.

La première raison de l'urgence et de l'importance est que c'est le dernier jour de la session, et je pense qu'on n'aura pas d'autre occasion de le faire.

La deuxième raison est que les gens de l'air sont actuellement en pleins pourparlers avec le gouvernement fédéral et ont besoin de l'appui, non seulement du premier ministre ou du responsable de l'application de la Loi 22 au Québec, mais d'un appui formel de l'ensemble des députés qui représentent le Québec dans ce domaine, puisque c'est seulement le Québec qui est touché par cela.

Troisièmement, M. le Président, c'est la possibilité de grève des services aériens si les gens de l'air n'ont pas d'appui à l'essentiel des demandes qu'ils font actuellement et, pour l'obtenir, ils ont besoin de plus que de l'appui uniquement de certains ministres du Québec.

Quatrièmement, M. le Président, je pense qu'il est intolérable pour tous les Québécois qui sont ici que le français ne soit pas utilisé comme langue de communication.

La dernière — c'est très important — je voudrais citer l'argument provenant d'un fédéraliste tourmenté, le dernier paragraphe de M. Ryan, ce matin. Il correspond exactement à la réponse que vous me demandez pour prouver l'importance de ce débat. Je citerai les dernières lignes de ce que M. Ryan dit: "On aura mieux compris également la sagesse qui a toujours incliné les Québécois à réserver pour le seul gouvernement sur lequel ils sont assurés d'un contrôle permanent, celui de Québec, des domaines nombreux qui touchent directement à leur vie collective. L'attachement prioritaire des Québécois au gouvernement qui est plus proche d'eux — celui de Québec — a souvent choqué M. Trudeau. Il était en réalité le fondement du pouvoir dont M. Trudeau et ses amis ont pu jouir à Ottawa. Il reste l'assise la plus sûre de l'égalité à laquelle les francophones aspirent à l'intérieur du Canada et que des milliers d'entre eux qui vivent au Québec veulent rester libres d'affirmer un jour dans la plénitude de la souveraineté si

jamais ils devaient désespérer de pouvoir la trouver dans le fédéralisme canadien".

C'est la raison pour laquelle, M. le Président, je pense que l'Assemblée nationale devrait avoir un débat aujourd'hui, puisqu'elle touche les aspirations de tous les Québécois, qu'ils soient fédéralistes ou indépendantistes. Je pense que c'est au-dessus de toute partisanerie, au-dessus de tout ce qui peut diviser sur d'autres questions les députés de l'Assemblée nationale. Si on pouvait avoir un débat aujourd'hui qui amènerait un appui global, unanime de tous les Québécois, de tous les députés de l'Assemblée nationale représentant les aspirations de la totalité des Québécois... Si vous écoutez les lignes ouvertes aujourd'hui, M. le Président, les "hot lines", ce n'est que de cela qu'on discute à la radio. C'est donc quelque chose d'urgent, d'important et il est impensable que le français au Québec ne soit pas la langue de travail. Seul le gouvernement du Québec, le Parlement du Québec peut ajouter peut-être un poids supplémentaire aux discussions qu'il y a actuellement entre les gens de l'air du Québec et le gouvernement fédéral qui s'est effondré.

#### Décision de M. le Président

**Le Président:** Je pense bien que tout le monde a écouté l'honorable député de Lafontaine sur cette question. C'est sans aucun doute un sujet qui sensibilise tous les citoyens du Québec, actuellement, que ce conflit ou cet affrontement au sujet de l'utilisation du français dans les communications aériennes au Canada.

Même si je considère — et je serais peut-être porté à le croire — qu'un tel débat serait souhaitable de la part de l'Assemblée nationale du Québec et même que ce débat puisse se terminer par une motion qui deviendrait une résolution, un avis, des représentations de l'Assemblée nationale du Québec envers un autre palier gouvernemental, même si, personnellement, je crois que ce serait souhaitable, par contre, le moyen que voudrait utiliser le député de Lafontaine, je ne peux pas le lui accorder, en vertu de l'article 78, par une motion d'urgence.

Je ne peux pas parce que, justement, même l'Assemblée, par ce moyen, ne pourrait pas terminer ce débat par une décision ou un appui, parce qu'il s'agit d'un débat qui permet d'aérer une situation; mais ce débat ne peut se terminer — c'est prévu à l'article 78, 5e paragraphe, par une décision ou une conclusion de l'Assemblée.

C'est la raison pour laquelle j'ai permis au député de Lafontaine de donner son opinion. Je crois qu'il a été écouté par tous les députés de cette Assemblée. Il y a une autre remarque que je pourrais faire. Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une compétence directe du Parlement québécois. Tout le monde reconnaît que la juridiction en la matière, même si cela ne fait peut-être pas notre affaire ou ne fait pas l'affaire des Québécois, la question de la langue...

**M. Morin:** L'aspect linguistique peut faire l'objet d'un débat.



Le Président: A l'ordre!

Je sais que cela peut fortement sensibiliser et cela sensibilise effectivement tous les Québécois, mais le Parlement du Québec, pour avoir une compétence directe dans les questions de l'usage de la langue dans les vols aériens au Canada... Je ne suis pas un expert en la matière et je n'irai pas plus loin sur cette question. Pour les raisons que j'ai invoquées, je ne pourrai pas permettre ce débat d'urgence. Il y aurait d'autres moyens que prévoit le règlement. Par contre, au stade où nous en sommes rendus dans la présente session, je crois que ce serait assez difficile d'avoir un tel débat ou arriver à une telle conclusion ou un voeu ou un souhait de l'Assemblée. Je crois qu'il y a d'autres moyens de passer le message et d'exprimer son point de vue sur cette question. Je ne peux pas permettre le débat d'urgence tel que prévu à l'article 78.

M. Léger: Cela doit vous faire mal à votre cœur de Québécois de prendre cette décision.

### **Situation des producteurs laitiers**

Le Président: Deuxième demande du député de Saguenay: M. le Président, Veuillez prendre avis qu'avant l'appel des affaires du jour de la prochaine séance j'ai l'intention de proposer que soit tenu un débat pour discuter une affaire importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, à savoir la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les producteurs de lait du Québec. Daignez agréer, M. le Président...

Je vous donne les mêmes prérogatives que j'ai accordées à votre collègue de précéder votre demande de motion de brèves explications.

### **M. Lucien Lessard**

M. Lessard: M. le Président, il y a, non pas un mois et demi, mais deux mois et demi, le gouvernement fédéral faisait connaître sa nouvelle politique laitière. Depuis deux mois et demi, ici à cette Assemblée nationale, j'interviens constamment pour obtenir, du ministre, des réponses à un certain nombre de questions à savoir quelles sont les mesures de compensation que le gouvernement a l'intention de prévoir pour empêcher la faillite des producteurs de lait industriel.

M. le Président, quand je vous dis "faillite", je pense que c'est assez clair. Le ministre lui-même l'a compris, ici, lorsqu'en réponse à une question il s'indignait de la position du gouvernement fédéral dans ce secteur. Les producteurs de lait industriel vont voir diminuer, dès cette année, leurs revenus de 20%. Il n'y a pas une entreprise industrielle qui peut accepter, sans être acculée à la faillite, une diminution de ses revenus nets de 20%.

Le Président: Vous allez un peu loin dans le fond de la question.

M. Lessard: Oui, mais c'est dans ce sens, M. le Président, qu'il y a urgence. S'il n'y a pas de faillite, il n'y a pas urgence.

De l'avis de tous les observateurs de la scène agricole, les producteurs laitiers connaissent actuellement et connaîtront, au cours des prochaines semaines, une situation financière très critique. De l'avis même de l'Ordre des agronomes du Québec, la survie même de plusieurs exploitations agricoles de type familial est en jeu. Je pense que c'est dans ce sens que je demande un débat d'urgence.

Il y a clairement urgence en raison des faits suivants: C'est à compter de leur paie du 16 juin que les producteurs de lait nature, qui sont touchés aussi par cette politique gouvernementale fédérale, se sont vu déduire des pénalités de \$4000, \$5000 et même de \$7000 pour répondre à la récente politique laitière concernant les excédents. C'est à compter de leur paie du 15 juillet prochain que les producteurs de lait industriel verront imposer des pénalités semblables. M. le Président, comme on le soulignait tout à l'heure, nous sommes probablement à quelques heures de l'ajournement de la session; donc nous n'aurons pas la possibilité de rediscuter de ce problème avant septembre ou octobre prochain.

Cette situation n'est pas seulement grave, elle est extrêmement critique. Près de 22 500 producteurs laitiers et je dirais même près de 30 000 producteurs laitiers, avec les producteurs de lait nature, se retrouveront pendant plusieurs semaines avec des revenus tantôt nuls, tantôt coupés de moitié. La situation, comme le soulignait le ministre tout à l'heure, est claire et facile à saisir. Des milliers de producteurs devront acquitter des obligations mensuelles — je dis bien mensuelles — de \$5000 ou \$10 000 en remboursement de prêts ou en paiement de nourriture animale qu'ils devront acheter à un moment donné, au cours de la période qui vient alors qu'ils seront tout simplement sans aucun revenu, parce qu'ils ne retirent aucun revenu actuellement ou ne retireront aucun revenu.

il y a également urgence — et je termine sur ce point — parce que les adoucissements hypothécaires évoqués par le ministre, s'ils devaient se réaliser, arriveraient tout simplement trop tard et, de toute façon, seront insuffisants, eu égard à l'ampleur des dommages et des risques de faillite.

Pour tous ces faits, au nom de l'agriculture du Québec et même des consommateurs, je vous demande d'accepter ce débat d'urgence afin qu'on puisse savoir, de la part du ministre, de la part du gouvernement, quelles sont les mesures qu'ils prévoient à brève période — pas attendre deux mois et demi encore — pour compenser les pertes considérables que devront subir les producteurs laitiers.

### **Décision de M. le Président**

Le Président: Je viens d'avoir... D'ailleurs, cela n'a aucune influence sur la décision que je vais rendre sur cette question. Je ne suis pas un expert en question laitière et ne représente pas, non plus, un comté où, peut-être, on est sensibilisé au point où certains députés ruraux peuvent l'être sur la question de l'industrie laitière.

Avec votre permission, alors qu'il est fort possible qu'il s'agisse de la dernière journée de la

présente partie de la session, je vous suggérerais une chose: Que je prenne cette demande en délibéré d'ici à midi. De toute façon, si je vous accordais ce débat, il devrait se terminer à 13 h. Il resterait à peu près 1 h 30 de débat. Je pourrais peut-être, après consultation avec les leaders, prendre en délibéré votre demande, quitte à accorder peut-être un débat d'une heure ou d'une heure et quart après le déjeuner, en partageant le temps entre les différents partis représentés à l'Assemblée.

De toute façon, je réserve, si vous êtes d'accord, pour un peu plus tard ma décision sur cette demande de débat d'urgence.

M. Levesque: Si on me le permet à ce moment-ci, M. le Président, je sais que vous venez de rendre deux décisions sur des demandes de débats d'urgence. Je m'en tiendrai à votre première décision qui, d'ailleurs, était très bien fondée et j'y concours pleinement. Cependant, cette question semble très importante et vitale pour le gouvernement en particulier et les députés ministériels qui me font part, de plus en plus, qu'ils aimeraient avoir l'occasion de s'exprimer sur cette situation qui est faite au Québec et à la langue française.

Ne pourrions-nous pas obtenir un consentement unanime, tout en respectant votre décision, pour que, d'ici à 13 heures, nous puissions, tout en respectant un temps de parole sur lequel nous pourrions nous entendre, laisser aux députés de cette Assemblée nationale le loisir d'exprimer leurs vues quant à cette question qui nous paraît très importante?

M. Burns: En ce qui nous concerne, évidemment, nous donnerons notre consentement. Je pense bien ne pas avoir à m'étendre là-dessus; c'est le député de Lafontaine lui-même qui a posé la question et qui a demandé ce débat d'urgence. De mon côté, tout en respectant votre décision comme étant fondée, je crois que nous pourrions consentir à la demande faite par le leader du gouvernement, quitte à ce que nous puissions nous entendre sur un partage du temps à être utilisé d'ici à 13 heures.

M. Samson: Consentement.

Le Président: Je suis très heureux que l'Assemblée ait accepté, même si c'est contre la décision qui est souvent une question de légalité ou de restriction vraiment juridique au point de vue du règlement. Du fait que cette Assemblée a donné un consentement unanime, l'Assemblée étant souveraine, un débat d'urgence peut certainement se tenir, jusqu'à 13 heures, sur l'utilisation du français dans les communications aériennes au Québec et au Canada.

M. Samson: Le temps?

Le Président: En vertu du règlement, je crois que les députés ont un droit d'intervention en général de dix minutes sur cette question. C'est dix

minutes, je crois. On peut s'entendre. Je pense bien qu'on peut s'entendre sur le partage du temps.

M. Levesque: M. le Président, vu qu'il y a consentement unanime, je pense bien qu'il faudrait que chaque député soit sur le même pied et qu'on accorde dix minutes à chacun de ceux qui veulent intervenir jusqu'à ce que le temps soit épuisé, laissant au président le soin de répartir un peu.

M. Burns: Je pense que dans tous ces cas-là, M. le Président, d'autre part, on laisse toujours une plus grande latitude au proposeur du débat. Je n'en veux que l'exemple récent, je ne me souviens plus exactement à quel sujet, mais je sais qu'il y a eu un débat d'urgence qui a été accordé, si je me rappelle bien, sur la situation dans les hôpitaux. A la demande du député d'Outremont, il y avait eu un tel débat. Je pense qu'on avait accordé au moins au proposeur une vingtaine de minutes pour exposer son sujet.

Alors, c'est la suggestion...

M. Levesque: ... par parti, M. le Président, dans ce cas.

Le Président: Est-ce que le député d'Outremont désire s'exprimer sur cette question?

M. Choquette: Simplement pour dire, M. le Président, que nous consentons évidemment à ce débat, mais que nous aimerions avoir dix minutes, pour notre part. Dix minutes seulement.

Le Président: Il va rester cinquante minutes.

M. Levesque: Trente et vingt.

Le Président: Voici, un consensus, vingt minutes pour l'Opposition officielle, cela peut aller, dix minutes pour le Ralliement créditiste, l'Union Nationale... Trente du côté gouvernemental, vingt, dix, dix, dix. Cela va? Débutions.

Le député de Lafontaine.

### Débat d'urgence

#### Utilisation du français dans les communications aériennes

#### M. Marcel Léger

M. Léger: M. le Président, je suis heureux que le gouvernement ait pris la peine de réfléchir et d'accepter de discuter de ce problème aussi important que la situation du français dans les communications aériennes. M. le Président, je pense que la situation actuelle a assez duré. Qu'on en soit rendu, dans les communications aériennes, à ce qu'il soit interdit à deux Québécois, sur le territoire du Québec, de se parler en français, quand ils sont de langue maternelle française, sous peine de forte amende, M. le Président, il y a des questions à se poser autant pour des fédéralistes que pour des indépendantistes. Cette interdiction.

qu'aucun Québécois ne saurait accepter sans se renier soi-même, est pourtant l'essentiel de ce que le gouvernement fédéral de M. Trudeau vient de concéder aux contrôleurs et pilotes anglophones.

Il est impensable qu'un gouvernement qui s'est fait élire au fédéral par...

### Travaux parlementaires

M. Levesque: M. le Président, est-ce qu'on me permettrait de faire une motion? Je prie le député de Lafontaine de m'excuser, je n'ai pas voulu couper dans son discours. Nous avons omis de déférer l'étude des projets de loi 54 et 49 à la commission parlementaire des finances, des comptes publics et du revenu, autrement dit, il faudrait que cette commission termine son travail déjà entamé, et cela à la salle 81-A immédiatement.

Le Vice-président (M. Lamontagne): Cette motion est-elle adoptée?

Le chef de l'Opposition officielle.

M. Morin: M. le Président, je crois que ce projet relève de mon collègue, le député de Lafontaine, qui se trouve précisément en Chambre. Commenceriez-vous par le no 46?

M. Levesque: Projet de loi no 49.

M. Morin: Et l'autre projet de loi viendrait par la suite, après le présent débat, de sorte que le député de Lafontaine pourrait se libérer.

### Questions inscrites au feuilleton

M. Levesque: D'accord, et pendant que nous y sommes, M. le Président, est-ce qu'on me permettrait de déposer deux réponses à des questions, avant de l'oublier. Article 2), question de M. Bellemare (Johnson), réponse de M. Mailloux. Et article 11), question de M. Massicotte, transformée en motion pour dépôt de document; réponse de M. Saint-Pierre.

Je fais motion pour que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Cette motion est-elle adoptée? Adopté.

M. Levesque: Donc, articles 2 et 11. Pour M. Mailloux et M. Saint-Pierre, lu et répondu (voir annexe) et document déposé. Le ministre d'Etat à l'Education voudrait faire un dépôt.

### Documents relatifs aux dépenses des universités

M. Lachapelle: M. le Président, j'aimerais déposer — et j'ai grand plaisir de le faire — l'arrêté en conseil ainsi que les documents de support, le tout concernant l'octroi de subventions pour le paiement des dépenses de fonctionnement des universités du Québec pour 1976/77.

M. Levesque: Cette motion est adoptée?

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Ces motions sont-elles adoptées?

M. Morin: Adopté.

### Reprise du débat d'urgence

#### Marcel Léger (suite)

Le Vice-Président (M. Lamontagne): L'honorable député de Lafontaine.

M. Léger: M. le Président, quand j'ai été interrompu pour passer à des procédures parlementaires, j'étais en train de parler d'une situation intolérable au Québec. Je voudrais faire un aparté, M. le Président, pour souligner que dans sa prise de décision, le président de l'Assemblée nationale, tantôt, avait dit que c'était souhaitable que ce débat d'urgence se termine par une motion qui exprimerait le voeu unanime de l'Assemblée.

M. le Président, j'espère et je pense que j'aurai le consentement unanime pour que ce débat se termine par une motion que j'ai exprimée tantôt, une motion qui se voudrait au-dessus des partis, une motion qui ne serait pas partisane comme telle, une motion qui serait libellée dans des termes très modérés et qui pourrait faire l'unanimité des membres de cette Chambre.

M. le Président, je pense que la capitulation complète du gouvernement libéral fédéral devant l'obstination de deux groupes de pilotes et contrôleurs anglophones illustre de façon éclatante, une fois de plus, que dans tout pays, quel qu'il soit, c'est la majorité qui mène; que les Québécois ne seront véritablement maîtres de leur destinée et de leur (langue, comme de leur économie, que lorsqu'ils seront majoritairement décidés...

M. Levesque: Question de règlement, M. le Président. La décision du président était qu'on ne pouvait pas terminer par une motion. Alors, si l'intervention était faite dans ce sens, je pense que le député devrait l'amender.

M. Burns: Il n'y a pas de consentement.

M. Levesque: Non, il n'y a pas de consentement unanime, M. le Président. Nous avons demandé un consentement unanime...

M. Burns: Peut-il le demander, au moins?

M. Levesque: Il peut le demander.

M. Burns: Bon, c'est cela.

M. Levesque: D'accord, mais c'est parce que c'est... Je pense que cela a été fait avant son discours.

M. Léger: J'ai demandé tantôt un consentement unanime, que je...

M. Levesque: Je pense que le discours était fait avant.

M. Léger: ... réitérerai à la fin, parce que je pense que le libellé n'est pas litigieux pour les options politiques du fédéralisme comme de l'indépendantisme. M. le Président, je pense que, parfois, il faut que les Québécois sentent, quand il y a une injustice qui touche tous les Québécois, le besoin de se serrer les coudes et de faire comme les Français de France, souvent, quand ils avaient des moments difficiles. On sait très bien que les Français sont des gens qui ont très souvent des opinions divergentes, mais sur la fierté nationale, on n'avait qu'à entendre La Marseillaise ou que le général de Gaule se lève pour que tous les Français se rallient derrière lui pour la survie même de la nation française.

M. le Président, je pense que l'importance du Parlement québécois, dans le problème que nous vivons actuellement, va être justement d'être unanime derrière une certaine résolution, ce qui permettra, devant cette arrogance des contrôleurs et des pilotes aériens, appuyés par une bonne majorité d'anglophones dans le reste du Canada, pour une fois, de voir tous les Québécois ensemble présenter une figure unie pour la défense des droits linguistiques au Québec.

Si, M. le Président, toute cette Assemblée est d'accord pour appuyer l'Association des gens de l'air du Québec, comme l'a fait le ministre responsable de l'application de la loi 22, ce sera une démonstration forte, puissante de tous les élus du peuple québécois pour montrer que, lorsqu'un groupe de citoyens subit directement et concrètement une injustice dans son milieu, l'Assemblée nationale, qui est suprême au Québec, est derrière ce groupe de Québécois. Je voulais faire un parallèle entre ce groupe de Québécois, les contrôleurs aériens, et la bataille qu'il y avait eue, il y a quelques années, entre les employés de la General Motors, qui défendaient justement l'usage du français dans leur travail et dans leur négociation collective.

M. le Président, les travailleurs de la General Motors auraient dû avoir l'appui de la plus haute instance au Québec, c'est-à-dire le Parlement québécois qui doit être là pour défendre les intérêts de tous les Québécois, tant sur le plan économique, politique, social et surtout culturel. C'est la raison pour laquelle, M. le Président, j'avais demandé tantôt l'unanimité face à la motion que je propose et qui représente quand même les opinions du gouvernement.

M. le Président, dans les grands moments, les Québécois, de quelque parti qu'ils soient, doivent s'unir et affirmer clairement leurs intentions. Il faut que le Parlement québécois aujourd'hui exprime tout haut ce que l'ensemble des Québécois pense actuellement, certains tout bas, d'autres à travers toutes les lignes téléphoniques qui sont actuellement bondées de gens qui expriment leur rejet de cette décision et de cette faiblesse du gouvernement de M. Trudeau qui a flanché alors qu'il a subi, depuis la dernière année, des attaques de

l'établissement " anglophone du reste du Canada. Il faut l'admettre, M. le Président.

La semaine dernière, le premier ministre Trudeau, parlant de la crise du bilinguisme dans l'aviation, l'avait comparée à celle de la conscription, il y a 34 ans. Dans les deux cas, selon lui, la survie du fédéralisme canadien était en cause, mais ce qu'il faut maintenant ajouter, c'est que, dans les deux cas, celui de la conscription et celui d'aujourd'hui, la crise s'est dénouée en faveur du Canada anglais. Il ne pourra jamais en être autrement parce que la majorité l'a toujours emporté.

Il est important que la majorité québécoise soit capable de s'exprimer pour défendre l'intérêt de la majorité. Je parlais tantôt d'un fédéraliste tourmenté, M. Claude Ryan, qui affirmait justement que les Québécois se sentent toujours plus près de leur gouvernement du Québec que du gouvernement d'Ottawa. C'est la raison pour laquelle ils se sentent continuellement intéressés à la chose québécoise. On le voit dans les élections provinciales où 82% à 83% des gens vont voter au Québec, alors qu'ils le font à peu près à 65% ou 70% au palier fédéral et à peine à 35% ou 40% aux autres paliers.

Le gouvernement du Québec a une responsabilité parce qu'il est le gouvernement ultime de tous les Québécois. C'est dans ces occasions qu'il faut permettre à tous les députés de s'exprimer et de donner leur point de vue et leur appui quand la nation est menacée.

Pour mettre fin à la suspension du service aérien, le gouvernement fédéral s'est, en effet, rendu aux exigences des pilotes et des contrôleurs anglophones. La commission qui est présentée est une farce. Les juges qui sont là sont dans un carcan et ils sont sous le contrôle des deux groupes qui défendent beaucoup plus des intérêts linguistiques anglophones et des jobs qu'ils veulent protéger que l'intérêt de l'ensemble des contrôleurs et des pilotes de tout le Canada.

Au Québec, il est anormal que le fédéral retarde la politique du bilinguisme, même si nous savons, nous, que c'est utopique. Mais, dans le cas des contrôleurs aériens, une politique du bilinguisme sur le territoire du Québec, c'est l'inverse d'une politique de bilinguisme dans l'ensemble du Canada.

C'est qu'au Québec ce n'est pas comme dans l'ancienne politique de bilinguisme du Canada qui voulait qu'il y ait deux langues au Québec et que la deuxième langue qu'on voulait implanter était l'anglais. Dans ce cas-ci, la politique de bilinguisme du Canada est que le français soit respecté au Québec. Imaginez-vous cela, M. le Président.

La morale de cette triste histoire: on ne doit pas croire les belles paroles, mais plutôt se fier aux gestes concrets. Aux grandes déclarations solennelles de nos politiciens fédéraux et provinciaux sur l'égalité des deux peuples fondateurs, sur les beautés de la langue française, il faut maintenant opposer la place mesurée et limitée qui a été faite aux francophones dans toutes les institu-

tions Canadian, aussi bien publiques que privées.

La crise du bilinguisme aérien au Québec vient de nous montrer, une fois de plus — si besoin n'était — le caractère trompeur et dilatoire des promesses politiques qui étaient censées assurer, une fois pour toutes, l'égalité de tous les citoyens canadiens. Point n'est besoin de mettre en cause la bonne foi de ceux qui y ont cru au point d'en faire la pierre d'assise de leur mission à Ottawa pour constater que, dans le ciel fédéral, ceux qui voulaient défendre le bilinguisme, donc le français, se voient de plus en plus perdre des plumes les uns après les autres. Pendant ce temps, à Québec, le gouvernement de la souveraineté culturelle a une chance aujourd'hui de s'exprimer et de donner, justement, une opinion précise, qu'on soit fédéraliste ou indépendantiste, d'appui aux gens de l'air et aussi de faire une demande officielle au gouvernement fédéral pour qu'on instaure immédiatement l'usage du français dans les communications aériennes au Québec.

Si la langue du travail au Québec doit être le français, il est absolument anormal que les contrôleurs aériens ne puissent pas s'exprimer en français au Québec. C'est la logique même de l'objectif que voulait avoir le gouvernement actuel du Québec, c'est-à-dire d'y instaurer graduellement le français comme langue de travail. C'est certain que cette demande au gouvernement fédéral ne se réalisera pas d'un coup. C'est certain que la situation actuelle au fédéral est intolérable. C'est certain qu'il faut renforcer la position de ceux qui voulaient, à Ottawa, défendre l'intérêt du français, langue de travail dans les communications aériennes. Mais il faut un appui formel du Parlement qui sera beaucoup plus fort, parce que cela représentera la majorité et la totalité des Québécois à l'intérieur du Canada. Il faut donc l'unanimité de tous les Québécois là-dessus. On ne peut pas endurer que l'instauration du bilinguisme soit stoppée, surtout quand le bilinguisme, dans ce cas, représente l'instauration du français au Québec.

Il faut condamner tout délai à l'instauration de ce bilinguisme dans les aéroports et dans les communications aériennes. Ce ne sont pas des enquêtes qu'il faut avoir, c'est du bilinguisme tout de suite. Ce ne sont pas des études qu'il faut. Il faut être ensemble; le Parlement est le point de ralliement et l'éveil de tous les Québécois à un problème comme celui-ci. C'est pourquoi je demande le vote unanime de la Chambre. Je termine ma déclaration en disant que chaque Québécois est fier d'être Québécois, qu'il soit fédéraliste ou indépendantiste. Je fais appel à la fierté de chacun, à la dignité de chacun des Québécois sans partisanerie et au-dessus de tout parti politique. C'est le Québec entier qui est touché. Cela doit être, ici, l'expression: Par les élus du peuple, du vote de tous les Québécois.

Il faut que l'Assemblée nationale se prononce — je demande l'appui unanime là-dessus — sur la motion. Je pense qu'elle est très modérée, elle n'est pas litigieuse, elle n'engage absolument pas de décisions politiques, mais uniquement un vote unanime. Je pense qu'elle peut faire l'objet de l'unanimité. Elle se lit comme suit:

"Que cette Assemblée donne son appui à l'Association des gens de l'air du Québec et demande l'instauration immédiate de l'usage du français dans les communications aériennes au Québec." C'est la motion que je fais.

Je pense qu'il n'y a rien de litigieux là-dedans. Que le gouvernement du Québec demande au fédéral qu'il instaure l'usage du français dans les communications aériennes au Québec, je ne pense pas que ce soit litigieux ni pour les fédéralistes ni pour les indépendantistes. Qu'on donne son appui à l'Association des gens de l'air du Québec, je ne pense pas que ce soit litigieux ni pour les députés fédéralistes ni pour les députés indépendantistes. Ce sont deux vœux qui peuvent être...

**M. Hardy:** Est-ce que le député de Lafontaine me permet une question?

**M. Léger:** Oui.

**M. Hardy:** Est-ce qu'on pourrait avoir une copie de votre motion?

**M. Léger:** C'est un vœu mais je vais vous la donner. Je vais vous la faire parvenir immédiatement.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** A l'ordre, s'il vous plaît! Je dois rappeler l'article 78, 5e: "Ce débat d'urgence ne doit entraîner aucune décision de l'Assemblée".

**M. Hardy:** Pour le moment, M. le Président, je ne dis pas que l'on consent ou non. Tout ce que je veux, c'est voir le texte. Il me semble que c'est normal de voir un texte avant de dire si on le refuse ou si on l'accepte.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** J'aurai à reposer cette question plus tard.

**M. Léger:** D'accord, M. le Président. Immédiatement à la fin, je vais la transcrire. Je n'en avais qu'une copie. Je vais la transcrire pour la remettre.

M. le Président, je disais que cette motion qui est un vœu qui pourrait faire l'unanimité de la Chambre touche deux points sur lesquels, je pense, le ministre responsable de l'application de la loi 22 s'est déjà prononcé: son appui à l'Association des gens de l'air du Québec — on ne peut pas s'opposer à cela; le deuxième, c'est que le gouvernement du Québec représentant les Québécois, qui doit être le protecteur de la souveraineté culturelle des Québécois, ne peut pas faire autrement que d'accepter cette demande, au gouvernement fédéral, de l'instauration immédiate de l'usage du français dans les communications aériennes au Québec.

Il y en a même qui ont été plus loin que cela, M. le Président. Je pense que ma formulation est suffisamment modérée pour que, pour une fois, on mette de côté toute partisanerie et qu'ensemble on émette un vœu, si c'est l'unanimité de la

Chambre, pour que le Parlement du Québec s'exprime au Parlement d'Ottawa et que le Parlement d'Ottawa se sente appuyé par les fédéralistes et les indépendantistes sur un sujet aussi important que la langue au Québec.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable...

**M. Léger:** Si vous me permettez, M. le Président, on m'a demandé de la relire.

**M. Hardy:** M. le Président, pour le moment, il n'y a pas de consentement à la motion.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Il n'y a pas de consentement à la motion.  
L'honorable député de Rouyn-Noranda.

**M. Léger:** Voulez-vous la copie quand même?

**M. Hardy:** Oui, j'aime bien m'instruire.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Rouyn-Noranda.

**M. Morin:** Le député de Terrebonne s'est fait parler!

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Hardy:** M. le Président, question de privilège.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable ministre des Communications, question de privilège.

**M. Hardy:** Question de privilège. Mon privilège est directement attaqué.

M. le Président, nous sommes dans un parti démocratique et nous nous consultons. C'est cela la collégialité. Nous ne recevons pas nos ordres d'un chef de cabinet!

**Une Voix:** Ou du conseil national!

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Rouyn-Noranda.

### M. Camil Samson

**M. Samson:** M. le Président, l'honorable député de Lafontaine vient, je pense, de faire un réquisitoire très intéressant concernant ce grand problème qui se pose dans les communications aériennes au Québec.

M. le Président, évidemment, ce n'est pas un nouveau problème parce que nous sommes tous conscients que, depuis de nombreuses années, les communications air-sol se faisaient dans la langue anglaise. Mais nous devons féliciter l'Association des gens de l'air du Québec qui s'est tenue debout et qui a réclamé de pouvoir utiliser sa langue, le français, sur son territoire, dans sa province de Québec.

Mais ceci, bien sûr, a soulevé des passions dans les autres provinces chez des pilotes anglophones ou des contrôleurs anglophones. Je voudrais m'associer à ceux qui pensent que dans la province de Québec on ne devrait même pas être obligé de faire un débat pour savoir si on peut parler français. Il me semble que c'est un strict minimum de décence que tous les Québécois puissent parler leur langue sans embâcle, sans que personne ne vienne les en empêcher.

Mais je trouve triste qu'aujourd'hui nous ayons à nous lever en cette Chambre pour réclamer non pas des choses nouvelles, mais un droit strict qui est le nôtre, qui est celui des Québécois.

Quand je regarde le journal du 29 juin dernier, j'apprends avec stupéfaction qu'un pilote, M. Mallette, pilotant l'avion du gouvernement DH 125, s'adressant à l'aéroport de l'Ancienne-Lorette à un contrôleur de langue française, en français, a vu cette conversation captée par un pilote anglophone de l'Association des pilotes anglophones qui a logé une plainte, et le pilote francophone au service du gouvernement francophone du Québec risque de perdre son permis. Cela est dépasser les bornes. Il y a deux autres pilotes de la flotte aérienne du gouvernement du Québec qui risquent la même chose pour avoir osé parler leur langue sur leur territoire dans la province de Québec et, en plus de cela, dans la ville de Québec, avec un contrôleur aérien également francophone.

Je pense que le fanatisme dont font preuve certaines personnes de l'autre langue est susceptible de mettre le feu aux poudres. Ce que nous leur demandons c'est d'utiliser, pour une fois, ce "fairplay" qu'ils nous recommandent d'utiliser depuis longtemps. On demande toujours aux Canadiens français d'être compréhensifs. M. le Président, quand je vois des choses comme cela, je me dis que c'est tout simplement de la provocation. A Ottawa, on prêche le bilinguisme au gouvernement central, on prêche l'unité nationale, on prêche la bonne compréhension, mais il y a loin entre ce qu'on prêche et ce qu'on pratique.

Je pense que le gouvernement central doit savoir que l'Assemblée nationale du Québec, qui représente la population du Québec, qui est le gouvernement le plus près de la population du Québec, je pense que le gouvernement central, dis-je, doit savoir ce que nous pensons de sa politique d'autruche. Dans le cas présent, les trois personnalités nommées pour faire enquête, les commissaires-enquêteurs — abstraction faite de leur nom ou de leur personnalité — dans le poste qu'ils occupent ne sont que trois éteignoirs. C'est pour cela qu'on a nommé des commissaires-enquêteurs, pour éteindre le feu, au lieu d'assumer ses responsabilités. Mais si le gouvernement central ne veut pas assumer ses responsabilités, c'est un gouvernement d'un autre palier, le gouvernement du Québec, qui, lui, pourrait assumer ses responsabilités. On nous a chanté tellement les avantages de la loi 22, la loi qui faisait du français la seule langue officielle au Québec, bien, c'est bien dommage, mais que cela soit sur la route 20 ou sur la piste d'atterrissage de l'Ancienne-Lorette, à mon sens, c'est dans la même province de Québec et cela doit

être assujéti à la même loi 22, si la loi 22 a un peu d'efficacité et si elle est ce qu'on a dit qu'elle est.

Il ne me semble pas que ce soit cela.

Dans les petits aéroports régionaux, vous avez des gens qui se forcent pour baragouiner l'anglais; alors que ce sont des francophones, on les oblige à parler anglais. Question de sécurité? Les mêmes pilotes anglophones, qui font appel à la question de sécurité pour refuser aux francophones du Québec la permission de parler français entre eux, quand ils vont atterrir à Paris, ils savent qu'à Paris on parle le français. Bien sûr, ils peuvent atterrir en anglais, mais on parle français aussi à Paris, on parle français dans d'autres pays, on parle italien ailleurs; on parle, dans plusieurs pays du monde, d'autres langues que l'anglais dans les aéroports.

C'est drôle, ces pilotes n'ont pas fait la grève contre cela. C'est drôle, ces pilotes n'ont pas menacé de laisser leur emploi pour des questions de sécurité dans ces situations. Mais, parce que c'est le territoire du Québec, là, tout à coup, cela devient insécuritaire. Je dis que c'est de la bouillie pour les chats. Je dis que c'est, tout simplement, vouloir provoquer, une fois de plus, les Canadiens français québécois.

C'est pourquoi, en terminant, je m'associe à ce projet de motion — ce n'est pas une motion officielle car je pense que l'Assemblée nationale doit faire savoir au gouvernement central que nous appuyons sans condition les gens de l'air du Québec.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): L'honorable Solliciteur général.

M. Lalonde: Je ne veux pas enlever la parole au chef de l'Union Nationale.

M. Bellemare (Johnson): Non, mais, habituellement, c'est le gouvernement qui répond.

M. Lalonde: Ah! Je ne sais pas de quelle façon on a décidé.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): C'est un partage de temps.

M. Bellemare (Johnson): De trente minutes.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Trente minutes, vingt minutes, dix, dix, dix.

M. Bellemare (Johnson): Est-ce le représentant officiel? Il pourra répondre.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): L'honorable député de Johnson.

#### M. Maurice Bellemare

M. Bellemare (Johnson): L'objet de cette discussion que nous avons amené sur le sujet des considérations historiques. Enfin, les masques sont tombés. Le fédéral vient de montrer son véritable visage, visage qu'il a voulu, en maintes cir-

constances, cacher par la commission d'enquête Laurendeau-Dunton, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, et par la conférence de Victoria où il a fait une déclaration sensationnelle sur le bilinguisme.

Vous avez eu, de la part du gouvernement, des prises de position assez nombreuses quand nous avons débattu, ici dans cette Chambre, le rapport Fulton-Favreau. Vous avez aussi lu des déclarations sensationnelles de M. Laurendeau et de M. Dunton lorsqu'ils ont fait leur rapport. Je ne voudrais vous en citer que deux échantillons. C'est au numéro 1406, page 613 du rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, livre III, Le monde du travail.

"Etant donné que la population francophone a pour foyer principal le Québec, on peut considérer maintenant le gouvernement de cette province comme le principal maître d'oeuvre des assises institutionnelles de la collectivité de langue française. Certes, il n'est en aucune façon l'unique gouvernement de la population francophone, mais il en représente la majorité et en tire le principe de son action. Aussi est-il en mesure de favoriser de l'intérieur les profonds changements sociaux qu'exige un monde rapide en évolution."

Je voudrais maintenant me référer à cette recommandation principale que faisait la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme dans une recommandation qu'elle a faite au gouvernement fédéral dans le temps. Les commissaires disaient: "Nous recommandons spécifiquement que le gouvernement fédéral adopte l'unité francophone comme un principe fondamental d'organisation et de gestion et qu'en conséquence il procède, dans chacun de ses ministères, sociétés de la couronne ou autres organismes fédéraux, à la création immédiate et au développement d'unités administratives où le français soit la langue de travail. Ces unités seraient établies en divers lieux et varieraient par la taille et la fonction."

M. le Président, nous ne pouvons que souscrire à cette déclaration que faisait ce matin le juge en chef de la Cour supérieure, le juge Deschênes, en demandant la convocation expresse du Conseil des juges pour examiner l'influence induite du ministre dans la nomination des trois juges.

M. le Président, je pense que ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on parle dans la province de Québec de bilinguisme et surtout de biculturalisme. En tant que Québécois, nous ne pouvons pas admettre la volte-face radicale, scandaleuse du gouvernement fédéral dans le conflit actuel. D'autant plus que l'attitude actuelle d'Ottawa est une négation pure et simple des principes que ce même gouvernement approuvait, il y a une dizaine d'années, lorsque M. Pearson avait instauré cette politique de biculturalisme.

En effet, lorsque le gouvernement, présidé par M. Pearson, en 1963, créait la commission Laurendeau-Dunton, il lui confiait le mandat suivant: "De faire enquête et rapport sur l'état du bilinguisme et du biculturalisme au Canada et de recommander les mesures spéciales à prendre pour que la Confédération canadienne se développe

d'après le principe de l'égalité entre les deux grands peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada."

En rédigeant ce mandat, M. Pearson avait certainement admis le principe de la dualité canadienne et posait comme une sorte de postulat que l'égalité culturelle, l'égalité du français et de l'anglais devrait être la pierre d'assise du fédéralisme canadien, en même temps que le critère de son succès et peut-être de son échec. Qu'est-ce qui est arrivé? Il est arrivé que la commission a fait rapport au gouvernement, qu'il y a dans ses dossiers de multiples versions, de multiples attestations des commissaires où l'on fait état de l'égalité des deux grands peuples formant le Canada.

Si nous voulons vivre dans un Canada uni, vivre sous un fédéralisme conscient, dit le rapport, il faudra comprendre que dans le pays il y a dualité d'expression française et anglaise. D'ailleurs sur ce principe d'égalité, la commission déclarait formellement qu'il ne fallait pas passer outre aux besoins et aux nécessités et aux demandes formelles qu'avaient exprimées les Canadiens français. M. le Président, sommes-nous ou ne sommes-nous pas dans la Confédération canadienne? Voudriez-vous donner plus de poids à ces gens qui demandent la séparation du Québec de tout le Canada, vous n'auriez pas mieux fait. M. Trudeau répétait, ces jours derniers: Il n'y a plus de séparatistes dans le Québec. Bien, il se trompe, M. Trudeau. Qu'il vienne voir ce qui se passe présentement, au Québec, et je dis que c'est encourager, d'une façon directe, le séparatisme dans le Québec que d'agir de la sorte avec les pilotes de l'air.

Hors du Québec, on pense que la province de Québec n'a des droits que limités. Non, la lutte qu'a faite le Parti québécois dans la province de Québec peut peut-être être surprenante pour bien des gens, mais il y a une chose qui reste absolument irréversible, c'est que le Canadien français dans la province de Québec, plus que jamais, demande sa reconnaissance des droits linguistiques et particulièrement dans les fonctions qui sont données aux pilotes de l'air et aux fonctionnaires de l'Etat.

M. le Président, mon temps est tellement limité. Ces trappes à souris, on n'en a pas besoin.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Le député de Johnson.

M. Bellemare (Johnson): Nous recommandons tout cela à la fonction publique, M. le Président, certaines améliorations, depuis des années. Qu'est-ce qu'on nous donne? Une galette, des millions et des millions sont dépensés pour engager des anglophones dans la fonction publique, et la province de Québec a toujours le petit pain. On vient d'ajouter que le droit de chacun de travailler dans l'une des deux langues officielles au Canada est reconnu. Il devrait être, aujourd'hui plus que jamais, assuré dans les faits, non seulement par des commissions d'enquête, non seulement par des déclarations comme celle que le premier ministre M. Trudeau a faite à la télévision ces jours

derniers, non, M. le Président, il devrait être assuré véritablement à tous les fonctionnaires francophones la possibilité de travailler dans leur langue et de contribuer, de leur culture, aux travaux qui sont en cours.

Il s'agit évidemment, M. le Président, d'une réorganisation fondamentale qui exigera bien davantage que le simple fait d'établir des listes de critères pour sélectionner des candidats ou pour protéger certains intérêts. Le bilinguisme des institutions est tout aussi indispensable que celui des individus, car il ne s'agit pas seulement d'augmenter le nombre de fonctionnaires bilingues, de reconnaître aux gens de l'air leur droit sacré d'agir et de parler français dans la province de Québec, mais de permettre à tous les francophones aussi d'être présents, comme tels, dans la fédération canadienne si nous voulons la protéger et vivre selon le principe du fédéralisme.

Il ne faut pas s'étonner non plus de la réaction très vive des Québécois, face à l'attitude opportuniste du gouvernement Trudeau. Dans le dossier du bilinguisme et particulièrement dans l'enquête Laurendeau-Dunton nous y retrouvons, à toutes les pages, une incitation, au gouvernement fédéral, de se pencher sur le problème de la province de Québec. Pour répondre à cela, on chante victoire et on va dans les autres provinces et on leur dit: Ne vous inquiétez pas, nous sommes là pour protéger vos droits, messieurs les Anglais.

Nous sommes en faveur de la protection du droit de la majorité, mais il y a eu un pacte confédératif, il y a eu des ententes réciproques, il y a eu des ententes collectives et il y a aussi des rapports qui sont éloquentes, sur les droits que nous possédons dans la Confédération. Nous ne sommes pas, dans la Confédération canadienne, comme des mendiants d'autorité; nous sommes dans la Confédération comme partenaires d'un grand peuple qui veut vivre, d'un peuple canadien qui s'affirme. Mais, possédant des caractéristiques différentes, nous les Canadiens français, nous voulons être reconnus, non seulement dans les traités, non seulement dans la constitution, mais en fait, dans la participation de tous les jours.

Il est écrit que, étant donné que la population francophone a pour foyer principal le Québec, on peut considérer le gouvernement de cette province comme son maître d'oeuvre. Je pense que le débat que nous faisons présentement devrait alerter tous ceux qui de près ou de loin sont sensibles à cette réaction populaire et dire que nous sommes d'accord, tous et chacun — Canadiens d'abord, Québécois aussi à la même égalité que son titre de Canadiens — nous sommes d'accord pour que le français soit la langue du travail. En vertu de la loi 22, qui a décrété certains principes d'autorité au gouvernement, le gouvernement doit, devant la réprobation et l'indignation du peuple du Québec, mettre en vigueur et en place cette loi qu'il a comme instrument pour régler le problème.

Mais, M. le Président, à l'heure actuelle, cette lutte que nous amorçons est peut-être une des dernières pour le peuple canadien-français. Nous sonnons présentement l'alarme; nous sommes à la croisée des chemins. Je dis et je répète que. lors-



que le gouvernement fédéral aura gagné ce point sur les gens de l'air, c'en sera fait, pour encore 20 ans dans la province de Québec, avant que l'on retrouve véritablement cette verdeur et surtout cette ferveur populaire qui veut que véritablement sa langue...

**M. Hardy:** Je pense que l'honorable député de Johnson disposait de dix minutes.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Il lui reste 30 secondes.

**M. Hardy:** Trente secondes.

**M. Bellemare (Johnson):** C'est une bonne manière d'interrompre.

**M. Hardy:** Remarquez bien que je suis bien d'accord avec tout ce que vous dites...

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Trente secondes, s'il vous plaît.

**M. Hardy:** ... mais votre chef ne vous approuvera pas,

**M. Bellemare (Johnson):** M. le Président, pourquoi cet incident? Voulez-vous me parler à moi, M. le Président? Quand je voudrai parler à mon chef, j'irai le voir. Laissez-moi régler mes problèmes. D'ailleurs, j'ai des problèmes...

**M. Hardy:** C'est une question publique!

**M. Bellemare (Johnson):** M. le Président, voyez-vous cette intervention malheureuse d'un opinant qui se dit pour et qui est prêt à agir contre? Vous avez la loi 22 dans les mains, mettez-la donc en application. Ayez donc une colonne vertébrale assez raide pour que vous puissiez l'appuyer. Ce serait le temps devant vos complices d'Ottawa de faire preuve de vitalité et surtout de leur dire carrément: Messieurs, halte-là, le gouvernement libéral du Québec est contre...

**M. Hardy:** C'est votre chef qui est contre cela!

**M. Bellemare (Johnson):** ... l'Assemblée nationale est contre, votre attitude...

**M. Hardy:** Les trente secondes sont écoulées.

**M. Bellemare (Johnson):** M. le Président, j'ai été interrompu deux minutes et quart. J'ai été interrompu pendant deux minutes.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Mais, vous avez parlé pendant l'interruption.

**M. Bellemare (Johnson):** Oui, mais c'était pour répondre. Alors, M. le Président, je blâme sévèrement le gouvernement de ma province d'être aussi mou devant ses amis d'Ottawa. Il y a là une question, pas seulement de parti, il y a là une question de patrie. Patrie qui nous appartient,

qu'on a fondée, qu'on a cultivée et qu'on a réussi à développer; un peuple qui compte 6 millions d'habitants aujourd'hui, fier de son passé, riche en possibilités, qui cherche à trouver pour son avenir une compréhension meilleure pour demeurer dans la Confédération canadienne.

**M. Hardy:** Le discours de l'Union nationale, c'est très bien, c'est parfait.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Le député d'Outremont.

M. Jérôme Choquette

**M. Choquette:** M. le Président, la question des communications en langue française dans le domaine aérien pose, à mon sens, des questions qui intéressent non seulement les employés dans ce domaine, mais pose toute la question de la politique du bilinguisme et du biculturalisme telle qu'elle a été mise en vigueur depuis une dizaine d'années à Ottawa. Elle intéresse aussi, je pense, au plus haut point l'avenir même de la Confédération canadienne.

Je crois, M. le Président, que l'avenir de notre pays, s'il doit reposer sur des notions d'inégalité ou sur des principes qui ne donnent pas aux français, à notre peuple, à notre nation française, l'espace qui lui est requis pour son éclosion et son développement culturels, je crois dis-je, que l'avenir du fédéralisme est sérieusement compromis.

Dans le cas actuel, M. le Président, si le gouvernement fédéral ne réussit pas à s'imposer d'une façon qui soit suffisamment ferme, à faire valoir sa politique de bilinguisme et de biculturalisme d'une façon suffisamment énergique, si ce gouvernement échoue dans les objectifs essentiels de reconnaissance de la langue française et de la culture française au Canada, ce sera non seulement la faillite de la politique qui soit seule capable de réunir deux peuples au sein d'une unité politique canadienne, mais ce sera, par voie de conséquences, le péril que courra la formule fédérative canadienne.

C'est donc dire, M. le Président, que le problème se pose avec une acuité très considérable à ce moment-ci. Plutôt que des politiques qui tergiversent sur des objectifs essentiels à l'unité nationale canadienne, nous aurions besoin d'une politique ou de déclarations qui réitérent l'essentiel des objectifs qui ont été énoncés maintenant depuis plusieurs années, en particulier, par le premier ministre du Canada.

En effet, ce pays ne peut survivre, M. le Président — et je pense qu'on devrait en prendre conscience à ce moment — que dans la reconnaissance de l'égalité des deux nations fondatrices, des deux nations qui composent ce pays auquel je crois. Mais si, à moment-ci, à cause de circonstances spéciales, à cause du fait que les communications aériennes intéressent un domaine d'une grande portée technique et économique, le gouvernement fédéral cède au chantage d'éléments extrémistes de la population anglophone, le gouvernement fédéral lui-même se fera

l'artisan de la destruction de ce pays. C'est la raison pour laquelle, au moment où le gouvernement fédéral vient de poser des gestes qui indiquent une tergiversation dans ses objectifs fondamentaux énoncés depuis longtemps, au moment où le gouvernement fédéral a cédé au chantage d'un petit groupe qui veut pratiquer une politique de la langue anglaise à tout prix, au moment où le gouvernement fédéral vient d'enfermer les commissaires qu'il a nommés pour faire une enquête impartiale dans une camisole de force, je pense, M. le Président, que la minute de vérité a surgi où ce gouvernement doit se ressaisir et réaffirmer, quelles que soient les circonstances, les objectifs essentiels d'une politique de bilinguisme et de biculturalisme, seule capable d'assurer la survie de la Confédération canadienne.

M. le Président, tout en appuyant donc les remarques qui ont été faites précédemment par d'autres orateurs dans cette Chambre, tout en réitérant notre appui aux gens de l'air du Québec qui réclament qu'on puisse communiquer en français dans notre propre partie de ce pays, dans notre propre province, je dis qu'à ce moment-ci l'essentiel de nos observations doit avoir comme objectif de renforcer la volonté du gouvernement fédéral de réaffirmer et de réitérer les principes fondamentaux d'une politique de bilinguisme et de biculturalisme, qui est la seule qui puisse assurer la paix et l'harmonie, la compréhension entre les groupes dans ce pays.

Si le gouvernement du premier ministre Trudeau, malgré ses hésitations, malgré même ses faiblesses, ainsi qu'en témoignent certaines décisions prises hier, ne réussit pas à ce moment à reprendre en main la situation, à imposer son autorité, à faire valoir d'une façon efficace sa politique de reconnaissance de la langue française au sein d'une majorité anglaise, je n'ai pas d'hésitation à dire que toute la question de la fédération canadienne est posée devant l'opinion publique et dans la conscience de chacun. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable Solliciteur général.

### M. Fernand Lalonde

**M. Lalonde:** M. le Président, je sais que plusieurs députés veulent s'exprimer; alors, je serai bref. Je crois qu'il est très opportun que cette Assemblée, par ce débat d'urgence, démontre son appui très ferme et indéfectible à la cause de l'implantation du français dans les communications au Québec.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement, par la voix de son premier ministre récemment et, depuis un an, par celui qui vous parle, a fait preuve d'une grande vigilance. Ce n'est pas la tribune pour faire la défense de la politique du gouvernement à ce sujet, mais il faut le dire. Je crois que la décision, du moins l'expression de l'opinion des députés de cette Assemblée serait fort opportune pour aider le gouvernement dans ses interventions. Nous al-

lons encore davantage aider en particulier les gens de l'air, qui se font les défenseurs, les champions de cette cause, par une assistance financière. Je l'ai annoncé hier et je l'ai offert, il y a déjà quelque temps, à l'Association des gens de l'air. Mais le dernier événement d'il y a quelques jours démontre l'importance de notre présence et de la présence de l'Assemblée nationale dans ce dossier.

Le gouvernement fédéral s'est mis à faire une gymnastique assez inexplicable qui masque, soit une naïveté incroyable ou une machination tout à fait inacceptable. Je ne pense pas que ceux qui ont pris les dernières décisions concernant le dossier de l'implantation du français dans les communications aériennes au Québec aient réellement conscience de ce qui se passe au Québec, de ce que représente pour les Québécois et surtout pour la majorité francophone, l'implantation du français dans les communications aériennes. On dira qu'il ne s'agit que d'un secteur bien limité, c'est vrai, mais il s'agit aussi d'un symbole. Nous avons, ici, pris une décision dans cette Assemblée nationale il y a quelques années et on voit jusqu'à quel point l'impact de cette Loi sur la langue officielle est fort. En voyant ici réunis des députés qui, jusqu'ici, ont fait de cette question de la même façon, avec la même fermeté, on voit jusqu'à quel point la Loi sur la langue officielle a inspiré et inspire encore les Québécois relativement à leur langue, ce véhicule de leur culture.

Il est bon que le gouvernement fédéral sache que cette Assemblée nationale le regarde, le surveille de près dans l'implantation du français. Sinon, on aura des événements ou des décisions, comme on en a vu en fin de semaine dernière. Si nous avons encore des décisions comme celles-là, ce n'est pas d'une béquille que le gouvernement fédéral aura besoin, ce sera d'un lit d'hôpital.

Il faut réellement ne pas être en parfaite conscience de ce qui se passe ici au Québec pour penser qu'on a pu nous faire avaler des couleuvres comme celles-là. La couleuvre Keenan, on ne l'a pas avalée, et celle-là, je pense que c'est plus qu'une couleuvre. C'est un serpent.

Alors, il est tout à fait opportun que l'Assemblée nationale exprime, de façon claire, son appui à la cause défendue par les gens de l'air. Je constate que le règlement ne nous permet pas de présenter une motion. Si je lis la fin de l'article 78, on dit que ce débat d'urgence ne doit entraîner aucune décision de l'Assemblée. La décision de la présidence, tantôt, est dans ce sens ainsi que l'opinion exprimée par le leader du gouvernement. Mais si, par une procédure quelconque que j'ignore, j'avais la permission de faire une motion ou d'exprimer un vœu, ce serait justement que cette Assemblée donne son appui à l'Association des gens de l'air du Québec et demande l'implantation, dans les meilleurs délais, de l'usage du français dans les communications aériennes au Québec.

J'invite tous les membres de l'Assemblée...

**M. Samson:** M. le Président, j'invoque le règlement!

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Rouyn-Noranda, question de règlement.

**M. Samson:** M. le Président, j'invoque le règlement. Je trouve les paroles du ministre tellement intéressantes qu'il me semble que, même avec le règlement, lorsque nous avons le consentement unanime, nous pouvons faire le genre de choses que le ministre suggère présentement. Ma question de règlement, c'est de demander à cette Assemblée le consentement unanime pour que ce que le ministre vient de présenter soit reconnu comme une motion.

**M. Léger:** M. le Président, sur la question de règlement.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Lafontaine, sur la question de règlement.

**M. Léger:** M. le Président, sur la question de règlement, je dois dire que contrairement à ce qu'on pensait tantôt — j'aimerais que le député de Terrebonne m'écoute, je pense que c'est une question de procédure et peut-être qu'il sera de mon avis — actuellement, on n'est pas sur un débat d'urgence. Le débat d'urgence a été refusé par le président. On est sur un débat accepté à l'unanimité. A ce moment-là, il n'y a pas de règle qui empêche de voter.

C'est la raison pour laquelle je pense que l'amendement...

**M. Lacroix:** Il y a des gens qui voudraient parler et il ne reste que 25 minutes.

**M. Léger:** C'est une question de règlement, c'est en dehors des minutes.

**M. Lacroix:** Oui, mais c'est à une heure que cela finit.

**M. Léger:** Je serais d'accord pour donner mon consentement afin que la motion que j'ai présentée, qui est présentée différemment par le ministre, soit acceptée comme motion sur laquelle on peut voter d'une façon unanime.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Y a-t-il consentement unanime?

**M. Hardy:** Un instant. Je pense que l'honorable Solliciteur général n'a pas terminé.

#### Motion d'appui à l'Association des gens de l'air

**M. Lalonde:** Si, M. le Président, j'ai le consentement unanime, je fais la motion que cette Assemblée donne son appui à l'Association des gens de l'air du Québec et demande l'implantation, dans les meilleurs délais, de l'usage du français dans les communications aériennes au Québec.

Je demande le consentement unanime de cette Chambre.

**M. Léger:** M. le Président, nous donnons notre consentement.

**M. Morin:** Nous sommes entièrement disposés à donner notre consentement pour qu'il en soit ainsi. Tout à l'heure, le député de Lafontaine a proposé un texte presque semblable, lequel aurait pu également, je pense, être accepté à l'unanimité, mais nous ne retournerons pas le procédé contre le gouvernement, au contraire. Étant donné l'importance de la question, nous allons abonder dans le même sens, nous allons l'appuyer. Nous n'allons pas marchander notre appui à l'égard d'une résolution dont les répercussions peuvent avoir beaucoup d'importance pour les gens de l'air.

M. le Président, je ne sais si c'est à mon tour de parler, mais l'Opposition a encore droit à quelques minutes de débat.

**M. Hardy:** C'est terminé.

**M. Lacroix:** Et pour nous, personne ne va parler?

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Un instant. Nous allons faire une vérification technique. On m'informe que vous aurez droit encore à cinq minutes.

**M. Lalonde:** M. le Président, je veux simplement terminer là-dessus.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Le Parti québécois avait droit à 20 minutes et il s'est servi de 15 minutes.

**M. Hardy:** M. le Président, il faudra aller un peu plus tard qu'une heure, pour permettre aux partis d'utiliser le temps qui leur avait été alloué. Le parti ministériel avait 30 minutes.

**M. Bellemare (Johnson):** M. le Président, la motion qu'a faite l'honorable député est acceptée unanimement?

**Une Voix:** Elle est reçue.

**M. Hardy:** Elle est reçue.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Reçue.

**Une Voix:** Pour le moment.

**M. Choquette:** Elle fera l'objet d'un vote à la fin du débat.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Pourrions-nous nous entendre dès à présent pour respecter le temps alloué à chacun des partis et que nous dépassions une heure?

**Des Voix:** Oui, oui.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable Solliciteur général.

**M. Lalonde:** Pour permettre à tous les députés qui veulent s'exprimer de le faire, je vais simplement terminer, M. le Président, en invitant tous les députés à appuyer cette motion.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Mont-Royal.

**M. John Ciaccia**

**M. Ciaccia:** M. le Président, je considère que les événements récents qui sont arrivés sont alarmants pour le Canada, alarmants pour le Québec et alarmants pour chaque citoyen de notre pays.

On nous force, on essaie, on tente de nous polariser et de faire une confrontation qui ne devrait pas exister. Je trouve inconcevable du point de vue humain qu'on puisse prendre une telle attitude de préjudice qu'on tente d'enlever un droit aux Québécois de travailler dans leur propre langue et de donner l'impression de l'existence d'un préjudice qui ne devrait pas avoir place dans notre société.

La politique de bilinguisme que le gouvernement fédéral appuie n'est pas une politique coercitive, c'est une politique permissive et cela fait appel à la décence humaine dans chacun de nous de l'appuyer. Ce n'est pas une question de majorité ou de minorité, parce que, même dans le Québec, nous avons des minorités mais nous ne prenons pas l'attitude que d'autres gens dans le reste du pays tentent de prendre quand on parle de majorité. C'est une question de justice pour un peuple.

Mr. Speaker, I would like to address a few words perhaps to the people who are taking this attitude in this day and age and in this particular time of our history. And the question that I would like to ask those who opposed bilingualism in the form that they do is: Do we want one country or do not we? And, if we want Canada be one country, then the attitude of people outside Quebec will necessarily have to change. It is difficult at times, it is very difficult at times, Mr. Speaker, and I can speak from experience, to represent and to defend the rights and position of non francophones in the province of Quebec. And that difficulty is very understandable because we have a long history to overcome. This entire country has a long history to overcome, a long history sometimes of racism and bigotry. And I would like those who oppose bilingualism outside of Quebec to realize the consequences of their actions, to realize the brunt that they are placing on the Anglophone community and on the non Francophone community in this province, of the difficulty that they are causing us. Their lack of understanding will make it more and more difficult for those of us who believe in individual rights, who believe in decency, and will make it more and more difficult for us to stand up for those rights.

I would strongly urge all of those across this country to reconsider their position vis-à-vis bilingualism, not only in the air but throughout the entire country. Either we will be full and equal partners with full opportunity for those who speak the

French language, or we are going to tear this country apart. The question I also ask myself is: How long and how much more strains on our social fabric we will be able to withstand before this country is truly torn apart?

We must support the efforts of the Federal Government in his bilingualism policy, but we must also urge the Federal Government not to bow to the pressures of a local bigoted minority and we would urge the Federal Government to take up its responsibilities not only for a short term benefit, but for the long term benefits which I require for this country and which I require for Quebec.

J'appuie la motion du député de Lafontaine, j'appuie la motion du député de Marguerite-Bourgeoys, le Solliciteur général. J'ai mentionné qu'on avait une situation alarmante. Vous avez vu l'attitude de ceux qui ont laissé leur position... On leur a demandé: Est-ce que cela ne vous alarme pas? Etes-vous d'accord avec la position des pilotes et des contrôleurs de l'air? Ces gens ont appuyé le préjudice en laissant leur position. On crée une atmosphère qui va être difficile à défaire. Quand on voit les membres de la magistrature qui s'imposent dans le débat, cela crée une situation où, dans l'avenir, on va douter, dans notre esprit, de l'objectivité et de l'impartialité de la magistrature. Tout cela est créé par ceux qui ne veulent pas comprendre la décence humaine, la justice qui s'impose dans le présent débat et dans la présente situation.

Therefore, I urge again, Mr. Speaker, that all of us act with moderation and that those who seem to take such extreme positions try to consider the position of the people in Quebec, their aspirations, what they have been through in the past hundred years and what they are going through now. Merci.

**Le Président:** L'honorable ministre des Affaires intergouvernementales.

**M. François Cloutier**

**M. Cloutier:** Ce débat est d'une extrême importance et il est dommage que nous n'ayons pas davantage de temps pour en disposer. Je me limiterai donc à une seule considération. L'affrontement auquel nous assistons illustre, si besoin était, la très grande importance de la Loi sur la langue officielle au Québec, la loi 22. La survie de notre collectivité a toujours été possible grâce à une action menée à deux niveaux, au niveau fédéral et au niveau provincial.

C'est toute la dialectique du fédéralisme, cet arrangement administratif et politique qui nous a servi jusqu'ici et qui — c'est une opinion personnelle — continuera de nous servir. C'est la raison pour laquelle il est...

**M. Morin:** Les événements le prouvent!

**M. Cloutier:** ... extrêmement important de soutenir l'équipe francophone actuellement à Ottawa dans ses efforts pour promouvoir le bilinguisme. Ce bilinguisme constitue probablement la dernière raison pour les Québécois de rester membres de la confédération. C'est la raison pour laquelle il ne faut pour rien au monde permettre que l'on dilue cette politique. Il ne faut pour rien au monde permettre, encore moins, qu'on la torpille.

Cependant, il reste une chose d'une importance peut-être encore plus grande que la responsabilité du gouvernement québécois — et je dirais même des gouvernements québécois, quels qu'ils soient — c'est d'assurer chez lui l'affirmation de sa souveraineté en matière culturelle et en matière linguistique. Et c'est là qu'intervient notre action en rapport avec la Loi sur la langue officielle.

Cette loi est d'une importance extrême, j'en suis convaincu, et, malgré les quelques soubresauts d'application qu'elle a pu entraîner, l'histoire nous donnera raison. Cette loi est beaucoup plus qu'une simple mécanique pour permettre l'usage plus répandu du français, pour franciser les entreprises. C'est une affirmation et c'est l'affirmation d'une majorité. Par conséquent, M. le Président, je ne vois aucune contradiction entre une politique du bilinguisme à Ottawa qui est une politique qui reste authentique, parce qu'elle permet la continuation de cet arrangement qu'est le fédéralisme, et une politique extrêmement forte qui est une politique d'affirmation du Québec en matière linguistique et en matière culturelle.

Et si, par hasard, il advenait qu'il n'est plus possible de maintenir — et en ce sens, le conflit actuel est un conflit presque symbolique — les politiques du bilinguisme auxquelles les francophones actuellement à Ottawa ont attaché leur nom, il m'apparaîtrait à peu près certain que l'équilibre même de notre pays serait mis en cause.

Je termine, M. le Président, en disant que les difficultés actuelles ne sont pas les premières que nous ayons connues. Souvenons-nous qu'il y a à peine quinze ans, nous nous battons pour des chèques bilingues. Ensuite, il y a eu la bataille du drapeau, celle des arrangements fiscaux, des programmes conjoints. C'est tout un ensemble d'acquis qui se sont additionnés dans l'intérêt de notre collectivité, mais il reste que le principal instrument et le premier instrument de notre survie, c'est le gouvernement du Québec, et c'est le gouvernement du Québec, dans la situation actuelle, qui a la responsabilité de rester fort et de rester cohérent.

Par conséquent, soutenons les efforts à Ottawa, tentons d'obtenir que cette politique du bilinguisme, condition de survie pour l'ensemble du pays, reste ce qu'elle était à l'origine, mais en même temps prenons conscience de la très grande importance d'utiliser au maximum cet instrument qu'est notre gouvernement, et également de la signification peut-être encore plus grande, si besoin était, que prend la Loi sur la langue officielle.

**Le Président:** Le député d'Anjou.

**M. Yves Tardif**

**M. Tardif:** M. le Président, afin de laisser la chance à quelques autres députés de pouvoir intervenir sur cette question, je limiterai mes commentaires à un ou deux points qui m'apparaissent plus importants.

Bien que je ne sois pas aussi pessimiste que le député de Lafontaine, M. le Président, je suis persuadé, d'autre part, que la position des gens de l'air du Québec doit rencontrer l'assentiment de tous les Québécois et de tous les Canadiens de bonne foi. À cet égard, je pense qu'il nous est impossible d'absoudre ou d'appuyer le gouvernement du Canada dans la reculade à plat ventre qu'il a effectuée au cours des dernières journées.

M. le Président, ce débat a débuté il y a plusieurs mois, au cours de l'année 1975. Dès le début, j'avais soupçonné les contrôleurs aériens de faire preuve de racisme sur cette question. Ce qu'ils voulaient, ce n'était pas tant de promouvoir la sécurité aérienne au Québec que de maintenir la suprématie de la langue anglaise au Québec. Malgré tout, avec la fermeté de quelques porte-parole du gouvernement fédéral, il y avait lieu de croire que le gouvernement du Canada se tiendrait debout et qu'il ne reculerait pas sur cette question. Malheureusement, avec la signature du protocole du 28 juin dernier, il s'agit, ni plus ni moins, de la part du gouvernement fédéral, d'une reculade à plat ventre, qui ne constitue certainement pas un motif de fierté pour le gouvernement du Canada et pour les députés libéraux du Québec à Ottawa.

M. le Président, je suis d'autant plus surpris de prendre connaissance de cette reculade du gouvernement fédéral qu'il y a quelques jours à peine le premier ministre du Canada avait déclaré que cette crise était la plus sérieuse depuis 1942. Qu'est-ce qui s'est produit deux jours plus tard? Le gouvernement canadien a donné suite aux exigences des gens de l'air anglophones, sans même essayer de sauver les apparences. Pourtant, ce que les Canadiens français et les Québécois recherchent, ce n'est pas d'établir l'unilinguisme français au Québec, ce n'est pas d'établir le bilinguisme à travers le Canada. Les Canadiens français et les Québécois, en matière de communications aériennes, désirent que le principe du bilinguisme au Québec soit mis en application. Pour des motifs qui s'apparentent carrément à du racisme, les pilotes de ligne aériens anglophones et les contrôleurs du trafic aérien refusent de donner suite à cette demande qui est tout à fait naturelle et à laquelle personne, à mon avis, ne peut s'opposer.

M. le Président, pour régler la situation actuelle, je propose, quant à moi, les quatre mesures suivantes. Tout d'abord, que le gouvernement fédéral suggère au commissaire Heald de démissionner ou qu'il nomme un deuxième commissaire francophone pour rétablir l'équilibre sur la commission d'enquête. Deuxièmement, que les commissaires aient toute liberté d'agir et qu'ils ne soient pas soumis aux influences, exigences et

décisions des pilotes et des contrôleurs anglophones.

Troisièmement, que la règle de la majorité soit appliquée quant aux rapports des commissaires et non pas la règle de l'unanimité, comme l'a accepté le gouvernement fédéral. Quatrièmement, si le rapport favorisant l'expansion du bilinguisme au Québec dans les communications aériennes est soumis à la Chambre des communes, que le rapport en question soit appuyé par le cabinet au complet et qu'il ne soit pas soumis à un vote libre à la Chambre des communes.

M. le Président, à mon avis, le gouvernement fédéral a été très présomptueux en refusant d'accepter la prétendue béquille que le gouvernement du Québec lui offrait il y a quelques semaines. Pour quelqu'un qui se traîne à quatre pattes actuellement, je pense que la béquille pourrait lui être diablement utile, et j'ose croire que la motion présentée conjointement par le Solliciteur général et le député de Lafontaine recevra l'approbation de tous les parlementaires de cette Chambre.

**M. Côté:** C'est avec empressement, M. le Président, qu'au nom de mes collègues de Mille-Iles, de Laurentides-Labelle et de Sainte-Marie que nous appuyons la motion du député de Marguerite-Bourgeoys et celle du député de Lafontaine en ce qui regarde le bilinguisme aérien.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, M. le Président, que le groupe des députés, au nom desquels je parle, intervient auprès du premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, et du ministre Otto Lang, pour faire des pressions afin que cesse ce racisme à l'endroit des francophones du Québec. Vous me permettrez, M. le Président, de mentionner la dernière intervention faite au ministre des Transports d'Ottawa, M. Otto Lang, et de vous lire le télégramme expédié ce matin à M. Lang: "La signature, le 28 juin dernier, du protocole d'entente touchant les membres des associations CALPA et CATCA et le gouvernement central démontre clairement le net recul du fédéral vis-à-vis des droits des francophones, et la capitulation sans condition vis-à-vis des membres des associations concernées.

"Le refus de l'utilisation du français pendant l'étude proposée, combinée à l'atteinte portée à la liberté des trois commissaires appelés à conduire l'enquête sur le bilinguisme dans les services aériens ne laisse pas de doute quant aux intentions du gouvernement central de régler le conflit le plus tôt possible et à n'importe quel prix. En conséquence, et pour l'ensemble de ces raisons, nous demandons votre démission comme ministre responsable des Transports.

Je pense, M. le Président, que l'histoire passablement récente nous révèle beaucoup de francophones qui, au niveau fédéral, ont eu à payer chèrement quelques erreurs; il s'agira de mentionner MM. Tremblay, Favreau, Marchand, Ouellet; et sous l'époque de Diefenbaker, les francophones, M. le Président, ne faisaient que quelques erreurs très légères et étaient déboutés.

Alors, je demande immédiatement au premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, au nom de mes collègues, et j'incite les autres collègues de l'Assemblée nationale à en faire autant, de relever le ministre Otto Lang de ses fonctions de ministre des Transports, si d'ici la fin de la semaine, il n'avait pas lui-même démissionné.

M. le Président, c'est avec empressement que nous appuyons les motions des députés de Marguerite-Bourgeoys et de Lafontaine.

**Le Président:** L'honorable député de Saint-Louis

#### **M. Harry Blank**

**M. Blank:** Mr. Speaker, I like to add a few words to this debate. I am going to speak not only as a member of this House, but as a holder of a private pilot's licence. I have flown into many airports in Canada and in Québec. The question of safety in the air, using French and English, is an absolute "red herring" hold out by these pilots and air controllers across Canada who are acting either on their behalf or on behalf of some... the only term I can use is "rednecks" who wish to cause a disruption in the unity of this country. The way to disrupt this country, the way to create a separated Québec is just the way there are doing it now. This is the only result that one can have of the action of this bigoted minority who are using supposed safety regulations as a front for the real ambitions that is to create disruption in Canada. They are looking for complication, they are looking for polarization, as my friend for Mount-Royal said. And this polarization can only cause disunity, and disunity can cause the break-up of this country. And the break-up of this country will not only mean a break-up between English and French, it will create a break-up throughout Canada. Canada will land up into three or four countries or all part of the great United States.

I do not know if this people realize the consequences of their act. Safety is not the answer; safety is not the problem. The Member for Rouyn-Noranda was right, the same pilots who refuse to fly into Québec because there is French spoken in the airways fly into Mexico City where 90% of the squawks on the radio is in Spanish, they fly into Lisbon where it is Portugese, they fly into Athens where it is Greek, they fly into Tel Aviv where it is Hebrew, they fly into France where it is French. Who are they kidding? The issue here is not safety, the issue is bigotry, and unless we put a stop to it and have this people realize the consequences of their act, and I hope the media across the country would spread the word of what is going on here today... Let's the truth be known right across Canada and let's stop this once for all.

And I, for one, vote in favour of the motion of the General Solicitor amending the motion of the Member for Lafontaine.

**Le Président:** Le député de Pointe-Claire.

**M. Arthur Séguin**

**M. Séguin:** Ce n'est qu'à la toute dernière minute que j'ai décidé de faire des commentaires, voulant toujours respecter, comme par les quelques années passées, une certaine neutralité en Chambre lorsqu'il s'agissait de problèmes épineux ou de problèmes qui pouvaient amener une scission entre des partis représentés à des commissions variées où je serais appelé à présider. Voulant maintenir cette intégrité, voulant maintenir cette indépendance, je voyais mal le fait d'intervenir dans des débats assez échauffés en Chambre ou que je me prononce même sur des principes de différentes Lois de la Législature.

I would like to change now and use another language which probably I am more familiar with. The reason for the change, at this particular time, is not to try to create any form of emotion or to support any cultural or racial type of argument. But it would rather be that my remarks, as brief as they will be, will reach other parts of Canada and some parts of Quebec whereby there seems or whether seems to be a form of backlash or a form of a position gradually shaping where they are going to show Quebec where they stand and where to get out.

I admired the position that Ottawa had taken when they wanted to technically prove the safety of the two languages if they were used in the air. I was a little disappointed when the Federal Government appeared to back down, I am not convinced that they have; but, rather for economic and other reasons, at this particular time, it was probably more opportune to withdraw for a moment.

As I said a moment ago, I would like to condemn and, at the same time, express my regrets for the attitude taken by some of our Canadian pilots, some of our controllers who are trying in reality to start another racial controversy.

Most of my public life, which stretches over many years, not only here but elsewhere, has been devoted to create bilingualism, has been devoted to try to create better understanding between our two major races in Canada.

When one looks at the decisions taken and the positions taken, if you would, by the air people, one sees all these efforts stumbled and it is extremely regrettable that we have not been able to sit down, discuss and debate, use proof, wait for inquiries to have been completed, listen to the results of those inquiries, analyze them, get experts advice on the whole matter. Instead of that, we have quite arbitrarily taken a position whereby French was not accepted.

I certainly support the attitude taken by the Members for Mont-Royal, for Saint-Louis and others. I would like that my remarks be devoided of all forms of emotion, all forms of racism, all form of party politics, but I would like them to be considered as cool and reflected.

I am not voting so much for the motion or motions because I do not feel that I am qualified to support one side or other in the debate, at the moment, strictly on technical reasons. I do not

have that information and it has not been made available as far I know anywhere.

However I would be very amiss if I did not, by voting affirmatively for the motion, condemn in fact the narrowness and bigotry expressed in some of the quarters of this country.

Those are my remarks. Although, as I say again, I am not in fact supporting one party or the other, I am forced to vote in favour of the motion simply to express my displeasure with the attitude taken by some of our fellow citizens.

**Le Président:** Le ministre des Affaires municipales.

**M. Victor Goldbloom**

**M. Goldbloom:** M. le Président, je ne prendrai que trois ou quatre minutes, mais je me sens une obligation morale de m'exprimer sur cette question. Celui qui vous parle, M. le Président, a consacré quelques décennies de sa vie à chercher à être un agent de communication et a reconnu qu'il faut communiquer dans les deux langues, si l'on veut vivre au Québec et si l'on veut vivre au Canada et en Amérique du Nord tout en étant Québécois.

Quand je suis devenu membre de cette Chambre, j'avais, de toute évidence, une pression d'un côté pour que je parle en anglais et de l'autre côté une pression pour que je parle en français. Vous connaissez mon habitude à cet égard, M. le Président.

Elle découle d'une conversation que j'ai eue avec M. Jean Lesage, qui était mon chef à ce moment-là. Je lui ai demandé: M. Lesage, dans quelle langue devrais-je m'adresser à l'Assemblée nationale? Il m'a répondu: Il faut que vous vous adressiez à ceux qui vous écoutent. Si vous voulez être écouté et compris par les membres de l'Assemblée nationale — c'était l'Assemblée législative à l'époque — il faut que vous vous adressiez dans la langue qui est celle de la majorité des membres. Si vous voulez vous adresser à un auditoire ailleurs que dans l'Assemblée nationale, adressez-vous à cet auditoire en anglais si c'est sa langue.

For that reason, Mr. Speaker, I am going to express myself in these few words in English because I think that the message, and this is the purpose of the motion, has to go beyond the walls of this National Assembly. It seems to me that we are dealing here with a real issue and a false issue. The real issue and the false issue have been defined by others speakers before me; it is not my intention to define them again, except to say that if we follow the false issue to its logical conclusion, we have to reach the conclusion that it is not appropriate in this country, for a French speaking Canadian, to become a pilot or to become an air controller, and that in the name of safety, and the safety issue have been, I think, thoroughly destroyed by the speakers who have gone before.

I am not competent to express an opinion on what may be a true safety issue which is the question of the small airplane without the complex so-

phisticated instrument of the large commercial airliner using the same airplanes and the same airport. I do not know enough about that problem to express any opinion, but it seems to me that with regard to communication between pilot and controller in the interest of the safety of the passengers aboard the aircraft and the passengers aboard other aircraft also using that airport at approximately the same period of time, that safety implies understanding and being understood.

It seems to me that that consideration of understanding and being understood implies that the person in the air be able to express himself or herself in the language which is most safe for him or her, and that a response should be received in that language. And this is the objective for this province, as far as air safety and the functioning of airports is concerned.

M. le Président, je pense que nous sommes tous d'accord qu'il en va de l'unité de notre pays et je ne fais pas de commentaires à caractère partisan sur cette considération. Je dis tout simplement que nous avons un intérêt vital à garder un pays. Si une autre décision est prise à un autre moment, cela c'est une autre question, mais nous sommes au Canada. Le Canada a une responsabilité à notre égard, à l'égard de nos pilotes, à l'égard de nos contrôleurs, à l'égard de ceux qui montent à bord des avions qui volent au-dessus du territoire québécois et qui atterrissent à des aéroports sur notre territoire.

Il me semble que le Canada a la responsabilité de maintenir ce qui existe, de respecter les considérations de sécurité, de respecter aussi la réalité canadienne, qui est double, et d'agir de façon à permettre que la communication se fasse entre Canadiens de bonne volonté dans l'intérêt de l'avenir du pays.

Le Président: Le chef de l'Opposition officielle.

### M. Jacques-Yvan Morin

M. Morin: M. le Président, puis-je commencer par un paradoxe? Le conflit entre les gens de l'air du Québec et leurs collègues anglophones des associations canadiennes n'est pas entièrement à déplorer. En effet, ces événements offrent l'immense avantage de révéler aux Québécois—même les moins sensibles aux dimensions nationales et linguistiques de notre collectivité—la véritable nature du fédéralisme canadien et les attitudes profondes d'un très grand nombre d'Anglo-Canadiens à l'endroit des francophones.

Trop de Québécois et trop de francophones vivant au Canada anglais s'illusionnent depuis toujours sur les sentiments véritables du Canada anglais à leur endroit. Pourtant, ce n'est pas la première fois, M. le Président, que les droits du français sont battus en brèche.

Avons-nous oublié que la langue française a été abolie au Manitoba en 1890, en dépit de toutes les garanties culturelles et de toutes les garanties constitutionnelles? Avons-nous oublié que la lan-

gue française ne possède, encore aujourd'hui, aucun droit dans les provinces à majorité anglophone? Avons-nous oublié le sort des Acadiens? Avons-nous oublié le sort des Franco-Ontariens?

Les événements des dernières semaines viennent à point nous rappeler quelques vérités fondamentales. La première, c'est qu'aucun "Trench power" à Ottawa ne peut faire autre chose que de se soumettre à la volonté de la majorité anglophone, vérité politique élémentaire. La seconde, c'est que le Québec est le seul pays où nous puissions affirmer, sans ambages, nos droits culturels et linguistiques. La troisième est que le Québec, s'il est condamné à demeurer une province, n'a pas les moyens politiques et constitutionnels pour faire respecter la langue française, même sur son propre territoire. Pas plus d'ailleurs qu'il ne peut résoudre l'ensemble des problèmes économiques et sociaux qui l'assaillent.

Combien d'autres gifles nous faudra-t-il recevoir pour comprendre ces vérités politiques élémentaires? Combien d'avanies nous faudra-t-il subir encore pour en conclure enfin que seule l'indépendance du Québec nous délivrera des préjugés...

M. Hardy: La farce!

M. Morin: ... et du séparatisme qui ne sont pas le fait...

M. Lalonde: Vous gênez le débat!

M. Morin: ... heureusement, de tous les Anglo-Canadiens...

Le Président: A l'ordre!

M. Hardy: Vous n'êtes pas partisan!

M. Morin: ... mais dont l'histoire nous apprend qu'ils sont si répandus que nous ne saurions les ignorer qu'à nos risques et périls.

Nous appuyons la motion du député de Lafontaine, modifiée par le côté ministériel, mais nous n'avons guère d'illusions quant à son efficacité. Aussi, en terminant, M. le Président, maintenant que cette Assemblée s'apprête à donner son appui unanime aux gens de l'air et à revendiquer l'usage du français dans les communications aériennes, j'invite d'ores et déjà tous les membres de cette Assemblée à réfléchir à ce qu'ils devront faire si ce vœu unanime demeure sans effet.

Aurez-vous le courage, messieurs, d'aller au bout du raisonnement que vous avez tenu ce matin? Je le souhaite, M. le Président. Je le souhaite vivement. Ce serait la conséquence la plus heureuse de ces événements malheureux. Je vous remercie.

M. Tetley: ... un référendum, si vous avez le courage, vous.

Le Président: A l'ordre, messieurs! Le débat est terminé. Si je comprends bien il y a consente-



ment unanime; même si ce débat ne devait pas amener une décision de l'Assemblée, il y a consentement unanime pour qu'une telle motion soumise par l'honorable Solliciteur général soit mise aux voix. Maintenant, y a-t-il vote enregistré ou quoi?

**M. Burns:** Oui, M. le Président, le leader adjoint de la Chambre et moi-même avons convenu qu'il y aurait un vote. Mais, comme il y a actuellement un Conseil des ministres, j'accepte et je présume que les autres membres de l'Opposition acceptent aussi que le vote soit reporté à cet après-midi.

**Le Président:** En conséquence, le vote aura lieu à 17 h 45 ou, si l'Assemblée décide de s'ajourner avant, ce sera avant l'ajournement des travaux de l'Assemblée, mais au plus tard à 17 h 45.

L'Assemblée suspend ses travaux jusqu'à quinze heures.

(Suspension de la séance à 13 h 17)

#### Reprise de la séance à 15 h 11

**Le Président:** A l'ordre, messieurs!  
L'honorable leader parlementaire du gouvernement.

**M. Levesque:** Avant de commencer nos travaux dans quelques minutes, je voudrais proposer la création de deux commissions parlementaires. La Commission de l'Assemblée nationale pourrait siéger seulement deux ou trois minutes à votre bureau, M. le Président, immédiatement, afin que nous puissions nommer les membres des trois sous-commissions de l'Assemblée nationale dont il a été question.

Je voudrais également faire une motion, avec le consentement de la Chambre, pour que la commission des finances, des comptes publics et du revenu puisse terminer ses travaux. Je crois qu'il ne reste que le projet de loi no 54, Loi constituant un fonds spécial olympique.

**M. Burns:** Puis-je faire une suggestion au leader du gouvernement?

**M. Levesque:** Oui.

**M. Burns:** De révoquer l'ordre qui déjà est donné d'envoyer ce projet de loi en commission élue et de rappeler la commission plénière. J'ai de bonnes indications qu'en commission plénière l'étude de ce projet de loi serait très courte.

**M. Levesque:** D'accord, M. le Président. Si on voulait suspendre, dans ce cas, pour cinq minutes et revenir après que la commission de l'Assemblée nationale aura siégé. A moins que vous puissiez vous faire remplacer, M. le Président, et que la Chambre puisse commencer immédiatement. Je propose que la commission parlementaire... Peut-on faire la même chose pour l'industrie et commerce pour les six derniers articles qui restent au sujet des SODEQ?

**M. Burns:** Entièrement d'accord, M. le Président.

**M. Levesque:** Dans ce cas, nous n'irons plus en commission parlementaire élue, sauf pour la commission de l'Assemblée nationale. Je reformule donc ma motion. Je fais motion pour que, pendant que la Chambre siège, la commission parlementaire de l'Assemblée nationale se réunisse quelques minutes à votre bureau, M. le Président, dans les minutes qui suivent.

**Le Président:** A la salle 193?

**M. Levesque:** A la salle 193, d'accord.

**Le Président:** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

#### Adoption des crédits budgétaires

**M. Levesque:** M. le Président, pourrions-nous procéder à la première, deuxième et troisième lecture du projet de loi no 60, loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, une fois que le rapport aura été adopté?

**M. Burns:** Quel article? Article 1)?

**M. Levesque:** C'est l'article 1).

**M. Burns:** D'accord.

Non, ce n'est pas l'article 1).

**M. Bellemare (Johnson):** Non, non.

**M. Levesque:** Non? Bon.

**M. Bellemare (Johnson):** C'est l'article 25).

**M. Burns:** L'article 25), c'est cela.

**M. Levesque:** Excusez-moi. D'habitude, c'est l'article 25) mais c'est mercredi aujourd'hui? C'est l'article 25), oui.

**Le Président:** C'est le projet de loi no 60?

**M. Levesque:** Le projet de loi no 60.

**Le Président:** Il y a le rapport.

Est-ce que le rapport proposé par l'honorable

ministre des Finances groupant tous les rapports des commissions élues qui ont étudié les estimations budgétaires est agréé et adopté?

Adopté.

L'honorable ministre des Finances propose la première, deuxième et troisième lecture du projet de loi no 60, Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977 et pour d'autres fins du service public.

Cette motion de première, deuxième et troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Première, deuxième et troisième lecture de ce projet de loi. First, second and third reading of this bill.

**M. Burns:** M. le Président, puis-je faire une suggestion au leader du gouvernement concernant les articles 26), 27), 28), 29) et 30) qui apparaissent au feuillet, qui sont des troisièmes lectures, où les débats, ce qui concerne l'Opposition officielle, ont été véritablement complets au niveau de la deuxième lecture et au niveau des commissions qui ont siégé à la suite de la deuxième lecture? En ce qui nous concerne, je serais prêt à accepter l'adoption de ces cinq projets de loi en troisième lecture.

**M. Levesque:** Il en serait de même, M. le Président, pour le gouvernement. J'allais justement appeler ces articles.

**M. Roy:** Il serait peut-être bon, M. le Président, étant donné qu'il s'agit de cinq projets de loi, qu'il y ait cinq motions différentes, une motion pour chaque projet de loi.

**M. Burns:** Des votes différents, je suis d'accord.

**Le Président:** Les articles 26) à 30) inclusive-ment?

**Une Voix:** Oui.

### Projet de loi no 31

#### Troisième lecture

**Le Président:** L'honorable ministre d'Etat à l'Education, député de Chauveau, propose la troisième lecture du projet de loi no 31, Loi modifiant la Loi des prêts et bourses aux étudiants.

Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

### Projet de loi no 50

#### Troisième lecture

**Le Président:** Le ministre des Affaires municipales propose la troisième lecture du projet de loi no 50, Loi concernant le rattachement d'un territoire à la ville de Montréal. Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

### Projet de loi no 13

#### Troisième lecture

Le ministre des Transports propose la troisième lecture du projet de loi no 13, Loi modifiant le Code de la route. Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

VI. Fabien Roy

**M. Roy:** M. le Président, si on me le permet, j'ai une remarque à faire et j'aimerais que le ministre puisse informer la Chambre et donner des explications suite aux commentaires et aux observations que je vais formuler.

M. le Président, cette loi, évidemment, comporte des modifications au Code de la route. Comme je n'ai pas pu, malheureusement, assister à l'étude de ce projet de loi en commission parlementaire, alors qu'il a été étudié article par article, j'aimerais quand même que le ministre me dise et informe la Chambre, à savoir s'il n'y a pas un danger, concernant le port obligatoire de la ceinture de sécurité, que les compagnies d'assurance-automobile — c'était juste sous forme de question; j'en ai pour deux minutes, M. le Président — profitent de la situation, alors qu'une personne pourrait être blâmée pour avoir violé un article du Code de la route, pour justifier des diminutions vis-à-vis des réclamations. Je pense que c'est un point extrêmement important. J'ai eu l'occasion d'en discuter avec mon collègue, le député de Chicoutimi, hier soir, et je pense que cette question n'a pas été suffisamment débattue. On aurait dû apporter plus de précisions de ce côté.

J'ai regardé, ce matin, le rapport sur ce projet de loi et il n'y a aucune indication dans la loi comme telle qui puisse me donner l'assurance, à moins que cela ne m'ait complètement échappé, qu'en aucun moment, en aucun cas, les compagnies d'assurance ne pourront se servir de cette disposition nouvelle dans le Code de la route pour diminuer les réclamations ou encore rejeter des réclamations qui pourraient être faites par des victimes d'accidents d'automobile. C'est la seule observation que j'avais à faire et j'aimerais que le ministre nous donne une réponse bien précise là-

dessus, étant donné que la déclaration du ministre va quand même constituer un document officiel, puisque sa réponse va être inscrite au journal des Débats. Je pense que cela est important pour la population que cette chose soit bien précisée, bien clarifiée à ce moment-ci.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Le ministre des Transports.

M. Mailloux: Après discussion avec le comité de législation, la suggestion de l'honorable député de Chicoutimi avait été acceptée quant aux réclamations qui pourraient découler d'un accident. L'article 56n a été ajouté et dit ceci: Le défaut de se conformer aux dispositions des articles 56d, e, i, j ne peut être retenu dans la détermination du quantum des dommages dans une cause civile. Cet article avait été demandé par l'Opposition officielle hier soir et il a été accepté par la commission.

Je ne pourrais davantage préciser ce qui pourrait se produire devant les tribunaux, n'étant pas homme de loi moi-même; je sais qu'aux États-Unis, où il n'y a pas force de loi sur la ceinture de sécurité, certains procès ont été intentés et certains juges se sont permis de réduire les réclamations malgré que la loi n'impose par la ceinture de sécurité. Il y a des causes qui sont également pendantes devant les tribunaux en Ontario. De toute façon, les mois prochains nous le diront. À l'automne, s'il y a une demande de révision, devant la Chambre, de l'ensemble du Code de la route, s'il faut revenir à ce moment-là pour des modifications plus importantes, on les fera.

On me permettra peut-être de dire ceci, comme avis public. Quant aux deux parties de la mesure qui sont les plus importantes, je n'ai pas informé, hier soir, les membres de la commission parce que je ne le savais pas encore, à ce moment-là, cela a été décidé après avoir discuté avec mon collègue le Solliciteur général et les forces policières de l'intention gouvernementale. Le lieutenant-gouverneur en conseil a décrété que les limites de vitesse seront réduites à compter de la date du 1<sup>er</sup> août, et que la ceinture de sécurité aura force de loi à compter du dimanche 15 août.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Adopté. Article 29?

**M. Levesque:** Oui, on liquide.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable ministre de la Justice propose la troisième lecture du projet de loi no 53, Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable député de Maisonneuve.

**M. Burns:** Sur ce projet de loi, je demanderai un vote enregistré, mais j'accepte d'avance, étant

donné que déjà il y a un vote enregistré de prévu à la fin de la séance, c'est-à-dire vers 5 h 45, que le vote se tienne à ce moment-là. Je vous demanderais d'enregistrer ma demande et de la considérer comme remise à plus tard.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** On peut dire que cela fait partie intégrante de l'entente intervenue ce matin entre les deux leaders parlementaires.

## Projet de loi no 56

### Troisième lecture

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Article 30). Le ministre de la Justice propose la troisième lecture du projet de loi no 56, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne. Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Adopté.

**M. Levesque:** Je ne pense pas, M. le Président, que vous ayez mis aux voix l'article 29). Je pense que le député de Maisonneuve s'est levé avant.

**M. Burns:** Excusez-moi, est-ce que vous avez appelé l'article 30)?

**M. Levesque:** Je n'ai pas entendu le président demander si cette motion était adoptée; c'est ce que je veux faire.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Article 29)?

**M. Burns:** Oui, pour régulariser l'affaire peut-être, oui.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** J'ai demandé la troisième lecture de l'article...

**M. Levesque:** Vous n'avez pas demandé, à ma connaissance, si la motion était adoptée. Autrement le débat ne serait pas clos, à strictement parler.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'article no 29 je l'ai appelé, j'ai demandé la troisième lecture.

**M. Burns:** Oui, mais, M. le Président, il serait nécessaire pour les fins du procès-verbal que vous demandiez si l'article 29 est adopté, c'est-à-dire le projet de loi no 53; je vous répondrai par la suite.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Il m'apparaissait que je l'avais demandé. Je le reprends au complet.

**M. Burns:** D'accord.

**Projet de loi no 53****Troisième lecture**

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Le ministre de la Justice propose la troisième lecture du projet de loi no 53, Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires. Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Vote enregistré, M. le Président, avec les modalités que j'ai exprimées tout à l'heure.

**M. Levesque:** D'accord, là c'est parfait.

Articles 61) à 70) inclusivement, M. le Président. Ce sont des bills privés.

**M. Burns:** M. le Président, avant de faire la même remarque à l'occasion de l'appel de chacun de ces articles, il s'agit, comme tout le monde le sait, de projets de loi privés. Nous n'aurons pas de remarque à faire ni en deuxième, ni en troisième lecture, puisque toutes les remarques que nous avons à faire ont été amplement faites entre autres, du côté de l'Opposition officielle, par le député de Chicoutimi et également, j'imagine, par les autres membres de la commission qui ont participé à ces travaux qui se sont prolongés longuement durant la nuit d'hier et d'avant-hier et également hier matin.

De sorte que, M. le Président, je serais d'accord que vous les appeliez mais je voudrais quand même, pour que ce soit bien clair pour le journal des Débats, que chacun des articles soient appelés de façon individuelle.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Les articles 61) à 70) inclusivement, il s'agit des deuxième lectures.

**M. Levesque:** Pourrais-je suggérer de proposer les deuxième et troisième lectures, plutôt que de répéter encore la nomenclature assez longue qu'il y a là?

**M. Burns:** Nous y consentons, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Les deuxième et troisième lectures. L'honorable député de Portneuf propose les deuxième et troisième lectures du projet de loi no 215...

**Une Voix:** Il n'est pas là.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):**  
Excusez-moi.

**M. Tardif:** Le député de Maskinongé.

**Projet de loi privé no 215****Deuxième et troisième lecture**

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Maskinongé, pour l'honorable dé-

puté de Portneuf, propose les deuxième et troisième lectures du projet de loi no 215, Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban. Ces motions sont-elles adoptées?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième et troisième lecture de ce projet de loi. Second and third reading of this bill.

**Projet de loi privé no 218****Deuxième et troisième lecture**

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de l'Assomption propose les deuxième et troisième lectures du projet de loi no 218, Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles. Ces motions sont-elles adoptées?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième et troisième lecture de ce projet de loi. Second and third reading of this bill.

**Projet de loi privé no 219****Deuxième et troisième lecture**

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Charlesbourg propose les deuxième et troisième lectures du projet de loi no 219, Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec. Ces motions sont-elles adoptées?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième et troisième lecture de ce projet de loi. Second and third reading of this bill.

**Projet de loi privé no 223****Deuxième et troisième lecture**

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Frontenac, pour l'honorable député de Laporte, propose les deuxième et troisième lectures du projet de loi no 223, Loi concernant la cité de Rimouski. Ces motions sont-elles adoptées?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième et troisième lecture de ce projet de loi. Second and third reading of this bill.

**Projet de loi privé no 225****Deuxième et troisième lecture**

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Frontenac propose les deuxième et troisième lectures du projet de loi no 225, Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake. Ces motions sont-elles adoptées?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième et troisième lecture de ce projet de loi. Second and third reading of this bill.

**Projet de loi privé no 224****Deuxième et troisième lecture**

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Taschereau propose les deuxième et troisième lectures du projet de loi no 224, Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec. Ces motions sont-elles adoptées?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième et troisième lecture de ce projet de loi. Second and third reading of this bill.

**Projet de loi privé no 226****Deuxième et troisième lecture**

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Vanier, pour l'honorable député de Louis-Hébert, propose les deuxième et troisième lectures du projet de loi no 226, Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Foy. Ces motions sont-elles adoptées?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième et troisième lecture de ce projet de loi. Second and third reading of this bill.

**Projet de loi privé no 229****Deuxième et troisième lecture**

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Charlesbourg, pour l'honorable député de Gatineau, propose les deuxième et troisième lectures du projet de loi no 229, Loi concernant la ville de Hull. Ces motions sont-elles adoptées?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième et troisième lecture de ce projet de loi. Second and third reading of this bill.

**Projet de loi privé no 230****Deuxième et troisième lecture**

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable député de Limoilou propose les deuxième et troisième lectures du projet de loi no 230, Loi modifiant la charte de la ville de Québec. Ces motions sont-elles adoptées?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième et troisième lecture de ce projet de loi. Second and third reading of this bill.

**Projet de loi privé no 221****Deuxième et troisième lecture**

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Le député de Limoilou, pour le député de Bourget, propose les deuxième et troisième lectures du projet de loi no 221, Loi concernant un immeuble de la communauté des Soeurs de charité de la Providence.

Ces motions sont-elles adoptées?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième et troisième lecture de ce projet de loi. Second and third reading of this bill.

**M. Levesque:** C'est fini pour lesdits projets.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Les projets de loi privés sont tous adoptés en deuxième et troisième lecture.

**M. Levesque:** C'est-à-dire les articles 61) à 70), M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Inclusivement.

**M. Levesque:** Merci.

M. le Président, nous pourrions peut-être disposer pendant que le ministre des Finances est ici... On n'a pas décidé encore si on devait ajourner, mais on m'a dit que ce ne serait pas long.

**M. Morin:** De quel projet s'agit-il?

**M. Levesque:** Le projet de loi du fonds olympique.

**M. Morin:** Ce ne sera pas long.

**M. Levesque:** Nous pourrions peut-être en disposer tout de suite.

**M. Morin:** Je vais participer au débat, s'il y en a un, au nom du député de Lafontaine.

**M. Burns:** Puis-je faire une suggestion que je veux constructive?

**M. Levesque:** Vous êtes toujours bienvenu dans ce sens-là.

**Une Voix:** Cela va bien.

**M. Burns:** Je sais, M. le Président, pour en avoir entendu parler depuis ce matin, et de la part du leader du gouvernement, et de la part du ministre des Affaires culturelles, qu'un projet de loi sera déposé incessamment relativement à la protection des biens culturels étrangers. Nous n'avons pas d'objection à discuter de ce projet de loi, même si l'avis n'apparaît pas au feuilleton. Je pense qu'on nous a fait valoir l'importance de soumettre et de discuter ce projet de loi aujourd'hui. J'ai consulté mon collègue de Saint-Jacques qui se dit également d'accord avec l'urgence de discuter de ce projet de loi, sauf que je pense qu'il serait normal, pendant que le ministre des Affaires culturelles est ici, que le projet de loi soit déposé en première lecture immédiatement, sans pour cela que la deuxième lecture ait lieu immédiatement, pour que nous ayons le temps de prendre connaissance du projet de loi. Alors, je suggérerais, dès ce moment-ci, si c'est l'intention du leader du gouvernement, de déposer le projet de loi en première lecture, ce que nous sommes prêts à adopter, quitte à ce que la deuxième ait lieu dans quelque temps, pour que nous prenions connaissance des détails.

**M. Levesque:** M. le Président, je trouve que c'est, en effet, une suggestion constructive et je vous demanderais d'appeler la première lecture de ce projet de loi.

#### Projet de loi no 59

##### Première lecture

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable ministre des Affaires culturelles propose la première lecture du projet de loi 59, Loi modifiant le Code de procédure civile quant à l'insaisissabilité des biens culturels étrangers. Le ministre des Affaires culturelles.

**M. L'Allier:** M. le Président, il s'agit d'un très court projet de loi qui a pour objet de rendre insaisissables les oeuvres d'art et biens culturels étrangers exposés au Québec, chaque fois que le gouvernement en décide ainsi.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Cette motion de première lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Adopté.

**Le Secrétaire-adjoint:** Première lecture de ce projet de loi. First reading of this bill.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Deuxième lecture même séance.

**M. Levesque:** M. le Président, je propose que vous quittiez maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en commission plénière pour étudier deux projets de loi: le projet de loi no 54, Loi constituant un fonds spécial olympique au nom du ministre des Finances, et également, la commission plénière pourra terminer ses travaux sur le projet de loi no 6, Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la loi sur les impôts.

Je fais donc motion pour qu'il y ait révocation du mandat donné à la commission élue dans ce cas et pour que le rapport puisse être fait. Il avait déjà été fait, il avait été retenu, à cause du fait que ces six articles n'avaient pas encore été adoptés. Nous le ferons en commission plénière et nous demanderons au secrétaire général de faire les écritures nécessaires.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Il y a deux motions. Une motion de révocation et une motion pour que je quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en commission plénière pour l'étude des projets de loi no 54 et no 6. Ces motions sont-elles adoptées?

**M. Morin:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Adopté.

#### Projet de loi no 54

##### Commission plénière

**M. Brisson (président de la commission plénière):** A l'ordre, messieurs!

Le projet de loi no 54, Loi constituant un fonds spécial olympique. Y a-t-il des commentaires à donner sur la lecture du premier article?

**M. Morin:** M. le Président, je n'ai que peu de commentaires. Ce projet de loi a déjà fait l'objet d'observations de la part de mon collègue de La-fontaine. J'aimerais simplement poser une ou deux questions au ministre des Finances à ce sujet.

Hier soir, à la commission parlementaire des finances, nous avons étudié les modalités du remboursement du déficit olympique, que le ministre appelait "le coût net", lequel atteint près de \$1 milliard. Le ministre nous a appris qu'au cours de l'année qui vient, le gouvernement compte emprunter \$700 millions, pour payer une partie de ce coût net, le reste étant, à tout le moins en partie, à la charge de la ville de Montréal.

J'aimerais demander au ministre si c'est à même ce fonds spécial olympique que seront remboursés, à échéance, les emprunts effectués au montant de \$700 millions?

**M. Garneau:** M. le Président, c'est en fait pour s'assurer et assurer également les prêteurs que les

sources de revenus qui sont indiquées dans le discours sur le budget pour financer le coût net des jeux soient bel et bien utilisées pour le remboursement des emprunts.

Ainsi, au lieu d'ouvrir un compte en fiducie dans une société de fiducie privée, nous avons plutôt pensé de le faire par un fonds spécial au ministère des Finances. Les sommes qui seront perçues sous la forme de la taxe spéciale sur les tabacs, de Loto-Canada et de la réalisation de certains actifs devront être versées dans ce fonds spécial qui devra être utilisé aux fins indiquées dans le projet de loi no 54.

**M. Morin:** Dans le cas de la taxe sur les tabacs, le ministre pourrait-il nous rappeler les montants qu'il compte verser dans ce fonds spécial olympique au cours des années qui viennent?

**M. Garneau:** Les estimations qui ont été faites par les services du ministère de recherche économique et fiscale, au ministère des Finances, indiquent — je pense qu'on les retrouve à la page 51 du discours sur le budget — \$75 millions en 1976/77; \$88 millions en 1977/78; \$92 millions; \$96 millions; \$100 millions; \$105 millions. Ce sont les estimations de projections. Il se pourrait que les montants soient un peu plus élevés ou un peu plus bas mais les taux de croissance sont très très raisonnables, compte tenu de l'expérience du rendement de cette source de taxation, de telle sorte nous croyons que ces montants seront atteints.

**M. Morin:** De sorte, que, pour l'avenir prévisible, le fonds spécial olympique serait appelé à recevoir combien en tout et partout de cette source? J'entends de la taxe sur les tabacs. Est-ce de l'ordre de \$550 millions?

**M. Garneau:** Sur sept ans — j'ai fait des additions, j'espère que je ne me suis pas trompé, je les ai faites rapidement — cela me donnait \$607 millions. Je ne sais pas si je me suis trompé mais c'est de l'ordre de \$600 millions. Si on prend les sept années de 1976/77 à 1982/83, qui est la période de remboursement, cela donnerait un montant de l'ordre de \$600 millions.

**M. Morin:** Le ministre ne m'en voudra pas de clarifier ces points aujourd'hui, bien que nous ayons pu les étudier en d'autres endroits.

Pour ce qui est maintenant des montants en provenance de Loto-Canada destinés au Québec, le ministre a mentionné hier le fait que les montants atteindront 82%, grosso modo, des revenus de Loto-Canada. Est-ce exact?

**M. Garneau:** La prolongation de la loterie olympique sous le nom de Loto-Canada va évidemment produire des bénéfices et les bénéfices seront répartis ainsi: 82,5% des bénéfices nets seront versés à la Régie des installations olympiques, donc au fonds spécial que nous sommes à créer; 12,5% des bénéfices nets seront versés à chacune des provinces au prorata des billets vendus. Donc, le Québec recevra également une part de cette

prolongation de la loterie olympique sous le nom de Loto-Canada qui sera également affectée au fonds spécial dont je viens de parler. Il y a 5% qui sont retenus par le gouvernement fédéral pour des activités qui ont été annoncées lorsque M. Chrétien, le ministre fédéral, a rendu publique cette décision.

De telle sorte que la répartition des bénéfices nets de Loto-Canada étant connue, nous avons fait une projection pour savoir quel serait le rendement de Loto-Canada pour des prochaines années, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1979. C'est donc dire qu'il y aurait treize tirages de Loto-Canada d'ici cette date et nous avons émis l'hypothèse que ces treize tirages connaîtraient, en termes de vente de billets à travers le pays, des succès égaux à ce qui a été atteint au cours des quatre derniers tirages de la Loterie Olympique, de telle sorte que sur une base de 7. millions de billets, ce qui a été atteint au cours des derniers tirages et même dépassé, parce qu'il y en a eu 7,5 millions dans le dernier et le tirage en cours semble vouloir atteindre et même dépasser les 7,5 millions. En faisant la projection, les revenus escomptés seraient de l'ordre de \$357 millions. Nous avons mis un revenu projeté de \$350 millions qui proviendrait de la Loto-Canada et qui seraient versés au fonds en incluant la part qui va au Québec.

**M. Morin:** J'ai dit hier au ministre des Finances les doutes que m'inspiraient les projections un peu faciles des revenus de Loto-Canada destinés au Québec, surtout une fois éteint le climat olympique. Il se peut que ces projections soient quelque peu optimistes. Mais ni lui ni moi ne savons exactement ce que rapportera Loto-Canada, je veux bien m'en tenir pour l'instant au montant qu'il suppose. Ce qui veut dire que, dans ce fonds spécial olympique, entreraient \$950 millions environ, en tout et partout. C'est bien cela?

**M. Garneau:** Plus. Nous escomptons environ \$50 millions de disposition d'actifs qui appartiennent à la Régie et dont les sommes seraient également versées au fonds.

**M. Morin:** De sorte qu'on atteindrait en gros le milliard.

**M. Garneau:** Le milliard.

**M. Morin:** Dois-je comprendre que tout le produit de l'impôt sur le tabac et tout le produit de Loto-Canada destiné au Québec seront versés dans ce fonds spécial?

**M. Garneau:** C'est juste.

**M. Morin:** Sans exception.

**M. Garneau:** Sans exception.  
Je parle de l'impôt additionnel sur les tabacs, la majoration.

**M. Morin:** J'ai bien compris.

**M. Garneau:** C'est cela.

**M. Morin:** M. le Président, nous sommes prêts à adopter les articles 1, 2, 3 et 4 du projet de loi.

**Le Président (M. Brisson):** Article 1, adopté. Article 2, adopté. Article 3, adopté. Article 4, adopté.

Article 5.

**M. Morin:** De même.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté.

Le projet de loi no 54 est adopté en entier sans amendement.

**M. Morin:** Passez-vous aux SODEQ maintenant?

**Le Président (M. Brisson):** Dans le projet de loi no 6, les articles 20, 33, 35, 49, 50 et 51 ont été suspendus.

**M. Morin:** Voulez-vous faire rapport?

**Le Président (M. Brisson):** Immédiatement.

**M. Brisson (président de la commission plénière):** M. le Président j'ai l'honneur de vous informer que la commission plénière a adopté le projet de loi no 54, sans amendement.

**Le Président:** Ce rapport est-il agréé?

**M. Morin:** Agréé, M. le Président.

### Troisième lecture

**Le Président:** Le ministre des Finances propose la troisième lecture du projet de loi no 54, Loi constituant un fonds spécial olympique.

Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Morin:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

**M. Hardy:** M. le Président, je propose que vous quittiez de nouveau le fauteuil et que la Chambre se forme en commission plénière pour étudier le projet de loi no 6.

**M. Morin:** Certains articles...

**Le Président:** Une seconde, s'il vous plaît! Cette motion est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

### Projet de loi no 6 Commission plénière

**M. Brisson (président de la commission plénière):** A l'ordre! Projet de loi no 6, Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts. Les articles 20), 33), 35), 49), 50) et 51) n'ont pas été adoptés dans ce projet de loi.

**M. Morin:** C'est exact. Les articles 20, 33 et 55 ayant été suspendus à ma demande et les articles 49 à 51, à la demande du ministre, il avait laissé entendre que, dans le cas des articles mis de côté à sa demande, il aurait de nouveaux textes à nous soumettre et qu'en ce qui concerne les articles 20, 33 et 35 il verrait à ce qu'il pourrait faire pour donner suite à mes suggestions de modification, à tout le moins dans un ou deux cas. Le ministre a-t-il des textes à nous communiquer?

**M. Saint-Pierre:** Des textes ont été donnés. Je pense qu'à l'article 20 il n'y avait pas de modification suggérée; c'était simplement qu'on se rapportait à la Loi sur les impôts.

**M. Morin:** L'article 20 avait été suspendu.

**M. Saint-Pierre:** L'article 20, c'était sur la question de la faillite. Effectivement, la loi des faillites prévoit un privilège pour la couronne sur les sommes dues. On ne voit pas d'obligation de faire d'amendement. A l'article 33...

**M. Morin:** Un instant! Pouvons-nous parler de l'article 20 d'abord? Vous vous êtes assuré, donc, que les règles générales, applicables en matière de faillite, sont également applicables dans ce cas-là?

**M. Saint-Pierre:** C'est le cas.

**M. Morin:** Très bien. On peut considérer que l'article 20 est adopté.

**Le Président (M. Brisson):** Article 20, adopté. Article 33?

**M. Saint-Pierre:** A l'article 33, on se rappelle que c'était le cas de l'investissement d'une SODEQ dans une entreprise qui n'appartient pas actuellement à des résidents du Québec. L'investissement de la SODEQ étant permis, cela lui permettrait de reprendre le contrôle. Alors, on a un texte qui serait ajouté, comme deuxième alinéa à l'article 33, et qui se lirait comme suit: La société peut investir dans une petite ou moyenne entreprise qui ne répond pas aux critères prévus au paragraphe b), c) et d), si l'investissement a pour effet immédiat de faire passer — je serais porté à dire — le contrôle majoritaire de l'entreprise à un ou plusieurs résidents du Québec.

**M. Morin:** Je remercie le ministre d'avoir donné suite à l'une de mes suggestions et j'accepterais effectivement qu'il s'agisse du contrôle majoritaire, quoique le mot "contrôle" suppose la majorité, mais "trop fort casse pas." comme on dit.



**M. Saint-Pierre:** Parfait.

**M. Morin:** Donc, je l'accepterais. Maintenant, attention! J'ai entendu le ministre dire: Les paragraphes b), c) et d). Mais c'est ou d). Vous ne pouvez cumuler les critères.

**M. Saint-Pierre:** Non, c'est correct, b), c) ou d).

**M. Morin:** Ou d). D'accord. L'article 33 est accepté.

**Le Président (M. Brisson):** L'amendement est adopté. L'article 33 est adopté tel qu'amendé.

**M. Saint-Pierre:** A l'article 35, nous avons soulevé la possibilité de faire un amendement en ce qui touche l'actif de la société pouvant être constitué d'investissements non seulement dans le capital-actions de l'entreprise, mais également sous forme de parts sociales. Après vérification, nous allons ajouter, à la quatrième avant-dernière ligne, après le mot "prêt"... Je m'excuse.

**M. Morin:** Etes-vous sûr que c'est l'article 35?

**M. Saint-Pierre:** Oui. Attendez un peu. A la fin de l'article 35, on ajoute les mots suivants: "Ou sous forme de parts sociales."

A l'article 35, la deuxième phrase indique que "les investissements doivent être effectués sous forme d'acquisition d'actions par voie de souscription, sous forme de prêts non garantis" et finalement, on aurait l'amendement nouveau ou sous forme de part sociale lorsqu'il s'agirait de coopératives.

**M. Morin:** Supprimeriez-vous "d'une durée minimum de cinq années sous réserve du droit de l'emprunteur..."

**M. Saint-Pierre:** Non.

**M. Morin:** ... de rembourser sa dette par anticipation?"

**M. Saint-Pierre:** Non, parce que les prêts non garantis sous une forme minimum de cinq ans s'appliqueraient à la fois aux compagnies et aux coopératives; mais comme, dans le texte antérieur, nous n'avions rien sur la part sociale, il y aurait l'addition de ce qui vous a été proposé.

**M. Morin:** Mais cela ne serait pas à la fin de l'article, ce serait avant.

**M. Saint-Pierre:** On pense que c'est à la fin de l'article, parce que "sous réserve du droit de l'emprunteur de rembourser sa dette par anticipation", tout cela est relié au prêt.

**M. Morin:** Le ministre pourrait-il me lire le dernier paragraphe de l'article tel qu'il serait rédigé maintenant, au complet?

**M. Saint-Pierre:** La dernière phrase serait: Ces investissements doivent être effectués sous forme d'acquisition par voie de souscription ou sous forme de prêts non garantis d'une durée minimum de cinq années sous réserve du droit de l'emprunteur de rembourser sa dette par anticipation, ou sous forme de parts sociales.

**M. Morin:** Je remercie le ministre d'avoir donné suite à cette autre suggestion que nous lui avons faite, et l'article 35 peut être considéré comme adopté.

**Le Président (M. Brisson):** Alors l'amendement est adopté. L'article 35 adopté tel qu'amendé. Article 49 par la suite je crois.

**M. Saint-Pierre:** A l'article 49, il n'y a aucun changement. On l'a examiné, mais de l'avis des spécialistes du ministère du Revenu, l'article 49 n'a pas besoin d'amendement.

**M. Morin:** De toute façon nous n'avons pas d'observations sur cet article, M. le Président, il peut être considéré comme adopté.

**Le Président (M. Brisson):** Article 50, il y a un amendement?

**M. Saint-Pierre:** L'article 50. Dans le sous-paragraphe, il y avait un amendement proposé que vous avez dans le texte. A la fin du paragraphe b) remplacer le "; " et le mot "et" par le texte suivant: ou du montant originellement versé à la corporation lors de l'émission de l'action; et.

**M. Morin:** Le ministre peut-il nous expliquer la portée exacte de ce changement?

**M. Saint-Pierre:** Je peux demander à un spécialiste du ministère du Revenu de nous donner cela. M. le Président, lors de la rédaction originale du texte, il avait été pensé de mettre une limite de \$25 ou du montant du remboursement. Or il peut arriver des circonstances où le montant de l'émission originelle de l'action est inférieur à \$100. Il y avait des circonstances où ceci était désavantageux pour la personne qui avait acheté une action d'une SODEQ. Par exemple, si l'action avait émis originellement pour \$50, le montant de \$12.50, qui est 25%, se trouvait inférieur à \$25 et pouvait être inférieur au montant du remboursement.

Or, dans les circonstances cela se trouvait désavantageux. Il fallait ajouter cet article pour la moindre des trois choses: soit \$25, le montant payé originellement ou le montant reçu en remboursement.

**M. Morin:** D'accord.

**Le Président (M. Brisson):** L'amendement est adopté. Article 50 adopté tel qu'amendé. Article 51?

**M. Morin:** Accepté.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté.

M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que la commission a adopté le projet de loi no 6, avec des amendements, Loi concernant la Société de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts.

**Le Président suppléant (M. Lafrance):** Ce rapport est-il adopté?

**Une Voix:** Adopté.

**Le Président suppléant (M. Lafrance):** Adopté.

**M. Hardy:** Article 31). Je propose, M. le Président, que vous quittiez le fauteuil et que la Chambre se forme en commission plénière...

**Le Président suppléant (M. Lafrance):** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Hardy:** Un instant, est-ce qu'on procède immédiatement à la troisième lecture de la loi qui vient d'être terminée?

**M. Morin:** Oui, volontiers, M. le Président.

**M. Hardy:** Troisième lecture.

### Troisième lecture

**Le Président suppléant (M. Lafrance):** L'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce propose la troisième lecture du projet de loi no 6, Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts. Cette motion est-elle adoptée?

**M. Morin:** Adopté, M. le Président.

### Motion concernant le traitement du Vérificateur général

**M. Levesque:** M. le Président, qu'il me soit permis de proposer, au nom du premier ministre, conformément à l'article 73 de la Loi de l'administration financière, Lois du Québec, 1970, chapitre 17, que le traitement du Vérificateur général soit fixé à \$46 815, à compter du 1er juillet 1975, et à \$49 215, à compter du 1er janvier 1976, et que, à compter de cette date, son allocation, à titre de frais de représentation, soit fixée à \$1000 par année, sur présentation de pièces justificatives. Également, il bénéficie, de la même manière que les cadres supérieurs du gouvernement, le cas échéant, de l'allocation d'un montant forfaitaire pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

Comme explication, M. le Président, au 1er juillet 1975, le salaire du Vérificateur général était de \$46 345. Suivant l'arrêté en conseil 2058, du 16 juin 1976, certains sous-ministres ont obtenu une augmentation de \$470, à compter du 1er juillet 1975, ce qui représente un pourcentage, la diffé-

rence donnée aux cadres supérieurs entre les 17,13%, indexation des traitements, et les 15% déjà accordés. C'est pourquoi la motion demande de porter son traitement à \$46 815 rétroactivement au 1er juillet 1975. De même, par l'arrêté en conseil 5231-75, du 3 décembre, tous les sous-chefs ont bénéficié d'un montant de 15%. M. Larose, par une motion de la Chambre, en date du 18 décembre, a aussi bénéficié de ces 15%. Tenant compte que les sous-chefs viennent d'être augmentés d'un montant fixe de \$2400, il y aurait lieu de proposer que le traitement de M. Larose soit porté à \$49 215, à compter du 1er janvier 1976.

En résumé, la motion demande de lui accorder l'équivalent des augmentations accordées aux sous-chefs.

### Adoption de la motion

**Le Président suppléant (M. Lafrance):** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Morin:** Adopté, M. le Président.

**Le Président suppléant (M. Lafrance):** Adopté.

### Remerciements à M. Emile Turmel employé de l'Assemblée nationale

**M. Levesque:** M. le Président, il n'est pas coutume, et je sais que je brise peut-être une tradition, à ce moment-ci, de souligner en Chambre les services de plusieurs des serveurs de l'Etat. Mais comme il s'agit ici de la dernière journée de la session et de quelqu'un qui a travaillé souvent dans l'ombre, au bureau du greffier en loi de la Législature et qui a passé 40 années, ici même dans cette institution, je pense que les loyaux services de M. Emile Turmel, qui nous quitte, devraient être soulignés. Je le fais, au nom du gouvernement, au nom également, j'en suis sûr, de tous les membres de l'Assemblée nationale qui voudront bien se joindre à moi dans cet hommage que nous rendons à ce bon et vieil employé dévoué qui nous quitte demain soir et qui est, probablement, le doyen des employés de l'Assemblée nationale.

**M. Morin:** M. le Président, je suis heureux, au nom de l'Opposition officielle, de me joindre à ces propos à l'égard de M. Turmel, dont nous connaissons tous le dévouement inlassable. Il est peu d'employés qui peuvent compter 40 années de loyaux services pour le Québec. J'en connais peu. J'en connais un qui me touche de très près, puisque mon père est du nombre également. Je sais ce que cela représente de dévouement et d'abnégation. Aussi, M. le Président, je suis heureux de m'associer au leader du gouvernement à cette occasion.

**Le Président suppléant (M. Lafrance):** L'honorable député de Johnson.

**M. Bellemare (Johnson):** M. le Président, M. Turmel n'a que quelques années de plus que moi dans ce Parlement. Je l'ai connu dès mon arrivée et je suis sûr que... Pardon?

M. Lacroix: Il a fait moins de bruit!

**M. Bellemare (Johnson):** Beaucoup moins de bruit, mais il a eu plusieurs difficultés, que je n'ai pas eues, avec M. Duplessis. D'ailleurs, il a rencontré certaines difficultés, de 1944 à 1947, c'est historique, et je pense que M. Turmel pourra vous raconter ces faits. Il me plaît, M. le Président, de lui rendre le témoignage qu'il fut un grand serviteur de l'Etat qui, pendant de nombreuses années, s'est acquitté bien fidèlement de ses responsabilités. Aujourd'hui, il m'est agréable de lui payer la dette de reconnaissance qu'il a par son apostolat de la présence.

**M. Choquette:** M. le Président, je ne voudrais pas allonger le temps consacré à ces remarques pertinentes du chef parlementaire du gouvernement, du chef de l'Opposition ainsi que de mon collègue, le député de Johnson, mais je veux aussi associer ma voix à la leur et souhaiter à M. Turmel une excellente retraite après tant d'années passées au service du gouvernement.

**M. Levesque:** M. le Président, je remercie tous ceux qui ont voulu se joindre à cet hommage. Lorsque je parlais d'un vieil employé, ce n'est pas de l'âge que je parlais, mais plutôt des 40 années de service, car je viens de le rencontrer tout à l'heure — je l'ai vu passer dans le corridor du parlement — et il est en pleine forme et plein de jeunesse.

Nous allons maintenant, si on le veut bien, procéder, comme l'avait indiqué le leader parlementaire adjoint, il y a quelques instants, à l'article 31. Je suggère que vous quittiez le fauteuil, M. le Président; cela va aller mieux.

**Le Président suppléant (M. Lafrance):** Cette motion est-elle adoptée?

**Des Voix:** Adopté.

### Projet de loi no 11

### Commission plénière

**M. Brisson (président de la commission plénière):** A l'ordre, messieurs! Projet de loi no 11, Loi constituant la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel. Y a-t-il certains commentaires avant l'étude de l'article 1?

Le chef de l'Opposition.

**M. Morin:** A moins que le ministre n'ait un exposé préliminaire à nous livrer, j'aurais quelques questions à lui poser, non seulement sur le projet de loi, mais sur l'entente auxiliaire, en quelque sorte. Il est très difficile de juger la portée de certaines dispositions du projet de loi si l'on ne tient pas compte de l'entente auxiliaire.

Je voudrais demander au ministre quelle est la position du gouvernement pour ce qui est des quelque 70 000 acres de terre qui ne serviront pas directement, soit pour les fins de l'aéroport proprement dit, soit pour les fins du parc industriel.

**M. Saint-Pierre:** Je pense que, lorsqu'on avait ajourné la dernière fois, on avait eu l'occasion, avec le député de Maisonneuve, d'aborder ce sujet. Le vice-premier ministre avait indiqué que le ministère des Affaires intergouvernementales, de même que l'OPDQ ont eu jusqu'ici, plusieurs négociations et discussions avec les autorités fédérales au sujet non seulement d'un plan d'aménagement complet du territoire, mais également de l'utilisation des autres parcelles du terrain, en particulier les 75 000 acres, soit pour des fins agricoles, soit pour des fins d'aménagement urbain, dans certains cas, ou pour d'autres fins compatibles avec la vocation de la région. L'entente elle-même touche seulement les 2400 acres. Nous sommes assurés que ces 2400 acres n'endommagent pas de façon irrévocable, la qualité des plans d'aménagement qui pourraient être prévus ailleurs. Leur site apparaît compatible, à la fois avec les vues du gouvernement du Québec, de la ville de Mirabel et du gouvernement fédéral.

**M. Morin:** Quelle est l'attitude du gouvernement du Québec quant à la propriété des quelque 70 000 acres en question?

**M. Saint-Pierre:** Je pense que c'est plus une question qui relève du ministre des Affaires intergouvernementales. En son nom, faisant partie du gouvernement, je vais le dire: Le gouvernement fédéral a exproprié des terrains dont il est légalement le propriétaire. Je pense que notre préoccupation première est de nous assurer que ce fonds de terre, en termes de son utilisation, en termes des besoins de la région sur le plan économique, sur le plan agricole et autre, est compatible avec les plans d'aménagement ou les plans de zonage qui pourraient être prévus et par la ville de Mirabel et par le gouvernement du Québec. Jusqu'ici, je crois savoir que l'essentiel des discussions a porté sur une utilisation rationnelle de ces 75 000 acres, pour s'assurer qu'elles ne restent pas en friche pour faire une bande frontière ou une bande tampon autour de l'aéroport, mais qu'on puisse leur trouver des vocations compatibles avec leur proximité de l'aéroport et avec les besoins de la région.

**M. Morin:** Je ne doute pas que l'OPDQ ait d'excellents projets dans ses cartons au sujet de cet espace. Je ne doute pas, non plus, qu'il soit possible de l'aménager rationnellement. Ma question est précise et porte sur un autre aspect du dossier: la propriété de ces 70 000 acres qui ont été expropriées en trop par le gouvernement fédéral. J'aimerais savoir quelle est l'attitude du gouvernement sur ce point particulier.

**M. Saint-Pierre:** C'est dommage que le ministre des Affaires intergouvernementales ne soit pas

ici, ni le vice-premier ministre. Evidemment, c'est un problème qui les a directement concernés. Vous allez me dire que c'est un vœu pieux si on tente...

**M. Morin:** Le député des Deux-Montagnes qui est le principal intéressé peut vous faire des suggestions. Je vois qu'il s'apprête à le faire. Vous vous passez un peu la patate chaude. J'ai essayé de savoir du ministre des Affaires intergouvernementales, en commission, quelle était son attitude. Il m'a dit que c'était un dossier sectoriel et qu'il faudrait aller poser la question au ministre de l'Industrie et du Commerce. C'est ce que je fais. C'est un dossier sectoriel, selon les Affaires intergouvernementales.

**M. Saint-Pierre:** On m'informe qu'à un comité dont je ne fais pas partie régulièrement, le comité de l'aménagement du territoire, à la demande du député de Deux-Montagnes et suite à une demande expresse du premier ministre, on a inscrit toute la question de la récupération de l'excédent de terrain autour de l'aéroport de Mirabel, tant dans son aspect de propriété que dans son aspect d'aménagement. Une fois le dossier monté et les décisions soumises au Conseil des ministres ratifiées, des démarches seront entreprises auprès du gouvernement fédéral.

**M. Morin:** Si je comprends bien, on en est à l'étape des démarches préliminaires pour établir ce que sera l'attitude du gouvernement du Québec en ce qui concerne la propriété des quelque 70 000 acres expropriées en trop.

**M. Saint-Pierre:** C'est cela.

**M. Morin:** Le principe est-il déjà acquis que le gouvernement revendiquera la propriété de ces 70 000 acres?

**M. Saint-Pierre:** Le Conseil des ministres n'a pas encore été saisi des recommandations du comité. C'est actuellement à l'étude au comité de l'aménagement.

**M. Morin:** Le comité de l'aménagement, lui, en est-il venu à une conclusion sur ce point précis?

**M. Saint-Pierre:** Pas encore.

**M. Morin:** Autrement dit, c'est une proposition préliminaire.

**M. Saint-Pierre:** C'est cela.

**M. Morin:** Bon. Maintenant, passons aux 2396 acres qui vont être affectées aux fins d'un parc industriel aéroportuaire. Pourquoi le gouvernement a-t-il accepté du gouvernement fédéral de ne reprendre ces espaces que sous forme de bail emphytéotique et non pas en nue-propriété, comme on aurait pu s'y attendre?

**M. Saint-Pierre:** Ce furent des négociations globales avec le gouvernement fédéral. On aurait

pu prendre une attitude très rigide et dire: Nous refusons un parc industriel à moins d'avoir la propriété des territoires. Mais je pense que le prix à payer, cela aurait été de ne pas avoir de parc industriel aéroportuaire près de Montréal ou risquer d'avoir — parce qu'on est quand même dans un secteur à compétence partagée — comme certaines études l'avaient suggéré, un parc à propriété fédérale, un parc industriel que le fédéral aurait tenté d'exploiter dans le cadre plus vaste de l'aéroport de Mirabel.

Alors, nous avons pris la position que nous étions prêts à des concessions au niveau du terrain en autant qu'on avait le contrôle sur son aménagement, le contrôle réel pour 99 ans, quand même, sur la gestion de ce territoire, et à la condition d'avoir nettement la majorité au conseil d'administration et la majorité au niveau des actionnaires.

**M. Morin:** Prétendez-vous avoir la majorité au conseil d'administration?

**M. Saint-Pierre:** Oui, M. le Président. Je l'ai mentionné, d'ailleurs, dans ma réplique de deuxième lecture. Je ne sais pas si le chef de l'Opposition était en Chambre à l'époque. Il faut bien voir que le gouvernement fédéral ne nomme que deux personnes sur sept. Il n'a que 40% du capital-actions et ne nomme que deux personnes sur sept. Il est consulté. Est-ce qu'à la limite on pourrait dire que c'est une espèce de droit de veto sur une autre personne qui est nommée, le président, qui doit être l'objet d'une consultation avec le gouvernement fédéral? Mais cinq des personnes nommées échappent à son contrôle.

Je rappelle également que l'assemblée des actionnaires qui, dans toute société constituée, a quand même un rôle prédominant à jouer dans l'orientation de l'entreprise, que son contrôle est à 60% avec le gouvernement du Québec. Ce sont des points que nous avons négociés, qui n'étaient pas faciles parce qu'au départ je rappelle encore qu'il y avait des rapports de consultants qui ont recommandé une société exclusivement fédérale avec quelques comités de coordination. Par après, il a été question de 60/40, 60% au fédéral et 40% au provincial. Après cela, il a été question de 50/50.

**M. Morin:** Je concède qu'il n'est pas facile de vivre dans une colonie outaouaise, mais il me semble tout de même que c'est une concession majeure que vous avez faite là. Quand on met ensemble le bail emphytéotique, qui sert de toile de fond en quelque sorte, l'entente et le projet de développement du parc aéroportuaire, quand on tient compte de la présence fédérale au sein du conseil d'administration, du fait que le gouvernement fédéral détiendra 40% du capital-actions, quand on tient compte également que plusieurs des décisions importantes devront être soumises au ministre fédéral — je pense que le ministre ne peut me détromper là-dessus — tout cela aboutit à un contrôle fédéral très net sur les initiatives québécoises.

Vous êtes, disons, très bien "encadrés". On ne vous permettra pas de faire beaucoup de folies. Les "natives" vont avoir à respecter les règles.

**M. Saint-Pierre:** Je ne pense pas, M. le Président. C'est une question d'interprétation, bien sûr, mais quand on regarde chacun des articles — on va avoir l'occasion de le faire tantôt — il faut bien voir que les articles où la consultation est obligatoire avec le ministre fédéral, où son approbation serait requise, ce sont quand même des articles qui visent à une certaine cohérence entre l'aménagement du parc et celui de l'aéroport. On pourrait dire, de la même façon, que dans l'aménagement futur de l'aéroport, bien que ce soit de juridiction fédérale, nous y aurons notre mot puisque nous allons nous-mêmes suggérer des installations requises par l'aéroport, comme gouvernement provincial, et que ce sera la première fois que ce sera vu.

Alors je pense qu'on a tenté de trouver et de définir un terrain d'entente, mais qui nous donne quand même, je pense, le contrôle réel de la société.

**M. Morin:** Le gouvernement, en ce qui concerne le territoire où va être aménagé le parc industriel, a-t-il renoncé à revendiquer éventuellement la nue-propriété du territoire?

**M. Saint-Pierre:** Pour cette partie du territoire, après toutes les discussions que nous avons eues, nous allons faire marcher la société et vivre avec l'entente qui a été signée, les \$13 millions que ceci nous procure, l'établissement de la société. Si, en cours de route, le bail emphytéotique pouvait être — je ne vois pas pour quelle raison — un facteur déterminant dans nos difficultés d'aménagement du parc Mirabel, on pourrait sûrement revenir et tenter d'obtenir la nue-propriété. Mais dans le moment cela ne paraît pas un facteur prioritaire qui devrait nous préoccuper au plus haut point. Il y a d'autres points qui nous préoccupent et qu'on tente de régler.

**M. Morin:** L'esprit de ma question est le suivant? Avez-vous réservé votre position en ce qui concerne la nue-propriété? Si je comprends bien, il y a un comité dont fait partie le ministre des Affaires culturelles, lequel s'apprête à soumettre au Conseil des ministres une proposition aux termes de laquelle le gouvernement du Québec va demander qu'on lui remette la nue-propriété sur le reste de l'espace, les quelque 70 000 acres. Je me demandais si cette position serait applicable aussi au parc industriel?

**M. Saint-Pierre:** Je corrige le chef de l'Opposition; je pense qu'il a à l'esprit une solution très particulière, puis il voudrait nécessairement que ce soit celle-là qui triomphe. Le comité pourrait en venir à une entente, après discussion; je ne sais pas, je vais demander une autre hypothèse pour illustrer les avenues possibles: un bail emphytéotique de 99 ans pour les 75 000 acres, avec une entente qui pourrait toucher l'exploitation agri-

cole, ou l'aménagement urbain dans ces 77 000 acres. Les intérêts du Québec seraient bien servis.

**M. Morin:** De toute façon, l'ensemble du territoire québécois est plus ou moins déjà sous bail emphytéotique fédéral! Ce ne serait pas neuf. Tout de même, je trouve qu'au plan des principes ce serait regrettable que vous en veniez à une solution comme celle-là.

M. le Président, je vois que de toute façon les positions du gouvernement et celles de l'Opposition ne sont guère conciliables sur ces points et je n'insisterai pas.

J'ai une dernière question avant de passer au projet de loi proprement dit. Si je ne m'abuse, votre parc industriel de 2400 acres se trouve en gros au sud de l'aéroport actuel. Est-ce le cas?

**M. Saint-Pierre:** C'est cela.

**M. Morin:** Comment se fait-il alors que le terminus de fret se trouve au nord?

**M. Saint-Pierre:** Sur le plan original du ministère des Transports, on l'avait situé au nord et, après discussion, on a convenu que pour d'autres facteurs — et ce sont les points que nous avons fait valoir — il était préférable d'établir le parc industriel au sud. Maintenant, ce n'est pas incompatible, puisqu'il y a des aménagements ultérieurs qui sont prévus dans les phases subséquentes pour les installations de Mirabel mêmes. On relierait le parc industriel et certaines pistes et certaines aires de stationnement pour les avions et on placerait à proximité des hangars ou des entrepôts de différente nature.

**M. Morin:** Le hasard a fait que j'ai eu l'occasion de me rendre au centre de fret aérien de Mirabel, récemment, pour entendre tous les gens qui habitent cet immense bâtiment, construit à grands frais se plaindre de l'inaccessibilité éventuelle du parc industriel, lequel se trouvera de l'autre côté des pistes.

J'avoue que cela m'a paru un peu moche comme planification.

**M. Saint-Pierre:** M. le Président, au départ, cette planification a été surtout pour tenter de répondre aux besoins d'un aéroport international. Lorsque le parc industriel sera en pleine expansion, en plein développement, il n'est pas impossible que ce qui est actuellement utilisé comme centre de cargo soit affecté à d'autres fins et qu'un nouveau centre de cargo, plus près du centre industriel, soit mis là en fonction de l'existence, non seulement de la piste D et même de viaducs qui permettraient aux avions de traverser mais tout au moins une aire de roulement.

On aurait donc, dans un deuxième temps, un aménagement pour le fret terrien complètement différent de ce que nous avons aujourd'hui. Le point que vous soulevez est vrai; au départ, la planification a été faite en fonction surtout des besoins de l'aéroport et on n'a peut-être pas donné suffisamment d'attention aux besoins du parc industriel.

**M. Morin:** Je suis disposé à passer à l'étude du projet de loi, mais je tiens à dire, avant de l'aborder, que bien que je sois prêt à procéder à l'approbation de chaque article, nous ne sommes pas d'accord avec la technique du bail emphytéotique adoptée pour la création de ce parc industriel. Comme attitude générale, je tiens à dire cela au départ. Cela veut dire que même si nous approuvons certains articles, nous ne pourrions pas approuver certains autres. L'un des principes fondamentaux du bill nous répugne profondément en tant que technique législative.

Procédons, si vous le voulez.

**Le Président (M. Brisson):** L'honorable député de Pointe-Claire a des remarques.

**M. Séguin:** Seulement un commentaire. J'écoutais le député de Sauvé poser certaines questions au point de vue de l'emplacement du secteur industriel vis-à-vis de la partie qui sera considérée comme secteur pour le fret. Que ce soit une planification voulue ou non, je pense que le fait d'avoir localisé le fret, les avions-cargos et les entrepôts pour recevoir les marchandises dans un endroit tout à fait à part, c'est très bien.

J'ai eu une expérience, sans entrer dans le détail, il y a quelques années à l'occasion de l'inauguration du transport aérien de fret à Dorval. Il faudrait, par exemple, si on veut réellement attribuer à ce secteur industriel l'approche générale au développement industriel, nécessairement que ces industries soient le plus éloignées possible du centre d'activité, tout en étant à proximité de l'aéroport et des lignes de transport pour se rendre à ces avions.

Donc, comme je le disais — c'est simplement la remarque que je veux faire — si c'est le hasard qui a voulu que le parc industriel de Mirabel soit sur un côté et que le secteur du fret soit de l'autre, c'est probablement — j'en suis sûr — à l'avantage du développement de ce secteur. Certaines industries ne s'installeront pas près des grandes vibrations des "jumbos", pour employer ce terme. Alors, plus c'est éloigné, plus c'est avantageux pour attirer certaines espèces d'industries qui s'intéressent au commerce international. Je ne partage peut-être pas la crainte que le député de Sauvé et chef de l'Opposition pourrait avoir. Je dis que c'est un hasard qui, s'il n'est pas voulu, tournera certainement à l'avantage du développement de Mirabel.

**Le Président (M. Brisson):** Article 1, adopté?

**M. Morin:** Oui.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 2.

**M. Morin:** Volontiers.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 3.

**M. Morin:** Également.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté.

**Le Président (M. Brisson):** Article 4, adopté?

**M. Morin:** Un instant. Adopté.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 5, adopté?

**M. Morin:** Un instant. Voulez-vous attendre quelques secondes après chaque article, M. le Président, pour que j'aie le temps de le relire une dernière fois?

**Le Président (M. Brisson):** Lorsque je dis: Adopté? C'est une question que je pose.

**M. Morin:** Oui, j'ai cru le comprendre.

**Le Président (M. Brisson):** Tant que vous n'avez pas dit adopté, on en reste là.

**M. Morin:** Merci.

**M. Saint-Pierre:** A l'article 5, vous avez simplement la possibilité d'un mécanisme de mise en marché pour les parcs industriels, municipaux ou privés, qui pourraient être situés dans la région immédiate.

Nous croyons qu'il y a avantage à coordonner l'action des commissaires industriels ou des agents de promotion, si, bien sûr, ceux-ci le veulent.

**M. Morin:** Jusqu'où va cette région décrite à l'annexe B, en gros?

**M. Saint-Pierre:** C'est toute la région de...

**M. Morin:** Sainte-Thérèse?

**M. Saint-Pierre:** ... Sainte-Thérèse. Lachute, Saint-Eustache, Saint-Jérôme, la région immédiate alentour, la région nord de Montréal.

**M. Morin:** Adopté, M. le Président.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 6?

**M. Morin:** Oui, adopté.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 7?

**M. Morin:** M. le Président, je désire m'abstenir sur celui-là.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté sur division.

**M. Morin:** A l'article 8, je vois que le ministre veut apporter un amendement.

**M. Saint-Pierre:** Je n'apporte pas un amendement. M. le Président. Dans le texte qui vous est remis ici, nous avons les fonctions de président-directeur général assumées par une personne. La série d'amendements que je vous apporte nous permettrait d'avoir deux personnes différentes, as-

sumant, dans un cas, la tâche de président et, dans l'autre cas, la tâche de directeur général. Nous l'avons de plus en plus dans nombre d'autres sociétés d'Etat, comme la Société générale de financement et autres. Elle nous permet également, à l'occasion, de pouvoir avoir une personne qui est à temps partiel comme président et qui peut y consacrer une partie de son temps, alors que le directeur général est la personne à plein temps.

Alors, l'amendement que je vous propose, vous l'avez, je pense, devant vous.

Le Président (M. Brisson): Oui.

M. Morin: M. le Président, nous sommes prêts à l'adopter.

Le Président (M. Brisson): Article 8 adopté, tel qu'amendé. Article 9?

M. Morin: A l'article 9, c'est à mon tour de proposer une modification. On dit que "seuls les citoyens canadiens peuvent être administrateurs de la société." Pourrait-on préciser que seuls les citoyens canadiens "résidant au Québec" peuvent être administrateurs de la société? J'en fais la suggestion au ministre. Cela ne gênera absolument pas le pouvoir fédéral qui doit nommer deux membres du conseil d'administration, mais il devra les choisir au Québec. Cela nous rassurerait, disons, un peu plus.

M. Saint-Pierre: L'amendement est accepté, M. le Président.

Le Président (M. Brisson): Que seuls les citoyens canadiens...

M. Morin: Résidant au Québec.

Le Président (M. Brisson): ... résidant au Québec. Alors, l'amendement est adopté. Article 9, adopté tel qu'amendé?

M. Morin: Oui, M. le Président.

A l'article 10, le ministre a un amendement.

M. Saint-Pierre: A l'article 10, M. le Président, vous avez l'amendement; encore une fois, c'est pour que ce soit compatible avec l'article 8, c'est-à-dire la division de la tâche de président et de directeur général.

Le Président (M. Brisson): Alors, l'amendement est adopté à l'article 10?

M. Morin: Un instant, M. le Président. Puis-je demander au ministre ce qu'il adviendra lorsque le gouvernement fédéral, après consultation, ne sera pas d'accord avec une nomination proposée par le ministre québécois?

M. Saint-Pierre: Bien, on aura le choix entre 5 999 000 autres personnes au Québec à recommander, mais dans les faits, il n'y a jamais eu de

problème. On a eu d'autres cas comme cela où il y a des consultations et puis, en fait, c'est simplement une mesure de précaution.

M. Morin: En fait, c'est une sorte de droit de veto fédéral?

M. Saint-Pierre: Non. On rencontre cela dans plusieurs sociétés où on donne, quand même, un certain droit de regard à des actionnaires minoritaires importants.

C'est comme choisir le président d'une compagnie lorsque vous avez un actionnaire qui a 40%. On dit c'est celui qui a 60% qui détermine, mais en général il va tenter de développer un consensus avec son partenaire minoritaire.

Si on voulait nommer président quelqu'un qui a passé la veille à la CECO et qui a été sur le point d'être accusé au criminel, je pense que là le gouvernement fédéral serait justifié de refuser.

M. Morin: Voulez-vous dire que le gouvernement québécois aurait pris l'initiative de le nommer? C'est du propre!

M. Saint-Pierre: C'est parce qu'on parle pour l'avenir. C'est un projet de loi pour 99 ans. Je sais qu'on ne ferait pas cela dans les prochaines années.

M. Morin: M. le Président, je ne vais pas faire d'obstruction, mais nous ne pouvons pas endosser cet article, en ce qui nous concerne.

M. Saint-Pierre: Alors, adopté sur division.

Le Président (M. Brisson): Adopté sur division.

M. Saint-Pierre: Il y a un amendement à l'article 11, M. le Président, que vous avez, que je soumetts tel quel.

Le Président (M. Brisson): Le nouvel article 10 est adopté sur division. Nouvel article 11.

M. Saint-Pierre: Le nouvel article 11 se lirait ainsi: "Le président a la direction et le contrôle de l'administration de la société; le directeur général est responsable de l'administration de la société dans le cadre de ses règlements; il doit s'occuper exclusivement du travail de la société et des devoirs de sa fonction".

M. Morin: Adopté, M. le Président.

Le Président (M. Brisson): Adopté. Nouvel article 12.

M. Saint-Pierre: Vous avez l'amendement, je pense, M. le Président. Il n'y a pas de problème.

M. Morin: Encore la consultation avec le ministre canadien. Il a son nez dans tout! Même la rémunération et les indemnités, c'est un peu fort.

**M. Saint-Pierre:** Il fournit 60% des fonds, M. le Président, il faut le consulter au moins quelque part.

**M. Morin:** C'est ce que je disais tout à l'heure. En fait, il n'est pas loin d'avoir la haute main sur toute l'affaire.

**M. Saint-Pierre:** Non, il fournit 60% des fonds et il a 40% des actions.

**M. Morin:** Oui.

**M. Saint-Pierre:** On le consulte; ce n'est pas lui qui choisit, ce n'est pas lui qui détermine la rémunération.

**M. Morin:** Non, mais le droit de veto va jouer. En fait, vous ne pouvez à peu près rien faire sans qu'il y ait cette consultation par-dessus de vos têtes. M. le Président, je coupe court; nous ne sommes pas d'accord avec cet article.

**Le Président (M. Brisson):** Article 12, adopté sur division. Nouvel article 13.

**M. Morin:** Oui, volontiers, M. le Président.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 14.

**M. Morin:** Oui, excellente disposition, celle-là.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 15.

**M. Morin:** Un instant. Il s'agit de cette espèce de zone élargie entourant l'aéroport, si j'ai bien compris?

**M. Saint-Pierre:** Justement, c'est dans la zone des 77 000 acres. La zone s'étend également dans la ville de Mirabel qui pourrait avoir des terrains qui n'ont pas été expropriés et qui sont adjacents à ceux que possède le parc industriel. Il pourrait y avoir des cas où la société voudrait avoir un pouvoir d'expropriation pour des services d'infrastructure et autres.

**M. Morin:** Mais, dites-moi, est-ce à l'intérieur des 70 000 acres...

**M. Saint-Pierre:** Pas nécessairement, parce que, comme les 2400 acres sont à la périphérie, si on veut, des 70 000 acres, la partie sud, il peut y avoir des terrains qui sont à l'extérieur des 76 000 acres, dans la ville de Mirabel...

**Le Président (M. Brisson):** Adopté?

**M. Morin:** Un instant, M. le Président, attendons la réponse du ministre.

**M. Saint-Pierre:** Cela donne à la société le droit de pouvoir... Je vous vois venir, vous allez suggérer à la société d'exproprier les 75 000 acres!

**M. Morin:** Non, je n'en étais pas tout à fait là. J'allais vous interroger, cependant, sur le statut des terres qui seront ainsi expropriées, si elles se trouvent à l'intérieur des 70 000 acres. La société en aura-t-elle la nue-propriété ou bien sera-ce une sorte d'expropriation pour les fins d'un bail emphytéotique? C'est assez curieux, une société qui administre un parc sous bail emphytéotique et qui peut exproprier en nue-propriété aux alentours. C'est même une bizarrerie juridique, je pense.

**M. Saint-Pierre:** L'article 15, M. le Président, j'insiste de nouveau, vise essentiellement des terrains privés et non pas le terrain qui appartient au gouvernement fédéral. Exceptionnellement, on pourrait avoir des immeubles qui sont situés sur le terrain fédéral et qui feraient l'objet d'une expropriation.

**M. Morin:** Ah bon! Alors, ce n'est pas ce que nous pensions au début. Cela veut dire que la société peut exproprier en nue-propriété. J'imagine qu'une expropriation entraîne la nue-propriété de la société sur les terrains expropriés, mais à l'extérieur des acres détenues par le gouvernement fédéral. Ce n'est donc pas toute la zone décrite à l'annexe C.

**M. Saint-Pierre:** L'annexe C ne réfère pas nécessairement à la partie expropriée totalement; l'annexe C est à partir d'un point qui est au centre de la montée Verdun et Côte des Angles. Si vous faites un cercle de huit milles, vous allez être dans une partie au sud du parc qui est dans la ville de Mirabel, mais qui n'est pas la partie expropriée. L'annexe C comprend cette définition.

**M. Morin:** Je comprends. Je me demandais effectivement, et le ministre n'avait pas tort de me voir venir, si cela n'allait pas être une manière détournée d'exproprier les terres fédérales en retour des expropriations qu'il pratiqua jadis au dépens des Québécois. L'article 15 est adopté, M. le Président.

**Le Président (M. Brisson):** L'article 15 est adopté. Article 16, adopté?

**M. Morin:** Un instant! Adopté.

**Le Président (M. Brisson):** L'article 16 est adopté. Article 17?

**M. Morin:** Adopté.

**Le Président (M. Brisson):** L'article 17 est adopté. Article 18?

**M. Saint-Pierre:** En passant, je mentionne qu'elle reprend les règles concernant les contrats du gouvernement du Québec. Alors, on impose à notre actionnaire minoritaire nos pratiques.

**M. Morin:** Vous en êtes fiers? Eh bien! Il se tient debout, M. le Président, à l'occasion. Article 18, adopté.



**Le Président (M. Brisson):** L'article 18 est adopté. Article 19?

**M. Morin:** Adopté.

**Le Président (M. Brisson):** L'article 19 est adopté. Article 20?

**M. Morin:** Un instant!

**M. Saint-Pierre:** ... mais on voit qu'à l'article 19 le gouvernement fédéral va être obligé de payer les taxes municipales, bien qu'il soit propriétaire de 40% des biens et actifs de la société.

**M. Morin:** Oui, c'est normal.

**M. Saint-Pierre:** Il ne le fait pas ailleurs, mais...

**M. Morin:** Nous sommes disposés à adopter l'article 20.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 21?

**M. Morin:** Oui, d'accord.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 22?

**M. Morin:** Oui, également.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 23?

**M. Morin:** Oui, adopté.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 24?

**M. Morin:** Adopté.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 25?

**M. Morin:** Adopté.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 26?

**M. Morin:** Adopté.

**Le Président (M. Brisson):** Article 27?

**M. Morin:** Oui, bien sûr.

**Le Président (M. Brisson):** L'article 27 est adopté. Article 28?

**M. Morin:** Oui, d'accord.

**Le Président (M. Brisson):** L'article 28 est adopté. Article 29?

**M. Morin:** Oui, d'accord.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 30?

**M. Morin:** Volontiers.

**Le Président (M. Brisson):** Adopté. Article 31?

**M. Morin:** Adopté.

**Le Président (M. Brisson):** L'article 31 est adopté. Article 32?

**M. Morin:** Peut-on faire confiance au ministre, M. le Président? Adopté.

**Le Président (M. Brisson):** L'article 32 est adopté. Article 33?

**M. Morin:** Oui, également.

**Le Président (M. Brisson):** L'article 33 est adopté. Donc le projet de loi no 11 est adopté en entier avec amendements.

M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que la commission a adopté en entier le projet de loi no 11, avec des amendements, Loi constituant la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Ce rapport est-il agréé? Avec amendements?

**M. Morin:** Oui, M. le Président.

**M. Hardy:** M. le Président, peut-on passer immédiatement à la troisième lecture?

**M. Burns:** Oui.

**M. Morin:** Volontiers.

### Troisième lecture

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce propose la troisième lecture du projet de loi no 11, Loi constituant la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel. Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Jacques-Yvan Morin**

**M. Morin:** M. le Président...

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** L'honorable chef de l'Opposition officielle.

**M. Morin:** ... au moment d'adopter ce projet de loi en troisième lecture, je voudrais simplement exprimer un vœu devant le ministre de l'Industrie et du Commerce et devant le gouvernement. Je souhaite que le gouvernement s'emploie de toutes les façons possibles à récupérer la partie des terrains expropriés qui n'est pas consacrée à l'aéroport proprement dit. Il n'y a aucune raison que ces 70 000 acres expropriées injustement par le pouvoir fédéral à même le territoire québécois ne nous soient pas retournées dans la mesure où elles ne sont pas utilisées strictement pour les fins de l'aéroport. J'eusse souhaité — je le dis très brièvement pour ne pas nuire à l'avancement des travaux de la Chambre — que le gouvernement demande la nue-propriété des terres qui serviront

à l'établissement du parc industriel. J'espère qu'en adoptant ce projet de loi, nous ne nous sommes pas inclinés devant le fait accompli. Je souhaite que le ministre puisse donner suite au vœu, exprimé tout à l'heure par le ministre des Affaires culturelles, que ces terrains soient intégralement rendus au Québec le plus tôt possible. Merci, M. le Président.

Quant à l'aéroport, nous nous en occuperons un jour!

**M. Levesque:** Le projet de loi no 11 est adopté?

**Le Président:** Est-ce que cette motion de troisième lecture proposée par l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce, concernant le projet de loi no 11, est adoptée?

**Des Voix:** Adopté.

**M. Levesque:** Pourrions-nous procéder au rapport de la commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu?

**Le Président:** L'honorable député d'Iberville, s'il vous plaît.

#### Rapports sur les projets de loi nos 43, 44, 45, 46 et 49

**M. Tremblay:** M. le Président, qu'il me soit permis de déposer le rapport de la commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu qui a étudié les projets de loi no 43, Loi modifiant la Loi des droits sur les successions; no 44, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail; no 45, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac; no 46, Loi des droits sur les transferts de terrains; no 49, Loi pourvoyant au financement des programmes de santé, article par article, et les a adoptées avec des amendements.

**Le Président:** Ce rapport est-il agréé?

**M. Burns:** Très bien.

**M. Morin:** Eloquence remarquable!

**Le Président:** L'honorable député de Verdun.

#### Rapport de la commission de l'Assemblée nationale

**M. Caron:** M. le Président, Mr Speaker, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'Assemblée nationale qui s'est réunie le 30 juin 1976 aux fins de continuer le mandat qui lui a été donné lors de la session précédente, soit de proposer les transformations qui s'imposent à la Loi de la Législature, de proposer les modifications nécessaires au règlement de l'Assemblée nationale et d'examiner la question de la législation déléguée.

**M. Levesque:** M. le Président, pouvons-nous proposer la prise en considération et la troisième lecture des projets de loi qui ont fait l'objet d'un dépôt quant au rapport de la commission élue?

**M. Burns:** D'accord, M. le Président.

#### Projet de loi no 43

##### Troisième lecture

**Le Président:** L'honorable ministre du Revenu propose la troisième lecture du projet de loi no 43, Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.

Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**M. Roy:** Adopté sur division, M. le Président.

**Le Président:** Voulez-vous qu'on inscrive votre dissidence?

Adopté avec la dissidence de l'honorable député de Beauce-Sud. Adopté sur division.

**M. Levesque:** Il est contre les diminutions d'impôt! Il ne comprend rien là-dedans.

#### Projet de loi no 44

##### Troisième lecture

**Le Président:** L'honorable ministre du Revenu propose la troisième lecture du projet de loi no 44, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente au détail.

Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

#### Projet de loi no 45

##### Troisième lecture

**Le Président:** L'honorable ministre du Revenu propose la troisième lecture du projet de loi no 45, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac.

Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

#### Projet de loi no 46

##### Troisième lecture

**Le Président:** L'honorable ministre du Revenu propose la troisième lecture du projet de loi no 46,

Loi des droits sur les transferts de terrains.

Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

### Projet de loi no 49

#### Troisième lecture

**Le Président:** Finalement, l'honorable ministre du Revenu propose la troisième lecture du projet de loi no 49, Loi pourvoyant au financement des programmes de santé.

**M. Burns:** Sur division, M. le Président. J'aimerais que vous inscriviez la dissidence de l'honorable chef de l'Opposition, le député de Sauvé, du député de Saint-Jacques, du député de Saguenay et du député de Maisonneuve.

**M. Levesque:** Et du député de Beauce-Sud!

**M. Roy:** Du député de Beauce-Sud, M. le Président.

**Le Président:** Ce projet de loi est adopté avec les dissidences mentionnées.  
Adopté sur division.

**M. Levesque:** La deuxième lecture, M. le Président, du projet de loi no 59.

### Projet de loi no 59

#### Deuxième lecture

**Le Président:** Du consentement de l'Assemblée, l'honorable ministre des Affaires culturelles propose la deuxième lecture du projet de loi no 59, Loi sur l'insaisissabilité des biens culturels étrangers.

L'honorable ministre des Affaires culturelles.

#### M. Jean-Paul L'Allier

**M. L'Allier:** Très brièvement, M. le Président, il s'agit d'une modification au Code de procédure civile, plus particulièrement à l'article 553, qui a pour but de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter que des biens étrangers au Québec, donc appartenant à d'autres pays, et qui sont exposés à des fins culturelles sur le territoire du Québec, sont, pendant la durée de l'exposition ou de leur présentation au public, déclarés insaisissables. Cela n'empêche pas, toutefois, "l'exécution de jugements rendus pour donner effet à des contrats de service relatifs au transport, à l'entreposage et à l'exposition des oeuvres et bien visés".

Cette mesure est nécessaire suivant les exigences de certains pays qui proposent des expositions itinérantes d'importance. Notamment le Mu-

sée des beaux-arts se voit offrir, à l'occasion, de telles expositions et ne peut les accueillir, précisément parce qu'il n'est pas en mesure de fournir de telles garanties d'insaisissabilité.

Compte tenu de l'importance de ces expositions, compte tenu de la valeur des biens qui sont exposés, il nous apparaissait nécessaire de proposer ici cette modification au Code de procédure civile afin de permettre aux autorités des musées, quels qu'ils soient, musées publics ou musées privés, de négocier, le cas échéant, de telles expositions et de fournir, sur décision du gouvernement, donc du lieutenant-gouverneur en conseil, une garantie d'insaisissabilité.

**Le Président:** L'honorable député de Saint-Jacques.

#### M. Claude Charron

**M. Charron:** Il va de soi que des pays qui nous font l'honneur, à l'occasion de permettre à des Québécois d'admirer des oeuvres à caractère universel par leur conception comme dans leur réalisation ne soient aucunement soumis à des tracasseries juridiques qui pourraient émaner de conflits absolument étrangers à la volonté des deux Etats qui collaborent à l'organisation de l'exposition. Je veux dire, par exemple, que si des particuliers québécois, pour une raison ou une autre, se sentaient légitimés d'exiger des poursuites judiciaires pouvant conduire jusqu'à la saisie de certaines oeuvres d'art prêtées dans tout autre contexte et toute autre occasion, que ces particuliers se voient privés de ce droit, surtout lorsque les Etats consentants à l'organisation de l'exposition n'en ont été aucunement prévenus. C'est dans ce sens qu'est l'intention du projet de loi tel que me l'avait annoncé et présenté le ministre des Affaires culturelles, et c'est exactement pour cette raison que nous y souscrivons.

**M. L'Allier:** Je voudrais, M. le Président, bien préciser que le titre du projet de loi, contrairement à ce qui est imprimé et ce qui a été distribué, doit être modifié. Plutôt que Loi sur l'insaisissabilité des biens culturels, il devrait se lire: Loi modifiant le Code de procédure civile quant à l'insaisissabilité des biens culturels étrangers.

**Le Président:** Quoiqu'on pourra faire cet amendement lorsque nous ferons les écritures en commission.

Le député de Johnson.

#### M. Maurice Bellemare

**M. Bellemare (Johnson):** M. le Président, je suis très heureux de concourir à ce projet de loi parce que je crois personnellement que les Russes, même si c'est un pays à dénomination totalitaire, ont des choses merveilleuses à nous montrer. Le principe de la loi qui est devant nous concorde parfaitement bien avec le projet de loi no 56 qui a été présenté au mois de juin dernier

par le ministre des Affaires culturelles de la province de Manitoba. Il y a une petite différence, je crois, dans le texte qui a été imprimé, quant à l'insaisissabilité. Je pense que les recours qu'avait à ce moment le ministre, tels que décrits dans la loi du Manitoba, sont beaucoup plus élargis. Je me réjouis quand même, parce que j'ai eu l'occasion de lire complètement les deux projets de loi et il y a beaucoup de ressemblance quant à l'ouverture d'esprit qu'on manifeste au sujet des biens.

Je comprends qu'il y a certaines personnes qui ont été chassées de ces pays totalitaires qui sont ici en demeure permanente et qui pourraient peut-être manifester le désir de recouvrer, par des procédures, les biens et les effets qu'elles ont perdus lors de leur mutation, lors de leur immigration au Canada. Je crois que c'est une saine prudence qui est dictée par la largeur de vue du ministre, mais aussi à la demande formelle du gouvernement russe qui l'a demandé avant de pouvoir établir chez nous cette exposition.

Il a fait la même chose, je pense, au Manitoba et on a acquiescé à sa demande. Je suis très heureux de m'associer à tous ceux qui, avant moi, ont félicité le gouvernement de cette attitude qui, je pense, est sûrement, au point de vue culturel, une démonstration de la largeur de vue des Canadiens et particulièrement de tous les Québécois.

**Le Président:** Cette motion de deuxième lecture est-elle adoptée?

**M. Charron:** Oui, M. le Président.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième lecture de ce projet de loi. Second reading of this bill.

### Commission plénière

**Le Président:** Est-ce qu'il y aurait lieu de faire les écritures de la commission plénière avec l'amendement quant au titre? Pourriez-vous répéter le titre exact?

**M. L'Allier:** M. le Président, le titre serait le suivant: Loi modifiant le Code de procédure civile quant à l'insaisissabilité des biens culturels étrangers.

**M. Bellemare (Johnson):** ...l'insaisissabilité des biens culturels?

**M. L'Allier:** Oui. On remplace "Loi sur" par Loi modifiant le Code de procédure civile quant à l'insaisissabilité des biens culturels étrangers, ce qui facilite, en d'autres mots, le travail de recherche à ceux qui ont ensuite à faire les codifications, et qui ont à référer à cette loi.

**Le Président:** Écritures de la commission plénière, rapport de la commission plénière adopté? Adopté avec l'amendement quant au titre.

### Troisième lecture

**Le Président:** L'honorable ministre propose la troisième lecture du projet de loi no 59. Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Charron:** Oui.

**Le Président:** Adopté.

**M. Levesque:** Article 38).

### Projet de loi no 58

#### Deuxième lecture

**Le Président:** L'honorable ministre de la Justice propose la deuxième lecture du projet de loi no 58, Loi validant certains actes enregistrés dans les divisions d'enregistrement de Terrebonne, de Trois-Rivières et de Champlain.

L'honorable ministre de la Justice.

#### M. Gérard-D. Levesque

**M. Levesque:** Le projet de loi déposé devant vous vise certains actes dont la validité pourrait être contestée puisqu'ils comportent une désignation erronée. En effet, dans le cas des actes qui concernent le cadastre du village incorporé de Saint-Jérôme, dans la division d'enregistrement de Terrebonne, une erreur commise au moment de l'authentification de l'index aux immeubles s'est perpétuée et se retrouve dans plusieurs de ces actes.

Dans les divisions d'enregistrement de Trois-Rivières et de Champlain, des interprétations différentes, quant à la date de l'utilisation de nouveaux index aux immeubles, ont fait que certains actes contiennent une désignation relative à des index devenus désuets. Ces erreurs, qui sont le fait de préposés de la couronne, peuvent causer préjudice à de nombreux détenteurs de titres. Une administration saine de la justice exige que le gouvernement protège le public dans de telles circonstances, et c'est pourquoi je vous recommande l'adoption de cette loi.

#### M. Robert Burns

**M. Burns:** Non seulement nous serons d'accord avec ce projet de loi, mais je pense qu'il est de notre devoir de voter en faveur d'un tel projet de loi. Comme le disait le ministre de la Justice, à cause d'erreurs commises par des préposés de la couronne, ce sont éventuellement des citoyens qui auraient à souffrir d'inconvénients — et le mot est très léger quand on parle d'enregistrement d'immeuble — qui pourraient leur coûter des sommes assez importantes pour faire les rectifications à leurs titres devant les tribunaux; je ne sais pas avec quel succès, d'ailleurs, à moins de l'adoption d'un tel projet de loi.

Sans plus de remarque — j'aurai quelques questions, peut-être, à poser au niveau de la commission plénière — nous sommes d'accord avec le projet de loi et je suis prêt à l'adopter, en ce qui me concerne, en deuxième lecture.

**Le Président:** L'honorable député de Johnson.

**M. Maurice Bellemare**

**M. Bellemare (Johnson):** Simplement une remarque. Il serait peut-être bon de connaître les conséquences sur ceux qui ont été privés de leurs droits par le dépôt de l'acte d'expropriation qui peut dater de deux ans. Dans certains cas, il y a peut-être des recours que peuvent exercer contre le gouvernement certaines personnes qui ont refusé, dans certains cas, de vendre et qui, à cause d'un enregistrement qui avait été fait sur leur lot, au bureau d'enregistrement, n'ont pas pu procéder. J'ai simplement cette curiosité afin de savoir si, particulièrement dans la région de Champlain, il n'y a pas eu de recours en justice contre ces expropriations.

**M. Levesque:** Je pourrai répondre en commission.

**M. Burns:** Article 4. Partiellement.

**M. Levesque:** D'ailleurs, dans cette réplique, j'aimerais indiquer que l'article 4 dit que l'article 2 n'a pas pour effet de porter atteinte à une action pendante au jour du dépôt. Alors, c'est protégé.

En second lieu, je voudrais également indiquer que j'aurai une modification à suggérer en commission. Pour des situations semblables, pour le permettre au lieutenant-gouverneur en conseil, après une proclamation dans la Gazette officielle on pourrait étendre l'application de cette loi mutatis mutandis. Je ferai cette proposition en commission.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Cette motion de deuxième lecture est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième lecture de ce projet de loi.

Second reading of this bill.

**M. Levesque:** Je propose que vous quittiez maintenant le fauteuil afin que la Chambre puisse procéder à l'étude de ce projet de loi article par article.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Commission plénière**

**M. Houde, Limoilou (président de la commission plénière):** A l'ordre!

**NI. Levesque:** J'aurais quelques explications. Dans le cas de la division d'enregistrement de Terrebonne, le cadastre du village incorporé de Saint-Jérôme fut déposé le 14 septembre 1877. Il fut mis en vigueur le 2 novembre 1877 par proclamation en date du 18 octobre 1877. Le plan et le livre de renvoi donnent comme appellation: Village

incorporé de Saint-Jérôme, alors que la proclamation donne: Village de Saint-Jérôme.

D'autre part, la ville de Saint-Jérôme fut incorporée le 1<sup>er</sup> janvier 1881. Le territoire de cette ville épousait alors les limites du territoire du cadastre du village incorporé de Saint-Jérôme. Le 25 juin 1914, le protonotaire de Sainte-Scholastique authentiquait, conformément aux articles 21 à 81 du Code civil, les registres de l'index aux immeubles au nom de la ville de Saint-Jérôme.

Depuis cette date, tous les index des immeubles ont été couverts sous l'appellation de ville de Saint-Jérôme, alors qu'ils auraient dû être ouverts sous le nom de village incorporé de Saint-Jérôme. Dans l'autre cas...

**M. Burns:** Article 1, adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Projet de loi no 58, article 1<sup>er</sup> adopté. Article 2.

**M. Levesque:** Dans le cas de Trois-Rivières et de Champlain, on s'est servi du chapitre 104 des lois de 1930/31 pour faire des plans, des livres de renvoi de subdivisions cadastrales en omettant certaines formalités imposées par cette loi et, d'autre part, le préposé à l'enregistrement, sur réception des nouveaux plans, n'a pas préparé les index des immeubles permettant de mettre en vigueur ces cadastres. Alors c'est...

**M. Burns:** J'aurais simplement une question relativement à l'article 2, si le ministre me le permet. Certains actes sont validés dans ces divisions d'enregistrement de Trois-Rivières et de Champlain et on mentionne qu'on doit les valider parce que certains actes ont été enregistrés sans que toutes les formalités n'aient été remplies et on les déclare valides. Est-ce que le ministre de la Justice peut nous dire quelles sont ces formalités qui n'ont pas été remplies et qui, techniquement, pourraient rendre les enregistrements non valides?

**M. Levesque:** C'est-à-dire que l'index aux immeubles dont la préparation et l'utilisation est consécutive au dépôt des plans et livres de renvoi ne fut préparé et utilisé que beaucoup plus tard; donc, de nombreux actes ne furent enregistrés qu'en utilisant les anciens index, aucun index ne correspondant aux nouvelles subdivisions. La procédure suivie lors de la préparation de ces plans et livres de renvoi de subdivisions est contestable et les actes qui ont été enregistrés après le dépôt de ces plans, mais avant l'utilisation de l'index consécutif à ce dépôt, le sont tout autant. Dans ce dernier cas, la raison en est qu'en vertu des articles 2168 et 2042 du Code civil, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles, de les désigner par le numéro qui leur est donné sur le plan et le livre de renvoi en vigueur. Ainsi donc, il a été résolu, dans un premier temps, de déclarer que les plans et livres de renvoi des subdivisions ont été valablement faits et de confirmer l'entrée en vigueur de ces cadastres à la date de leur dépôt et, dans un deu-

xième temps, de valider les actes enregistrés entre la date de ce dépôt et la date de l'utilisation d'un index des immeubles consécutif à ce dépôt.

**M. Burns:** Disons qu'il ne s'agit pas de l'opération de l'enregistrement même, mais plutôt de l'opération de référence des actes d'enregistrement aux différents plans et livres.

**M. Levesque:** D'accord.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Article 2, adopté.

**M. Bellemare (Johnson):** Je voudrais simplement faire remarquer que depuis cette année 1930/31 il y a eu une subdivision du bureau d'enregistrement de Champlain. Il y a eu une subdivision du bureau d'enregistrement de Saint-Geneviève-de-Bastican qui est maintenant à LaTuque. Est-ce que cela a été vérifié par les bureaux d'enregistrement, la subdivision du bureau d'enregistrement de LaTuque?

**M. Levesque:** Pas cette partie, c'est la partie du cadastre qui est près de Trois-Rivières.

**M. Bellemare (Johnson):** Ah oui! mais vous en avez une qui fait partie complètement de Champlain, Sainte-Geneviève-de-Bastican, parce que vous avez au cadastre des corrections qui ont été faites au bureau d'enregistrement de Champlain, mais qui peuvent aussi dépendre de la subdivision du bureau d'enregistrement de LaTuque.

**M. Levesque:** On m'indique que non dans ce cas-ci. Dans les cas qui sont touchés par cette loi.

**M. Bellemare (Johnson):** Parce que vous...

**M. Levesque:** Le Cap-de-la-Madeleine ici, n'est pas affecté par le bureau d'enregistrement de Sainte-Geneviève-de-Bastican.

**M. Bellemare (Johnson):** Ah non! ah non!

**M. Levesque:** Il est affecté, je veux dire.

**M. Bellemare (Johnson):** Ah oui! c'est bien sûr.

**M. Levesque:** Il est affecté.

**M. Bellemare (Johnson):** Arrête un peu!

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Article 2, adopté. Article 3.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Adopté. Article 4.

**M. Burns:** A l'article 4, M. le Président, c'est un peu une question qui est relative à celle qui avait été soulevée par le député de Johnson en

deuxième lecture. Je me demande si le texte de l'article 4 n'est pas un peu trop restrictif et je me demande si, au lieu de restreindre d'abord les dispositions de l'article 4 aux simples actions pendantes "le jour du dépôt de la présente loi et où la couronne est partie ou mise en cause", on ne devrait pas tout simplement enlever cette dernière partie, c'est-à-dire toute action pendante qui pourrait être affectée par l'adoption de la présente loi.

Il m'apparaît qu'elle ne devrait pas être affectée par les actions pendantes.

**M. Levesque:** On n'a pas d'objection, M. le Président. Nous n'avons qu'une cause pendante.

**M. Burns:** C'est qu'on risque de balayer de la carte des causes qu'on ignore.

**M. Levesque:** On peut enlever cela.

**M. Burns:** Deuxièmement, je me demande si, d'autre part, il ne serait pas sage aussi d'enlever la référence trop spécifique à l'article 2, puisqu'il est possible que, quant à l'article 1, il y ait également des causes pendantes. Alors, tout simplement, au lieu de dire: "L'article 2 n'a pas pour effet", on pourrait dire: "La présente loi n'a pas pour effet" et laisser tomber les mots "et où la couronne est partie ou mise en cause".

**M. Levesque:** D'accord, M. le Président. Je formule donc cet amendement qui est suggéré par le député de Maisonneuve et l'article 4 se lirait comme suit: "La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte à une action pendante le jour du dépôt de la présente loi".

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Cette motion d'amendement est-elle adoptée?  
L'honorable député de Johnson.

**M. Bellemare (Johnson):** Cela couvre aussi, pour ma satisfaction personnelle, tous ceux qui sont en gestation?

**M. Levesque:** Ceux qui sont en gestation n'auront pas trop de problèmes.

**M. Bellemare (Johnson):** C'est parce qu'il y a déjà des visites, des ententes, des rencontres qui ont été faites, dans certains cas que je connais. Par l'application de cette nouvelle loi, cela va tomber complètement.

**M. Burns:** M. le Président, au risque d'avoir l'air de voler au secours du gouvernement, les causes qui ne sont pas pendantes actuellement...

**M. Bellemare (Johnson):** Oui, cela je le comprends.

**M. Burns:** ... ne peuvent pas être affectées par cela. C'est uniquement un aspect formel de ces causes qui pourrait être affecté, c'est-à-dire que la question de désignation, entre autres, pourrait être affectée.

Donc, s'il y avait des causes qui sont en discussion, en voie d'en arriver à une concrétisation devant les tribunaux, à ce moment-là, les procureurs s'ajusteront selon cette loi et aucun préjudice ne sera causé à personne.

M. Levesque: Mais, tout de même, je comprends le député de Johnson qui veut être sûr; trop fort casse pas, comme il le disait autrefois.

M. Bellemare (Johnson): Je suis très heureux de voir que, à mon secours, est venu l'honorable professeur, mais il a donné une bonne leçon au gouvernement.

M. Levesque: Le gouvernement aurait été très heureux, non pas de vous donner des leçons, mais de vous rassurer. Mais, comme le député de Maisonneuve s'est empressé de le faire, je concours dans des assurances données par le député de Maisonneuve.

Le Président (M. Houde, Limoilou): Alors, disons que l'article 4 devra être amendé.

M. Levesque: M. le Président, vu qu'on a utilisé les mots "la présente loi" pour commencer l'article 4, on va changer la fin également. Au lieu "du dépôt de la présente loi", ce qui serait répéter encore "présente loi", je pense que, pour la forme, on dira "le jour de son dépôt".

M. Burns: D'accord.

M. Bellemare (Johnson): Il y a, M. le Président, dans l'article suivant, peut-être quelque chose...

M. Levesque: Un instant, M. le Président, avez-vous ce qu'il faut?

Le Président (M. Houde, Limoilou): Oui.

M. Levesque: D'accord.

M. Bellemare (Johnson): Simplement, parce que le gouvernement se garde le droit de fixer sa proclamation, quant à l'entrée en vigueur de la loi, quand il le désirera. Ne serait-il pas mieux qu'elle soit effective pour empêcher...

M. Levesque: Ce sera fait très bientôt; il s'agit simplement d'un délai qui est nécessaire pour donner les avis nécessaires aux registrateurs pour que ces derniers fassent en sorte d'y donner suite.

M. Bellemare (Johnson): ... que d'autres causes qui ne sont pas pendantes ne deviennent pendantes?

M. Levesque: Oui, mais si vous regardez l'article 4, on parle du jour du dépôt et non pas de la sanction. D'accord?

Le Président (M. Houde, Limoilou): Alors, l'article 4 est adopté tel qu'amendé. Article 5?

M. Levesque: Egalement, il faut corriger les index, par arrêté en conseil, mais nous allons le faire le plus tôt possible. La proclamation aura lieu le plus tôt possible.

M. Burns: Je m'excuse, je n'ai pas entendu les dernières paroles, parce que je parlais au ministre des Travaux publics. Le ministre peut-il rappeler l'amendement qu'il se propose à faire?

M. Levesque: Il n'y a pas d'amendement.

M. Burns: Il n'y a pas d'amendement?

M. Levesque: Tel quel. Tout simplement, pour répondre à une question du député de Johnson, je lui disais qu'à cause de ce qui doit se faire il y a un délai qui est demandé pour permettre aux registrateurs de faire le nécessaire. C'est pourquoi nous parlons de la proclamation plutôt que de la sanction. D'un autre côté, nous voulons assurer la Chambre que ceci se fera dans les meilleurs délais.

M. Burns: En fait, vous parlez des ajustements... qui sont nécessaires à cause de cela?

M. Levesque: Oui.

M. Burns: D'accord.

Le Président (M. Houde, Limoilou): C'est l'article 4 dont je parlais qui est adopté tel qu'amendé et l'article 5 est adopté.

M. Levesque: Un instant, M. le Président. Il y avait un amendement que j'avais annoncé en deuxième lecture. Je propose d'insérer après l'article 4 l'article 5 suivant: "Lorsqu'une situation semblable à celle décrite aux articles 1 ou 2 existe dans une division d'enregistrement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la Gazette officielle du Québec, étendre à cette division l'application de la présente loi et y apporter des adaptations nécessitées par les circonstances".

M. Burns: M. le Président, je ne suis absolument pas d'accord avec une telle disposition.

M. Levesque: Si le député n'est pas d'accord, M. le Président, nous reviendrons par législation autrement. Je comprends pourquoi il ne l'est pas, mais...

M. Burns: C'est ce que je suggérerais.

M. Levesque: ...parce qu'il est difficile à mon sens d'avoir une situation semblable, c'est peut-être cela qui est difficile à définir.

**M. Burns:** Mais, M. le Président, le ministre va comprendre très bien qu'il s'agit là de droits très importants concernant les citoyens. Il n'est que normal que, si d'autres situations semblables se présentent, on revienne à l'Assemblée nationale avec un projet de loi. On voit avec quelle facilité l'Opposition comprend le bien fondé de tels projets de loi. En l'espace de moins de dix minutes, nous aurons adopté un tel projet de loi, de sorte que ce n'est pas difficile d'envisager de revenir s'il y a des cas comme ceux-là, mais je...

**M. Levesque:** On me dit évidemment qu'il y a un cas qui vient d'être porté à l'attention du ministre cet après-midi et c'est ce qui a amené...

**M. Burns:** A ce moment-là...

**M. Levesque:** ...cette situation, mais je suis d'avis qu'il serait plus prudent de ramener cela au mois d'octobre.

**M. Burns:** Je pense.

**M. Levesque:** Ou au mois de septembre, ou au mois de novembre, mais enfin à l'automne et nous devrons disposer de ces cas comme des cas d'espèces...

**M. Burns:** Quitte même, M. le Président, à faire ce qu'on a fait dans la présente loi: lui accorder un certain poids de rétroactivité, parce qu'il y a quand même de la rétroactivité dans cette loi. On règle des droits antérieurs.

**M. Levesque:** Si nous avons eu quelque temps de plus, nous aurions pu dire nommément dans tel autre cas. Cet amendement, nous aurions été portés, même moi-même, à le soutenir, mais je ne soutiendrai pas un tel amendement parce qu'à sa face même je crois qu'il pourrait être, pour l'avenir, plus ou moins défendable.

**M. Bellemare (Johnson):** M. le Président, simplement pour dire que je suis entièrement d'accord avec le député de Maisonneuve, parce que c'est du droit nouveau que nous allons incorporer dans une loi particulière, et c'est un pouvoir dont le gouvernement pourra se servir dans tous les cas après. Nous ferions peut-être mieux, comme dit le député de Maisonneuve, de faire, à chaque cas, un cas d'espèce et revenir devant la Chambre. Autrement, nous donnons au gouvernement un pouvoir très étendu. Surtout, c'est du droit nouveau que nous ne pouvons pas accepter.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Alors l'amendement est retiré. Article 5.

**M. Levesque:** L'article 5 n'est même pas présenté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** L'article 5, adopté?

**M. Burns:** Ce que l'expérience politique peut faire chez un homme.

**M. Houde, Limoilou (président de la commission plénière):** La commission a étudié le projet de loi no 58 et l'a adopté avec des amendements.

**Le Président:** Ce rapport est-il agréé? Agréé.

**M. Levesque:** Troisième lecture.

### Troisième lecture

**Le Président:** Le ministre de la Justice propose la troisième lecture du projet de loi 58. Cette motion est-elle adoptée?  
Adopté.

**M. Levesque:** M. le Président, article 37. Ce sera le dernier.

### Projet de loi no 21

#### Deuxième lecture

**Le Président:** Le ministre de la Justice propose la deuxième lecture du projet de loi 21. Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

#### M. Gérard-D. Levesque

**M. Levesque:** M. le Président, le lieutenant-gouverneur de la province a sans doute pris connaissance de ce projet de loi. Non. il n'en a pas pris connaissance? Il aurait dû, alors. Je suis convaincu qu'il en a pris connaissance.

**M. Burns:** Je suis convaincu qu'il a passé la nuit là-dessus.

**M. Levesque:** Oui, même si ce n'est pas indiqué, cela aurait dû l'être parce qu'il y a là une dépense d'argent et je crois que le lieutenant-gouverneur en effet a pris connaissance de la présente loi et en propose l'étude à cette Assemblée. M. le Président, le projet de loi déposé devant cette Chambre vise principalement à élargir les bénéfices accordés en vertu de la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels et à clarifier et préciser des points particuliers de la loi.

Au chapitre des bénéfices, le projet de loi permettra de payer à une personne des dommages matériels qu'elle peut subir en procédant ou en tentant de procéder à l'arrestation d'un contrevenant, en prévenant ou en tentant de prévenir la perpétration d'une infraction ou en assistant un agent de la paix. De plus, si un enfant est victime d'un acte criminel, les parents, même s'ils ne sont pas des dépendants de l'enfant, recevront automatiquement une indemnité en sus des indemnités qu'ils pourraient obtenir de l'auteur de l'acte.

Par ailleurs, les personnes qui, sans être des dépendants de la victime, acquittent les frais funéraires de la victime auront droit au remboursement de ces frais. Enfin, le projet de loi ajoute des crimes à la liste de ceux pour lesquels une victime peut être indemnisée. Je voudrais par ailleurs. M. le Président, signaler, et ceci nous montre à quel



point notre gouvernement se veut juste et équitable dans l'application de ses lois, que la loi sera rétroactive pour permettre à plus de 65 personnes dont les dossiers sont suspendus de toucher certains des bénéfices que j'ai mentionnés. Au chapitre des clarifications apportées à la loi actuelle, le projet de loi, à l'instar de législations que l'on retrouve dans d'autres provinces, exclut la possibilité de recourir à la fois, pour le même acte, au fonds d'indemnisation pour les victimes d'accidents d'automobile et à l'IVAC, c'est-à-dire l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

En conclusion, ce projet de loi, par ses préoccupations sociales, constitue une autre pièce de législation visant à améliorer le sort de nos concitoyens. C'est pourquoi je vous propose l'adoption.

**Le Président:** L'honorable leader parlementaire de l'Opposition.

### M. Robert Burns

**M. Burns:** M. le Président, c'est avec un certain nombre de réticences que j'accepte d'aborder l'étude du projet de loi no 21, non pas qu'il ne soit pas important, mais justement parce qu'il est important et parce que je crains très souvent qu'un projet de loi de cette importance, dans les dernières heures de la session, ne reçoive pas l'attention requise de la part de l'Assemblée nationale.

D'autre part, la thèse qu'on appelle en anglais, "the balance of conveniences", la balance des inconvénients, expression qui n'est pas française — c'est une traduction littérale — me fait plutôt pencher en faveur de l'adoption la plus rapide possible de ce projet de loi afin qu'il puisse être complété aujourd'hui, pour la raison bien simple qu'il est évident que les améliorations que nous apportons à la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels est sûrement quelque chose de très utile pour les individus qui actuellement attendent, dans certains cas depuis plusieurs mois et même au-delà de quelques années, la satisfaction d'une réclamation tout à fait normale. Plus particulièrement, je signale l'amélioration qui sera apportée au niveau des frais funéraires, au niveau des victimes d'actes criminels et non pas seulement celles qui sont blessées ou tuées, parce que jusqu'à maintenant, on limitait la réclamation de quelqu'un aux cas de blessures ou aux cas de perte de vie, de décès.

Par un certain article, on ajoute la possibilité que le réclamant puisse être quelqu'un qui n'a pas été nécessairement blessé ou tué, mais qui, en prêtant assistance à l'arrestation d'un contrevenant à la loi, a subi des pertes matérielles. Je pense que c'est une amélioration très importante de la loi, en plus de celle que je mentionnais tout à l'heure, soit celle des frais funéraires. Dans ce sens et quitte à ce que — je le dis tout de suite — nous devons peut-être à un moment donné, faire des ajustements à cette loi, peut-être dans les mois qui viennent, à la fin de la session, je suis prêt, à cause justement des bénéfices additionnels qui sont donnés à des personnes qui doi-

vent recourir à une telle loi, à adopter sans plus tarder le texte de loi qui nous est proposé par le ministre de la Justice.

### M. Maurice Bellemare

**M. Bellemare (Johnson):** Je suis très heureux de remercier le gouvernement et l'Opposition officielle d'avoir acquiescé à ma demande, aussi, d'adopter à toutes fins pratiques aux dernières heures de la session, ce projet de loi qui, pour moi, a une importance assez particulière.

C'est quand j'étais tout particulièrement attaché à la présidence de la Commission des accidents du travail qu'on a présenté ce projet de loi en 1972, de l'IVAC.

Je puis vous dire, M. le Président, que le Service de l'indemnisation des victimes d'actes criminels a, en 1972, traité 360 cas; en 1973, 462; en 1974, 371 et, en 1975, 592. Sauf pour 1974, il y a donc eu une augmentation graduelle du nombre de demandes adressées à la Commission des accidents du travail, laquelle est responsable de l'administration de cette loi.

Bien que le ministre de la Justice soit désigné comme responsable de l'exécution de cette loi — article 26 — c'est la Commission des accidents du travail qui pourvoit à son administration courante en vertu des articles 13 à 16 inclusive-ment.

Cette augmentation sensible des indemnités aux victimes d'actes criminels a fait croître également le total des déboursés en indemnités que la commission a accordées depuis 1972. Depuis le 1er mars 1972, le Service de l'indemnisation des victimes d'actes criminels a déboursé, en indemnités, la somme considérable de \$3 771 983, soit \$107 438 en 1972; \$688 273 en 1973; \$1 189 000 en 1974; \$1 786 723 en 1975.

Le projet de loi que l'honorable ministre a déposé devant cette Chambre, et dont nous nous apprêtons à adopter la deuxième lecture, a pour but d'élargir le cadre de la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels et en particulier d'inclure, au nombre des bénéficiaires, des parents qui, sans être des dépendants de la victime d'un acte criminel, ont déboursé des sommes soit pour acquitter le coût des frais funéraires, soit pour acquitter le coût des frais de transport du cadavre.

Ici, M. le Président, si vous me le permettez, je dérogerai à l'article de notre règlement qui dit que seulement en commission plénière nous pouvons discuter de certains articles. Je dirai à l'honorable ministre de la Justice que le montant de \$2000 qui est alloué, qui représentait peut-être en 1972/73 un montant plus élevé qu'aujourd'hui, semble disproportionné quant aux malheurs et aux sévices qu'ont subis des familles. Je pense que, si l'honorable ministre de la Justice pouvait se distraire de cette mouche qui l'incommodait, cela pourrait être très utile, tout à l'heure, dans la discussion en commission plénière.

**M. Burns:** Il y a une autre mouche qui s'en vient!

M. Bellemare (Johnson): Dans l'article 5 b), il est question d'un montant d'indemnité de \$2000, ce qui représentait, en 1972/73, un montant beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui. C'est pourquoi je ferai tout à l'heure une suggestion qui ne m'est pas permise, parce que seul un ministre peut voir à recommander un montant supplémentaire; mais je pense qu'entre \$3500 et \$4000, aujourd'hui, ce serait un montant convenable et acceptable pour la famille.

M. le Président, je tiens à féliciter le ministre d'avoir bien voulu accepter de modifier cette loi et d'avoir acquiescé aux demandes que je lui ai faites depuis plus de deux ans pour que justice soit rendue aux personnes qui ont à subir la perte d'un enfant qui est mort suite à un acte criminel commis sur sa personne.

Le cas auquel je fais allusion est celui d'un jeune homme de seize ans, de mon comté, résidant à Windsor, qui a trouvé la mort, en 1974, aux mains d'un maniaque sexuel. C'est une histoire sordide qui a soulevé l'indignation de toute la population de mon comté et qui a imposé aux parents de cet enfant une grande souffrance et une perte incalculable.

Aujourd'hui, les autorités gouvernementales et le gouvernement en particulier viennent alléger un peu l'épreuve difficile que ces gens ont vécue. Je crois que c'est normal de faire preuve d'un esprit de justice et d'humanisme qui est tout à l'honneur du ministre et de son gouvernement.

C'est donc avec empressement et avec beaucoup de joie que je voterai en faveur du projet de loi et que le ministre pourra peut-être me donner cet espoir bien légitime que je caresse — mon Dieu que cela va mal! — et que le ministre pourra peut-être répondre à cet espoir bien légitime que je formulais tout à l'heure de changer peut-être les \$2000 par \$4000. Aujourd'hui, deux ou trois ans après l'événement, les dépenses encourues ont été terribles dans le temps, ce n'est pas beaucoup. Mais c'est quand même appréciable pour la famille. Je tiens à remercier le ministre de bien avoir voulu faire bénéficier de cette loi l'ensemble de la province et ces 65 mineurs, enfants qui ont été victimes d'actes criminels.

Le Président: Cette motion de deuxième lecture est-elle adoptée?

M. Burns: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Deuxième lecture de ce projet de loi. Second reading of this bill.

Le Président: Est-ce que vous proposez la formation de la commission plénière?

M. Levesque: Je propose que vous quittiez maintenant le fauteuil afin que la Chambre se transforme en commission plénière pour l'étude article par article de ce projet de loi.

Le Président: Cette motion est-elle adoptée?  
Adopté.

Le député de Limoilou.

## Commission plénière

M. Houde, Limoilou (président de la commission plénière): Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Article 1?

M. Bellemare (Johnson): Adopté.

Le Président (M. Houde, Limoilou): Article 1, adopté.

Article 2?

M. Bellemare (Johnson): Adopté.

Le Président (M. Houde, Limoilou): Adopté.  
Article 3?

M. Burns: Adopté.

Le Président (M. Houde, Limoilou): Adopté.  
Article 4?

Une Voix: Adopté.

Le Président (M. Houde, Limoilou): Adopté.  
Article 5?

M. Bellemare (Johnson): A l'article 5, M. le Président, nous allons attendre quelques moments. A l'article 5, je caresse l'espoir que le ministre va, à cause de l'inflation...

M. Levesque: J'ai un amendement à l'article 4, si on me le permet.

M. Bellemare (Johnson): Oui.

M. Levesque: Article 4, paragraphe a), insérer à la troisième ligne, après le mot "viol", les mots "pour l'entretien de cet enfant".

M. Bellemare (Johnson): Avez-vous une copie de l'amendement?

M. Levesque: Dans l'impression, ce sont des mots qui ont sauté. D'accord?

Le Président (M. Houde, Limoilou): Article 4, adopté tel qu'amendé. Article 5).

M. Levesque: A l'article 5, quant à la demande faite par le député de Johnson, même s'il y avait des mouches, j'ai très bien compris ce qu'il me disait. Je suis très sympathique à la demande du député de Johnson. Dans cette période d'inflation, il faut tenir compte sûrement de la valeur de l'argent et de la compensation. Par contre, je ne suis pas capable, je ne suis pas autorisé à modifier les sommes impliquées dans ce projet de loi. On comprendra que j'ai dû passer par diverses instances, le Conseil du trésor, le Conseil des ministres, etc. Je ne suis pas en mesure de faire des changements de cette nature. Rien ne nous empêche, plus tard, de revoir cette situation, mais je crois que c'est une amélioration considérable. En

donnant un effet rétroactif à cette loi, il n'y a aucun doute que nous allons répondre à plusieurs cas, dont ceux ou celui qu'a à l'esprit le député de Johnson.

**M. Bellemare (Johnson):** M. le Président, connaissant la longueur des procédures et des consultations qu'il y a à faire, le ministre pourrait peut-être nous donner un espoir qu'à l'automne, à la reprise de la session, ce petit montant de \$2000 serait changé pour \$4000.

**M. Levesque:** Non, voici...

**M. Bellemare (Johnson):** Ce qui va arriver là, M. le Président, c'est que la loi va s'appliquer et ceux qui vont être payés vont l'être sur une base de \$2000. La Commission des accidents du travail paie, finance, mais elle fait le bilan tous les ans des sommes qui ont été engagées pour l'IVAC et elle présente son compte au ministère de la Justice qui, lui, par le Conseil du trésor, rembourse la Commission des accidents du travail. Je pense qu'il n'y a pas de péril en la demeure.

**M. Levesque:** J'ai dit au député que j'étais sympathique à sa demande; par contre, cela n'a pas été choisi au hasard, ces \$2000. Ce que mes conseillers me disent, c'est qu'ils ont fait la moyenne des sommes attribuées par les tribunaux et ils en sont arrivés à ce chiffre qui est la moyenne des sommes qui sont actuellement versées ou édictées par les tribunaux.

**M. Choquette:** Pour des enfants de quel âge? Le ministre de la Justice dit qu'on a fait la moyenne des sommes adjugées par les tribunaux civils pour le décès d'enfants, mais pour le décès d'enfants de quel âge?

**M. Levesque:** Mineur.

**M. Choquette:** Mineur, cela va jusqu'à 18 ans. Devant les tribunaux, l'expérience vécue est qu'un enfant, par exemple, de cinq ans obtient une somme bien inférieure à un enfant de dix ans, et l'enfant de dix ans une somme bien inférieure à un enfant de quinze ou dix-huit ans parce que l'indemnité que donnent les tribunaux pour la perte d'un enfant doit représenter l'expectative de soutien futur pour les parents qu'aurait procuré cet enfant.

Je soumets, si le ministre de la Justice veut m'accorder son attention, que la somme de \$2000 ne peut absolument pas être considérée comme une moyenne des allocations ou des indemnités accordées par les tribunaux civils. Au contraire, je pense qu'à l'heure actuelle les indemnités accordées par les tribunaux à des parents pour la perte d'un enfant sont bien supérieures à la somme de \$2000. Actuellement si on devait faire une moyenne, je suis sûr qu'on arriverait facilement à la somme de \$6000 pour la perte de soutien futur que les parents subissent par suite du décès accidentel d'un enfant.

Je fais faire de légers reproches au ministre de la Justice — pas à lui personnellement — sur les renseignements qu'il vient de donner. Je pense qu'on ne peut absolument pas prétendre que la moyenne accordée par les tribunaux est de \$2000 pour la perte d'un enfant.

**M. Levesque:** Evidemment, je dois attirer l'attention de l'honorable député d'Outremont sur le fait que cette moyenne a été établie non pas sur l'année 1975. A ce qu'on me dit, parce que ce n'est pas moi qui ai fait les chiffres, qui ai fait la préparation des chiffres qui ont été calculés, c'est au cours d'une quinzaine d'années. Evidemment, cela ne tient pas compte des derniers jugements ou de la moyenne des derniers jugements. De toute façon...

**M. Choquette:** Même il y a quinze ans.

**M. Levesque:** Oh non! Il y a quinze ans, c'était à peu près \$100 par année de vie, en autant que ma mémoire est fidèle. J'ai eu combien de fois l'occasion, dans la pratique privée, d'établir des quantum; il y a quinze ans, on avait environ \$100 par année de vie. Pour un enfant de cinq ans, \$500. C'était cela. Aujourd'hui...

**M. Choquette:** En Gaspésie, peut-être.

**M. Levesque:** Pas en Gaspésie, même dans la belle ville d'Outremont. Evidemment, les gens sont très à l'aise à Outremont. Peut-être que...

**M. Choquette:** Dans ce domaine, tout le monde sait qu'il y a une évolution de la jurisprudence...

**M. Levesque:** Oui, c'est vrai.

**M. Choquette:** ... qui a fait que les indemnités accordées pour la perte d'enfants ont augmenté sensiblement avec les années. D'ailleurs, cette augmentation a été tout à fait justifiée parce qu'autrefois les indemnités données pour la perte d'enfants étaient complètement ridicules. Parfois, la perte d'un animal donnait plus à ses propriétaires que la perte d'un enfant. C'est la raison pour laquelle il y a eu une évolution dans la jurisprudence. Là où je ne suis pas le ministre de la Justice, c'est quand il essaie de baser l'indemnité qu'on donnerait pour des enfants en vertu de ce projet de loi, qui a un fondement statutaire, qui n'a pas un fondement en droit commun, sur les sommes qui peuvent être données par les tribunaux.

Je pense qu'à ce point de vue il faut faire une différence entre l'indemnité qui peut être donnée à des parents en vertu d'une loi comme celle de l'indemnisation des victimes d'actes criminels et, d'autre part, l'indemnité que les parents pourraient obtenir devant les tribunaux civils. Qu'on n'aille pas dire, d'un autre côté, que les sommes accordées par les tribunaux se situent à ce moment-ci à un montant aussi ridiculement bas que la somme de \$2000 qui est citée par le ministre de la Justice.

**M. Levesque:** Je comprends très bien l'attitude du député d'Outremont. Il faut bien dire que je suis en train d'essayer de bonifier une loi dont il était responsable avant moi, et voici quelque chose d'entièrement nouveau. Il n'y avait absolument rien, pas un sou. Il faut bien comprendre également qu'à cette somme peuvent s'ajouter d'autres sommes qui peuvent être réclamées en vertu du droit commun. Je ne dis pas que c'est toujours un succès. On peut avoir affaire à des insolubles, mais rien n'empêche que cette somme fait partie d'une loi d'exception où l'on verse, purement et gratuitement aux parents, une somme pour la perte de l'enfant, mais ce n'est pas dans le même sens que ce que nous avons en droit commun.

Ce n'est pas dans le même sens, c'est simplement une assistance, je ne dirais pas une subvention.

**M. Choquette:** Ce que le ministre de la Justice veut dire c'est que les indemnités qui sont données en vertu de la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels n'ont pas le même fondement juridique que les sommes qui sont données devant les tribunaux civils. A ce point de vue-là, il a tout à fait raison. Cela est absolument exact. La Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels ne peut pas compenser les gens pour tous les dommages qu'ils ont subis, même dans des circonstances malheureuses.

**M. Levesque:** Exactement et je remercie le député de compléter ma pensée; c'est exactement ce que je voulais dire et d'ailleurs c'est la pensée que m'expriment en même temps mes collaborateurs. Il n'est pas dit que nous allons toujours rester à ce chiffre, mais je crois qu'il est raisonnable. Il permet en plus de récupérer des sommes additionnelles en vertu du droit commun. Je demanderais à la Chambre de l'adopter.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Article 5, adopté.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Article 6.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Adopté. Article 7.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Adopté. Article 8.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Adopté. Article 9.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Adopté. Article 10.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Adopté. Article 11.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Adopté. Article 12.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Adopté. Article 13.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Adopté. Article 14.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Adopté. Article 15.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président (M. Houde, Limoilou):** Adopté.

M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que la commission a adopté le projet de loi no 21, Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels, avec amendement.

**Le Président:** Ce rapport est-il agréé?

**M. Burns:** Agréé, M. le Président.

### Troisième lecture

**Le Président:** Agréé. Troisième lecture. Le ministre de la Justice propose la troisième lecture du projet de loi no 21, Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels. Cette motion est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

### Motion d'urgence sur la situation des producteurs laitiers

**M. Levesque:** M. le Président, nous avons convenu après consultation, que nous pourrions, en attendant le vote jusqu'à six heures moins quart, parler un peu d'agriculture. Je pense que l'agriculture mérite un peu plus de temps que cela, parce que personne n'aurait réellement le temps d'entrer dans le sujet. Si nous pouvions retarder le vote d'une demi-heure, ainsi nous permettrions de parler à ceux qui ont à s'exprimer sur un sujet qui a été abordé ce matin par le député de Saguenay,

je crois. Le ministre de l'Agriculture sera sans doute ici pour répliquer. Ensuite peut-être nous pourrions permettre de parler au député de Beauce-Sud et peut-être deux collègues. Mais, évidemment, nous sommes pris par le temps, il faudrait avoir la collaboration de tous et de chacun.

**Le Président:** Après consultation, s'il y avait entente, on pourrait retarder le vote peut-être d'environ une demi-heure. J'accorderai la parole au député de Saguenay, pour une quinzaine de minutes; le député de Beauce-Sud, qui a exprimé le désir de parler, pour une dizaine de minutes et peut-être un ou des représentants du côté ministériel, pour une vingtaine de minutes.

Cela va?

**M. Burns:** D'accord.

**Le Président:** Ceci remplace la décision que j'avais à rendre sur ce débat d'urgence, après consentement unanime de l'Assemblée.

Le député de Saguenay.

### M. Lucien Lessard

M. Lessard: M. le Président, ce n'est sans doute pas une coutume de terminer une session par un débat d'urgence sur un problème très particulier. Je pense, cependant, que ceci nous permet de dramatiser un peu la situation. Parce que ce n'est pas la première fois que je soulève cette question à l'Assemblée nationale.

En effet, M. le Président, c'est le 1er avril 1976 que le gouvernement fédéral devait annoncer sa décision concernant la nouvelle politique laitière. Ce n'est que le 15 avril que le gouvernement fédéral a annoncé cette décision et nous avons pris connaissance, à ce moment-là, que cette politique allait à l'encontre des intérêts des agriculteurs du Québec, à l'encontre des intérêts des producteurs de lait industriel du Québec. Nous avons, M. le Président, étudié tout à l'heure une loi concernant l'indemnisation des victimes d'actes criminels. Nous devons, aujourd'hui, nous pencher sur un problème, à savoir les victimes du fédéralisme du gouvernement fédéral.

M. le Président, je veux toujours revenir aux principes fondamentaux qui ont été débattus par le ministre actuel de l'Agriculture, lorsque je soulève cette motion. Parce qu'il ne faut pas se laisser entraîner, comme on tente de le faire actuellement, dans une autre solution qui n'en sera pas une. En effet, le 5 mai 1976, devant l'inaction du ministre actuel de l'Agriculture, devant son silence, j'avais présenté une motion à l'Assemblée nationale, qui se lisait comme suit: "Que cette Assemblée appuie les revendications des producteurs de lait du Québec, en ce qui concerne les modifications à apporter à la politique laitière du gouvernement du Canada, et demande au ministre de l'Agriculture d'intervenir publiquement dans ce sens auprès des autorités fédérales".

Si on excepte une légère modification, M. le Président, cette motion, qui a été votée le 12 mai

1976, l'a été avec l'unanimité de tous les députés de l'Assemblée nationale. Or, quelles étaient les modifications que le ministre de l'Agriculture ainsi que la Fédération des producteurs de lait industriel demandaient au gouvernement fédéral et au ministre de l'Agriculture fédéral?

Je veux simplement lire un télégramme qui avait été envoyé par le ministre de l'Agriculture du Québec à son homologue du gouvernement fédéral et qui énonçait deux principes fondamentaux sur lesquels nous ne devons pas lâcher, sur lesquels j'ai dit à plusieurs reprises que j'appuyais le ministre de l'Agriculture du Québec. Ces deux principes fondamentaux sont exprimés dans le télégramme du ministre, envoyé en mars 1976 et qui se lit comme suit: "Je n'accepte pas que les imprévoyances de la Commission canadienne du lait, ainsi que le risque de conflit d'intérêts de la majorité des membres du comité de gestion pénalisent les producteurs de lait industriel du Québec. Le partage de la production de lait industriel canadien, pour la prochaine année laitière, doit s'inspirer des deux principes fondamentaux suivants" — ce sont ces deux principes qui sont véritablement les enjeux de la lutte actuelle du ministre de l'Agriculture du Québec contre le gouvernement fédéral — "a) le respect intégral des droits historiques de la production doit être absolument préservé, b) que les surplus de production qui ont entraîné des conséquences désastreuses soient effectivement supportés par ceux qui sont à la source de ce problème".

M. le Président, je n'ai pas le temps d'expliquer les conséquences très importantes de ces deux principes fondamentaux. Je souligne tout simplement que les véritables responsables — et ils sont connus actuellement — du surplus de lait ou les principaux responsables du surplus de lait industriel dans l'ensemble du Canada, ce ne sont pas d'abord les producteurs du Québec, mais ce sont d'abord les producteurs de l'Ontario. M. le Président, les producteurs du Québec ont dû acheter des quotas, au moment où les producteurs de l'Ontario ne produisaient presque pas de lait, au moment où les producteurs de l'Ontario produisaient de façon inférieure à ce qu'ils produisent actuellement. Les producteurs du Québec ont dû acheter leurs quotas des producteurs de l'Ontario, alors que, actuellement, le gouvernement fédéral décide de reprendre les quotas qui ont été payés par les producteurs de lait industriel du Québec et de les redonner gratuitement aux producteurs de l'Ontario.

M. le Président, il y a une question de principe très importante dans cette lutte. Nous exigeons, en tout cas nous espérons que le ministre va se tenir debout. Je dois dire, d'abord, que, dès le lendemain du vote de la motion qui avait été présentée par moi-même, en date du 5 mai, le ministre de l'Agriculture émettait un communiqué, en date du 12 mai 1976, dans lequel on lit ceci: "M. Drummond a aussi précisé que son ministère fera une analyse concrète des conséquences économiques de la politique laitière sur le revenu des producteurs du Québec, tout particulièrement dans le secteur du lait industriel".

Cette étude, M. le Président, nous l'attendons encore. Le communiqué continue en disant ceci: "Précisant qu'il ne peut présumer du résultat des échanges qui auront lieu à cet effet avec les autorités fédérales, M. Drummond a déclaré que, s'il advenait que celles-ci ne soient pas convaincues du bien-fondé des démarches du Québec en faveur de ces producteurs, le gouvernement du Québec devra poser en temps opportun les gestes qui s'imposent pour redresser la situation et faire en sorte que les producteurs laitiers du Québec ne soient pas obligés de sacrifier leur entreprise dû à l'incohérence d'une politique nationale ne tenant pas compte de la nécessité d'effectuer un juste partage du marché national entre les provinces et de faire porter par les vrais responsables le fardeau d'une surproduction laitière nationale qui risque de pénaliser lourdement les producteurs laitiers du Québec.

Or, M. le Président, nous constatons que le ministre actuel de l'Agriculture est en train, comme d'autres ministres dans le passé, de se soumettre et d'accepter la politique du gouvernement fédéral. Nous constatons que le ministre, depuis plusieurs jours, nous dit constamment: Nous allons attendre une nouvelle décision concernant la politique laitière du gouvernement fédéral.

Or, en date du 30 juin 1976, le Soleil nous laisse entendre que cette décision serait déjà prise. On dit, M. le Président dans la chronique du Soleil du mercredi 30 juin 1976, que la décision se résumerait à celle-ci: En vertu des changements, les provinces auront plus à surveiller de près la production mensuelle de lait, permettant ainsi à chaque producteur en difficulté financière de hausser provisoirement sa production. Autrement dit, M. le Président, il sera possible pour le producteur de hausser sa production au mois d'avril, mais il pourra être pénalisé dans le mois de juillet, etc.. Ou encore, M. le Président, au lieu d'être pénalisé au cours d'un mois, il sera pénalisé après trois mois, mais nous aurons les mêmes pénalisations. Je conviens que, lorsqu'il y a un surplus de lait, tout le monde doit accepter une diminution de sa production, mais en relation avec les quotas en relation avec les productions qui sont faites au niveau des provinces. Or, le ministre semble lâcher actuellement sur ce principe fondamental et nous espérons qu'au cours des prochains jours il va continuer de se tenir debout suite à la motion que nous avons présentée le 5 mai 1976.

Mais, M. le Président, à la suite du vote de cette motion il y a deux mois, nous devons nous rendre compte que le fédéral maintient l'essentiel, malgré ce que je viens de dire, de sa politique totalement inacceptable. Devant ces faits et les dangers imminents de faillite auxquels font actuellement face les producteurs laitiers du Québec, nous exigeons que le gouvernement québécois, s'il a encore quelque soucis pour les agriculteurs et quelque volonté politique d'agir, indemnise immédiatement les producteurs laitiers pour la totalité des pertes financières que ceux-ci encourent, tant en raison de la baisse des quotas, soit 20%,

que des pénalités qui en découlent, soit au moins \$40 millions selon l'Union des producteurs agricoles du Québec.

Par la suite, si ce gouvernement a encore la force de se tenir debout devant le gouvernement fédéral, il pourra réclamer le remboursement de ces indemnités à même les impôts qu'on paie au fédéral. De plus, lorsqu'un deuxième coup de massue a été asséné aux producteurs laitiers lorsqu'on leur a enlevé la majeure partie des subsides au transport des grains de provende, malgré le fait que le ministre nous ait dit ici à l'Assemblée nationale qu'il était en "crise", il n'a absolument rien fait et nous attendons encore des décisions de ce ministre de l'Agriculture, comme nous avons attendu, depuis 1970, des décisions de l'ex-ministre de l'Agriculture.

En conséquence, devant la soumission de l'ancien ministre de l'Agriculture comme du ministre de l'Agriculture actuel, nous n'avons qu'une constatation à faire, c'est que le fédéralisme, pour les agriculteurs québécois, n'est pas rentable. Le fédéralisme favorise strictement les agriculteurs de l'Ouest. Quand il y a eu des surplus des grains provende dans l'Ouest, on sait ce que le gouvernement fédéral a fait. Il a, à ce moment, donné des subventions aux producteurs de l'Ouest. Quand ce sont les producteurs de l'Est ou les producteurs du Québec qui ont des surplus, on sait que le gouvernement fédéral fait payer par ces producteurs, la négligence, ou payer par ces producteurs un manque de cohérence dans ses politiques néfastes qui vont à l'encontre — cela de façon continue — des intérêts des producteurs québécois, des agriculteurs du Québec.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): L'honorable député de Beauce-Sud.

### M. Fabien Roy

M. Roy: M. le Président, je ne peux évidemment pas laisser passer ce débat sans dire quelques mots, étant donné que dans le comté de Beauce-Sud, dans la région de la Beauce, vous comptez le plus grand nombre de fermes laitières du Québec. Lorsque je dis qu'on compte le plus grand nombre de fermes laitières du Québec, je me réfère évidemment à l'ancienne limite du grand comté de Beauce.

On se rappellera — je désire le rappeler aux honorables membres de cette Chambre — que c'est le 13 avril dernier que le gouvernement fédéral a annoncé sa fameuse politique qu'on connaît. Politique qui est entrée en vigueur le 15 avril, deux jours plus tard, comme si on pouvait, autrement dit, contrôler l'industrie laitière à 24 heures d'avis. Le 27 mai — je le dis à l'intention de l'honorable ministre — soit quelque six semaines plus tard, nous avons pris une journée, lors de l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture en commission parlementaire, pour soulever cette question et amorcer un débat.

A l'issue de ce débat, le ministre de l'Agriculture nous a dit, à mon collègue le député de Sa-

guenay, à moi-même, ainsi qu'aux autres membres de la commission, que le gouvernement du Québec étudiait le problème et qu'il allait assumer ses responsabilités. C'est ce que le ministre a dit. On pourra, dans le journal des Débats, retrouver les propos textuels du ministre: Le gouvernement du Québec va assumer ses responsabilités. C'était le 27 mai. Aujourd'hui, nous sommes le 30 juin. Il y a des agriculteurs, dans mon comté qui, jusqu'à maintenant, ont perdu \$3000 et plus. Il y en a même un qui a \$14 000 de perdus. On lui a fait payer l'amende, on lui a retenu sur son revenu, \$14 000 jusqu'à maintenant, et il ne sait pas s'il pourra réussir à obtenir ces sommes d'argent.

Les sommes de \$3000, \$4000 et de \$4500 sont nombreuses. C'est par dizaines et je dirais même par centaines. Je prends le cas d'un agriculteur qui m'a montré sa paye la semaine dernière; alors qu'il était censé avoir un chèque de \$4400, il a reçu une facture de \$600. On est loin d'avoir des revenus, on est loin même d'avoir un reçu. Les gens ont livré un produit pour lequel ils n'ont rien reçu et, en plus, on leur demande un montant supplémentaire. C'est un phénomène qui ne s'est jamais vu au Canada, qui ne s'est jamais vu au Québec. C'est une situation qui est un précédent dans le domaine de l'agriculture. Je ne peux pas comprendre comment il se fait que le ministre de l'Agriculture du Québec... Je comprends qu'il n'y a peut-être pas un grand nombre de fermes dans son comté; c'est peut-être une des raisons pour lesquelles il n'y a rien qui bouge.

On ne peut pas rester indifférent dans nos comtés devant cette situation, alors que des gens, la semaine prochaine, dans quinze jours, dans trois semaines, seront littéralement acculés à la faillite. Je m'explique mal les propos tenus par le ministre de l'Agriculture aujourd'hui, alors que nous l'interrogeons sur les politiques agricoles, sur les politiques laitières, alors que le ministre de l'Agriculture, lui-même a déclaré que nous avions un surplus de production et qu'il faudrait trouver des marchés et réduire la production. Où est la logique qu'on peut trouver au ministre de l'Agriculture? J'ai des dossiers qui montrent qu'on a refusé, l'an dernier, de consentir des prêts. L'Office du crédit agricole, qui est sous la responsabilité du ministre de l'Agriculture, a refusé d'accorder des prêts si les personnes ne faisaient pas en sorte d'augmenter de 50% la production laitière.

Ce sont les politiques du gouvernement provincial!

M. le Président, l'an dernier, il y a des gens, des jeunes surtout puisqu'on a dit qu'il y avait eu beaucoup de jeunes, qui s'étaient lancés dans l'agriculture et qui avaient fait des demandes au gouvernement. On leur a promis des quotas, les quotas étaient accessibles. Ils ont acheté des quotas, ils ont emprunté de l'argent pour les payer et ils ont évidemment des échéances à satisfaire. Les quotas qui ont été achetés l'an dernier ne sont aucunement reconnus cette année. On est loin d'une perte de 20%. Il y a des gens, actuellement, qui ont des pertes de 75% dans l'industrie laitière. Ce sont les jeunes qui se sont lancés dans des entreprises agricoles, dans l'agriculture, au cours de l'an dernier.

M. le Président, on aura beau dire que c'est une politique fédérale. Je ne ferai pas un débat sur le fédéralisme, mais je dis ceci: Nous avons un ministère de l'Agriculture, au Québec, qui a des pouvoirs. S'il a des pouvoirs, c'est parce qu'il a des responsabilités. Ce ministère de l'Agriculture est là pour prendre les intérêts de la classe agricole québécoise. A l'heure actuelle, il aurait été urgent que le gouvernement de la province adopte des mesures compensatoires pour permettre aux agriculteurs du Québec de tenir le coup en attendant que tout se stabilise.

Qu'on ne vienne pas me dire, M. le Président, que le ministère de l'Agriculture du Québec n'est pas au courant. J'ai ici une lettre envoyée par l'Office du crédit agricole, datée du 17 mai 1976, à messieurs les directeurs des succursales des caisses et des banques. Dans l'avant-dernier paragraphe de cette lettre, voici ce qu'on dit. Ce sont des lettres envoyées non pas par le fédéral mais par le, provincial: "Une telle réduction de la production laitière a eu pour effet immédiat de faire baisser considérablement le prix de vente des vaches laitières aux encans publics et ce facteur devra être pris en considération lorsque les prêts d'amélioration des fermes servent pour l'achat de vaches laitières ou que des vaches sont prises en garantie de prêt."

Cela veut dire que les cultivateurs qui vendent des vaches, à l'heure actuelle, ne peuvent pas trouver d'autres acheteurs de la production agricole. Ils sont obligés de vendre pour l'abattage. Ces animaux se vendent actuellement \$150, \$175, alors qu'il y a eu des prêts de faits par les institutions financières, par l'entremise de la Loi des prêts à l'amélioration des fermes, de \$400 à \$450 par tête. Cela veut dire que des gens vont chercher \$150 à \$175 pour des animaux qu'ils ont payés, l'an dernier, \$450 et qu'ils doivent encore aux institutions financières. Ils sont obligés de garder des dettes, garder du passif dans leur entreprise alors que les actifs n'y sont plus.

M. le Président, je dis ceci à l'attention du gouvernement. Le gouvernement de la province et le ministre de l'Agriculture doivent prendre les mesures qui s'imposent d'ici une semaine — je dis bien d'ici une semaine — pour annoncer des mesures compensatoires, pour éviter qu'on procède à l'abattage massif et qu'on détruise 25% de notre industrie laitière dans la province de Québec. A partir du mois de septembre, nous allons commencer à être déficitaires et nous allons être lourdement déficitaires l'an prochain. Les statistiques sont là pour démontrer que, l'an prochain, le gouvernement fédéral devra ouvrir la porte à nouveau aux importateurs, alors qu'on l'a fermée il y a exactement quinze mois.

Est-ce qu'on veut jouer le jeu des importateurs pour leur permettre de continuer à s'enrichir en allant chercher du beurre à \$0.64, \$0.65 la livre en Australie et en Nouvelle-Zélande, qui sont les prix du marché actuel? Le ministre le sait. Est-ce qu'on est en train de faire actuellement le jeu des trusts de l'importation, des grands marchands importateurs qui, eux, ont intérêt à faire réduire la production agricole et la production laitière au Québec pour tâcher de retrouver une place sur les

marchés internationaux et continuer d'encaisser des millions de dollars?

Le gouvernement a le choix, à l'heure actuelle, entre l'agriculture québécoise ou protéger les trusts et les importateurs. C'est le choix qu'il a à faire. Je dis que si le ministre attend une semaine de plus... Il doit prendre position la semaine prochaine au plus tard.

Si le ministre attend plus que cela, il y a des dommages qui seront causés à l'entreprise et à l'industrie laitière québécoise et il nous faudra des années pour être capables de reprendre notre place et avoir la production dont nous avons besoin pour satisfaire les exigences de nos marchés.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Le ministre de l'Agriculture.

#### M. Kevin Drummond

**M. Drummond:** M. le Président, c'est toujours plus facile d'essayer de briser un système que d'essayer de le réparer. On a un plan national en ce qui concerne le lait industriel et, comme on le sait fort bien, depuis le mois d'avril ce n'est pas vraiment à l'avantage des producteurs québécois ni même à celui des producteurs des autres provinces non plus.

Le député de Saguenay a soulevé un point fondamental en ce qui concerne la question des quotas tels que déterminés par une entente déjà signée, qui n'était pas faite pour tenir compte évidemment des écarts massifs en ce qui concernait le fait des yoyos lorsque la production va à la hausse comme elle l'a fait. Il a demandé si je lâche là-dessus. Non, je ne lâche pas. Il y a eu un comité de gestion au niveau fédéral toute la semaine dernière, essayant de régler cet aspect de la question.

Je conviens avec lui qu'en ce qui concerne l'annonce d'aujourd'hui — je n'ai pas lu le communiqué en détail — cela ne règle pas le problème, mais c'est quand même un assouplissement qui a été demandé de la part des producteurs de lait de la province de Québec qui reconnaissent quand même le besoin de réduire la production, mais qui sont contre la façon abrupte dont cela a été imposé par le gouvernement fédéral en ce qui concerne les retenues.

C'est quand même un assouplissement qui va nous aider encore pour mieux planifier notre production. Le travail continue. C'est un dossier assez complexe. A part la réunion que j'ai eu en mars avec les gens du fédéral aussi bien que les autres provinces, j'en ai eu une la semaine dernière, avec le ministre de l'Ontario et le ministre fédéral. Je ne peux pas dire c'est tout le progrès qu'on désire, mais je pense qu'on fait quand même un certain progrès. J'ai aussi informé l'UPA, il y a un certain temps, que j'étais bien prêt à étudier sur la base des coûts de production, pas nécessairement à l'intérieur de la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles, la possibilité de donner des compensations additionnelles si, à l'étude des chiffres, c'est indiqué qu'on doit entrer là-dedans. Ce travail continue aujourd'hui au niveau de l'UPA et du MAQ pour compléter les chiffres, ce qui va

me permettre de préparer le mémoire que j'avais dit que je présenterais aussitôt que possible au Conseil des ministres, mais il faut le faire en connaissance de cause, en connaissant les chiffres.

C'est bien clair aussi qu'il y a un problème spécial en ce qui concerne ceux qui sont entrés dans la production laitière des dernières années. Il faut faire attention à cela. C'est pour cette raison que l'étude est faite dossier par dossier au niveau de l'Office du crédit agricole pour trouver une façon d'atténuer les exigences des emprunts déjà faits.

M. le Président, je ne suis pas ici pour briser le fédéralisme, comme certains autres; je ne suis pas ici non plus pour vanter le plan tel qu'appliqué aujourd'hui.

Je suis ici pour reconnaître, avec tous les membres des régions rurales la complexité et la gravité du problème et essayer de trouver une solution et au niveau fédéral, et au niveau provincial qui va, je l'espère bien, maintenir la production, au lieu d'avoir, comme l'a dit, je pense, d'une façon pertinente le député de Beauce-Sud, le danger que tout le monde dise qu'il faut envoyer toutes les vaches à l'abattage ou quelque chose comme cela. Je pense que la situation va se redresser. On ne veut pas se retrouver dans une situation où les cultivateurs québécois, comme on le dit en anglais, "are always sucking high on tit". Il faut conserver notre partie du marché, c'est bien clair. Il faut continuer la lutte, les discussions au niveau du gouvernement fédéral. On va continuer cela. Je vais présenter un mémoire en connaissance de cause à mes collègues du Conseil des ministres.

Je pense que je peux avouer, en toute honnêteté, que, dès le début, j'ai travaillé en étroite collaboration avec les deux fédérations de producteurs de lait et l'UPA. Je n'ai lu aucune critique en ce qui concerne la collaboration du ministère de l'Agriculture du Québec dans ce dossier. Je vais continuer à assumer mes responsabilités là-dessus et le gouvernement du Québec va assumer les siennes aussi. Merci.

**Le Vice-Président (M. Lamontagne):** Le débat étant maintenant terminé, nous en sommes rendus aux deux votes suspendus plus tôt dans la journée, ce matin et cet après-midi. Qu'on appelle les députés!

**Le Président:** A l'ordre, messieurs!

**M. Levesque:** Il y aurait quelques petites corrections.

**Le Président:** S'il vous plaît, messieurs! S'il vous plaît!

**M. Levesque:** Il y a quelques petites corrections.

**Le Président:** S'il vous plaît, messieurs! S'il vous plaît!



**M. Levesque:** Il y a quelques petites corrections. M. le Président, qui ont été relevées par le greffier en loi de la Législature et dont pourrions nous entretenir le ministre des Affaires municipales. Le ministre des Affaires municipales.

**M. Goldbloom:** M. le Président, j'attire d'abord votre attention sur le projet de loi no 212, Loi concernant le testament de Pierre Foucreault. Il est entendu, M. le Président, pour les fins du journal des Débats et des instructions nécessaires, que je demande, de façon passagère, la révocation de la troisième lecture et la convocation de la commission plénière pour faire ces corrections.

Dans ce projet de loi, dans le préambule, on avait indiqué un nombre d'héritiers au chiffre de sept, et on a trouvé que le nombre véritable est dix. Alors, il faudra changer le mot sept pour le mot dix.

Ensuite, au projet de loi no 221, Loi concernant l'immeuble de la communauté des Soeurs de Charité de la Providence, c'est-à-dire Saint-Jean-de-Dieu à Montréal, c'est une description technique qui a été corrigée. Le territoire décrit est identique. Ce sont les mots qui ont été réaménagés pour donner une description plus précise, plus conforme aux exigences professionnelles. Il s'agirait de substituer un texte d'annexe à celui qui a été adopté.

Troisièmement, dans le projet de loi no 223, Loi concernant la cité de Rimouski, allusion est faite à la municipalité de Sainte-Odile et nous sommes informés que le nom officiel et légal est Sainte-Odile-sur-Rimouski. Il s'agira de corriger cela.

Finalement, en ce qui concerne le projet de loi no 230, Loi modifiant la charte de la ville de Québec, il y a deux corrections. D'abord on se rappellera, et notamment le député de Chicoutimi, que la ville de Québec, à la fin de l'étude du projet de loi, a apporté des papillons pour insérer des articles additionnels. Un de ces papillons concerne l'article 15 de la charte de la ville de Québec et a été quand même inséré dans la loi 230, comme article 27. C'est donc mal numéroté, parce que les articles doivent suivre les articles de la charte. Il s'agira donc de prendre cet article, l'insérer au bon endroit et refaire le numérotage.

Il y a un dernier amendement qui est présenté par le ministère de la Justice et qui concerne l'article 548 e) de la charte, qui se lit comme suit. Le texte dont je ferai lecture est celui que nous avons adopté: "Toute subdivision ou aliénation d'une partie de ce lot est nulle, sauf si la ville y a consenti par résolution du comité exécutif". Le ministère de la Justice a étudié cet article et indique qu'il faudra insérer, au début, les mots suivants: "Après le début des travaux".

Alors l'article se lirait: "Après le début des travaux, toute subdivision ou aliénation d'une partie de ce lot est nulle, sauf si la ville y a consenti par résolution du comité exécutif". Paraît-il qu'il y aurait des difficultés administratives s'il l'on n'a pas ces mots. Voilà, M. le Président, les points.

**Le Président:** L'honorable député de Maison-neuve.

**M. Burns:** M. le Président, je remercie d'abord le ministre des Affaires municipales de nous avoir fait part du texte même de ces modifications. Après consultation avec le député de Chicoutimi, nous sommes d'accord de révoquer la troisième lecture de ces quatre projets de loi et d'inscrire les modifications requises, tel que vient de nous en faire part le ministre des Affaires municipales.

#### Projets de loi nos 212, 221, 223 et 230

##### Révocation de la troisième lecture

**Le Président:** L'honorable ministre des Affaires municipales propose la révocation de l'ordre de troisième lecture des projets de loi nos 212, 221, 223 et 230. Cette motion de révocations groupées est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

##### Commission plénière et troisième lecture

**Le Président:** Ecritures, formation de la commission plénière et écritures pour apporter des amendements, tel que proposé par l'honorable ministre, aux quatre projets de loi, adoption des rapports de la commission plénière. Les parains originaux de ces projets de loi proposent la troisième lecture des projets de loi nos 212, 221, 223 et 230.

Troisième lecture des projets de loi 212, 221, 223 et 230. Ces motions de troisième lecture sont-elles adoptées?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Y a-t-il lieu de procéder à la mise aux voix de la motion faite ce matin par l'honorable Solliciteur général?

**M. Burns:** M. le Président, je suis d'accord, après une remarque pour que nous procédions à la mise aux voix. Je pense que, pour respecter le caractère peut-être unanime — peut-être, en tout cas, on verra par le vote — d'une telle motion proposée ce matin par le Solliciteur général, il est nécessaire de faire comprendre aussi qu'il s'agit fort probablement d'une motion — c'est la suggestion que je fais quant à l'interprétation du caractère de cette motion — conjointement faite par l'Opposition et le gouvernement en l'occurrence.

##### Vote sur la motion d'appui à l'Association des gens de l'air

**Le Président:** Je crois qu'il y aurait peut-être lieu de faire la lecture de cette motion: Que cette Assemblée donne son appui à l'Association des gens de l'air du Québec et demande l'implantation

dans les meilleurs délais de l'usage du français dans les communications aériennes au Québec. Que ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Bourassa, Levesque, Parent (Hull), Mailloux, Saint-Pierre, Gameau, Cloutier, Giasson, Goldbloom, Quenneville, Lalonde, Tetley, Drummond, Lacroix, Hardy, L'Allier, Vaillancourt, Cadieux, Houde (Abitibi-Est), Desjardins, Massé, Perreault, Brown, Bossé, Kennedy, Bacon, Lamontagne, Bédard (Montmorency), Brisson, Séguin, Saindon, Cornellier, Houde (Limoilou), Lafrance, Pilote, Fraser, Picard, Assad, Carpentier, Dionne, Faucher, Saint-Germain, Harvey (Charlesbourg), Shanks, Springate, Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Chagnon, Marchand, Ostiguy, Caron, Ciaccia, Côté, Denis, Déom, Déziel, Dufour, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Malépart, Pagé, Parent (Prévost), Picotte, Sylvain, Tardif, Tremblay, Vallières, Morin, Burns, Léger, Charron, Lessard, Bédard (Chicoutimi), Samson, Bellemare (Johnson), Choquette, Roy.

**Le Secrétaire:** Pour: 81 — Contre: 0

**Le Président:** Cette motion est adoptée unanimement.

Il n'y a pas d'autre chose?

**M. Levesque:** Les tribunaux judiciaires, troisième lecture.

#### Projet de loi no 53 Troisième lecture

**Le Président:** L'honorable ministre de la Justice propose la troisième lecture du projet de loi no 53, Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires. Cette motion est-elle adoptée?

**M. Burns:** Vote enregistré, M. le Président.

#### Vote de troisième lecture

**Le Président:** Que ceux qui sont en faveur de cette motion de troisième lecture veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Bourassa, Levesque, Parent (Hull), Mailloux, Saint-Pierre, Gameau, Cloutier, Giasson, Goldbloom, Quenneville, Lalonde, Tetley, Drummond, Lacroix, Hardy, L'Allier, Vaillancourt, Cadieux, Houde (Abitibi-Est), Desjardins, Massé, Perreault, Brown, Bossé, Kennedy, Bacon, Lamontagne, Bédard (Montmorency), Brisson, Séguin, Saindon, Cornellier, Houde (Limoilou), Lafrance, Pilote, Fraser, Picard, Assad, Carpentier, Dionne, Faucher, Saint-Germain, Harvey (Charlesbourg), Shanks, Springate, Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Chagnon, Marchand, Ostiguy, Caron, Ciaccia, Côté, Denis, Déom, Déziel, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Pagé, Parent (Prévost), Picotte, Sylvain, Tardif, Tremblay, Vallières, Samson, Bellemare (Johnson), Choquette, Roy.

**Le Président:** Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Morin, Burns, Léger, Charron, Lessard, Bédard (Chicoutimi).

**Le Secrétaire:** Pour: 73 — Contre: 6

**Le Président:** Cette motion est adoptée. L'honorable premier ministre.

#### Entente au sujet des chutes Churchill (suite)

**M. Bourassa:** M. le Président, si le chef de l'Opposition me permet, malheureusement je n'étais pas ici ce matin. J'étais sur le point de rencontrer la Fédération des commissions scolaires. J'ai essayé de vérifier sa question sur le plan de l'entente entre l'Ontario et Terre-Neuve mais je dois vous dire qu'en plus de causer des problèmes sur le plan technique, nous n'avons pu trouver, actuellement, aucun indice. Je ne veux pas dire que c'est un autre ballon du chef de l'Opposition parce que ce n'est pas lui qui l'a lancé.

**M. Morin:** C'est Radio-Canada qui l'a annoncé.

**M. Bourassa:** C'est pour cela que je n'ai pas dit que c'était un autre ballon, mais je n'ai pu trouver aucun indice prouvant que c'était vraisemblable.

Quant au leader parlementaire, je devais lui répondre ce matin sur la lettre de M. Lortie. J'ai cherché en vain la lettre de M. Lortie du 22 janvier. Je n'ai trouvé aucune lettre de M. Lortie. La seule lettre que j'ai pu trouver, c'est du lutteur Bob Lortie. Je ne pense pas que ce soit le Lortie en question.

#### Voeux de vacances

#### M. Robert Bourassa

M. le Président, en terminant, simplement quelques mots pour souhaiter un peu de répit à tous mes collègues de l'Assemblée nationale et à tous ceux qui y travaillent.

A vous, M. le Président, qui avez pris d'heureuses initiatives au cours de cette année, je pense que nous sommes tous d'accord pour vous féliciter. Nous devons signaler que l'Assemblée nationale termine ses travaux sur une note d'unanimité qui met en relief l'importance que nous accordons à l'avenir de la culture au Québec, et qui met en relief également le concept, malgré les événements pénibles des derniers jours, cela valorise certainement le concept de souveraineté culturelle que nous soutenons depuis plusieurs années.

**M. Morin:** ...Et qu'advient-il de vos "garanties culturelles"?

**M. Bourassa:** L'efficacité de la production législative, M. le Président, est due évidemment à

l'ensemble des collègues de cette Assemblée, mais je dirais d'une façon particulière à un député qui siège ici depuis 20 ans et qui, malgré des responsabilités très lourdes, depuis un an, comme ministre de la Justice, ministre responsable de l'OPDQ et vice-premier ministre, a su, encore une fois, mener à bon terme environ quelque 80 projets de loi privés et publics.

Si sur le plan individuel des vacances sont permises, quant à lui, le gouvernement comme tel doit continuer d'administrer, ce que nous ferons jusqu'à la date de l'ajournement. La reprise des travaux de la Chambre est prévue pour le 19 octobre prochain, à moins que des événements nous incitent à convoquer la Chambre auparavant, mais l'ajournement sera le 19 octobre prochain.

Alors, bonnes vacances et merci pour la collaboration. Merci, M. le Président.

**M. Burns:** La reprise, pas l'ajournement.

**M. Bourassa:** Oui, la reprise.

**Le Président:** Le chef de l'Opposition officielle.

#### M. Jacques-Yvan Morin

**M. Morin:** M. le Président, mes premiers mots seront pour remercier nos collaborateurs, qui travaillent le plus souvent dans l'ombre. Nous nous croyons surmenés, nous, membres de cette Chambre, et nous le sommes sûrement, mais combien le sont également ceux qui doivent s'occuper tous les jours de nous faciliter le travail, depuis le secrétaire de l'Assemblée jusqu'à nos amis les pages.

M. le Président, le rythme endiablé de ces derniers jours doit nous valoir à tous quelque répit. En fait, dans certains cas, le rythme endiablé a commencé depuis plusieurs semaines déjà, et je pense que nous méritons tous d'aller prendre un peu l'air.

Je veux avant de terminer toucher un point important, le dernier mais non le moindre. Je désire — et je pense que je parle au nom de cette Assemblée — féliciter la nation américaine à l'occasion du bicentenaire de son indépendance. J'exprime sûrement le vœu de tout le monde sans distinction d'option politique ou de parti, en souhaitant...

**M. Lacroix:** L'anniversaire du Canada.

**M. Morin:** ... qu'elle puisse construire tout près de nous, à quelques milles ou kilomètres au sud, une société juste, dynamique et prospère — et fraternelle aussi à l'égard de ses voisins — au cours de son troisième siècle d'existence.

Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président:** Le député de Rouyn-Noranda.

#### M. Camil Samson

**M. Samson:** M. le Président, il serait inutile de reprendre les remerciements qui ont été adressés à peu près à tous, qui l'ont bien mérité d'ailleurs.

A l'occasion de l'ajournement de cette session, puisque nous risquons tous un peu, les membres de cette Chambre, presque d'être accusés d'être en vacances, je voudrais au moins que ceux qui pourront en prendre quelques jours, puissent en jouir pleinement ainsi que les membres de leur famille.

L'ajournement de cette session se fait à quelques jours seulement de l'anniversaire de naissance de notre premier ministre. Je voudrais, puisque c'est la dernière chance que nous avons de le faire, en profiter pour lui souhaiter mes meilleurs vœux à l'occasion de son 42e anniversaire de naissance. Il ne vieillit pas trop vite, encore.

**M. Morin:** Une jeunesse!

**M. Samson:** Il ne vieillit pas trop vite. Ce n'est pas trop pire. Je pensais que mon collègue voulait vous vieillir d'un an. C'est bien 42?

**M. Burns:** C'est bien ce qu'on pensait...

**M. Samson:** C'est bien cela?

**M. Bourassa:** 76 et 33, cela fait 43.

**M. Samson:** 43?

**M. Levesque:** Bientôt.

**M. Samson:** J'aurais voulu le garder à 42, mais qu'est-ce que vous voulez, il nous échappe malgré nous autres. En fait, je pense qu'il est normal que nous souhaitions à tous de bonnes vacances et que tous puissent profiter pleinement de ces vacances qu'ils pourront prendre.

**Le Président:** L'honorable député de John-son.

#### M. Maurice Bellemare

**M. Bellemare:** M. le Président, c'est à vous, particulièrement, que je dois adresser mes plus sincères félicitations pour la dignité avec laquelle vous avez présidé ces débats et particulièrement pour avoir souligné d'une manière aussi historique le 100e anniversaire de notre Parlement. Je suis particulièrement fier que ce soit un homme comme vous, d'une grande intégrité, qui êtes reconnu pour rendre justice aux partis, qui ait eu l'initiative de le faire.

Je voudrais aussi féliciter tous ceux de la galerie des médias d'information et tous ceux qui ont participé à ces commissions, à ces débats qui ont été très lourds, très difficiles en certaines circonstances.

J'ai remarqué — et vous me passerez cette remarque — que l'atmosphère de l'Assemblée na-

tionale s'est améliorée sensiblement. Je pense que c'est une quote-part généreuse que chacun apporte aux débats. Je pense qu'ils deviennent beaucoup plus fructueux et d'une certaine manière plus près de ce parlementarisme que tous et chacun devront conserver.

Dans ce système démocratique où nous vivons, il y a la lutte des partis, c'est vrai, mais il y a aussi l'homme législateur et l'homme public.

Je voudrais faire aussi une remarque toute particulière en terminant et féliciter un homme qui, dans cette Chambre, a joué un rôle très important un rôle difficile, mais peut-être inconnu, celui de présider à toutes les tables de négociation pendant les négociations qui se sont déroulées, soit dans le secteur public ou dans le secteur parapublic. Particulièrement, je voudrais nommer le député de Hull, ministre de la Fonction publique.

**Des Voix:** On veut Fabien. On veut Fabien.

**Le Président:** A l'ordre, messieurs!  
Le député d'Outremont.

**M. Jérôme Choquette**

**M. Choquette:** M. le Président..

**M. Marchand:** Est-ce que tout le monde doit se lever?

**M. Choquette:** ... je voudrais à mon tour exprimer à tous nos collègues, qu'ils soient ministériels ou des différents partis de l'Opposition, reconnus ou non reconnus, mes meilleurs vœux pour d'excellentes vacances après le travail qui a été accompli au cours de ces derniers mois. Je voudrais aussi à ce moment, signaler que ce sera peut-être le dernier instant où nous pourrons faire des adieux à certains de nos collègues. En effet, M. le Président.

**M. Lacroix:** Vous attendez-vous de partir?

**M. Choquette:** Non, je ne référerais pas à la possibilité d'élections générales à l'automne, ainsi qu'on le mentionne dans certains media d'information, mais je voulais signaler le cas du ministre des Affaires intergouvernementales, qui va peut-être nous quitter, M. le Président, après l'ajournement de ces travaux.

**M. Cloutier:** Ce sera une surprise.

**M. Choquette:** Non, mais on dit qu'il va devenir un superdélégué, n'est-ce pas, du Québec...

**M. Marchand:** Il va vous "cloutier".

**M. Lacroix:** Vous allez vous faire battre par sa soeur dans Outremont.

**M. Choquette:** Je sais que le ministre des Affaires intergouvernementales n'a aucune influence

dans sa famille. Nous en avons eu la preuve à plusieurs reprises...

**M. Marchand:** Laquelle avez-vous?

**M. Choquette:** ... pas seulement dans les élections d'Outremont, mais lors de la discussion de la loi 22 où on a eu le cas d'un certain nombre de femmes qui sont venues s'enchaîner devant l'ancien ministère de l'Education.

**M. Marchand:** ... dans votre famille.

**M. Choquette:** Je ne comprends pas, M. le Président, les facéties du député de Laurier. De toute façon, je voudrais...

**M. Marchand:** Pardon?

**M. Choquette:** ... à ce moment-ci, vous exprimer aussi. M. le Président, à vous, en terminant, qui avez assumé ces responsabilités très lourdes...

**M. Marchand:** ... démagogie.

**M. Choquette:** ... de la présidence, au cours de cette session, et vous souhaiter, à vous aussi, d'excellentes vacances.

**Le Président:** Avant de vous inviter, dans quelques minutes, ceux qui peuvent...

**M. Choquette:** ... qui aimeraient entendre le député de Beauce-Sud?

**M. Lacroix:** ... tous les partis, M. le Président.

**M. le Président**

**Le Président:** Je crois que nous avons suffisamment de partis comme cela. Messieurs, avant de vous inviter à venir voir, en première ou en avant-première, le film qui a été préparé sur l'Assemblée nationale, à la salle de conférence de presse, à 122-B, je voudrais me joindre à tous ceux qui ont offert leurs vœux, à l'occasion de la fin de cette première partie de la session. Je dois vous féliciter d'une manière collégiale, je crois, pour le bon travail accompli, mais je voudrais également souligner la collaboration de mes deux vice-présidents, et surtout ceux, justement dans cette première partie de la session, qui ont présidé près de 300 heures de commission parlementaire, soit les présidents des commissions. Ils ont un rôle obscur, mais très assidu, et je tiens à les remercier de cette collaboration tout à fait précieuse aux travaux de l'Assemblée.

Un mot global pour tous ceux qui oeuvrent au sein ou alentour de l'Assemblée nationale et je vous souhaite, d'une manière olympique, mes meilleurs vœux pour ces quelques mois de répit.

**M. Levesque:** M. le Président, avant de proposer l'ajournement de la Chambre, puis-je rappeler qu'il y aura une sanction, vers sept heures...

- Une Voix:** Contre quels pilotes francophones?
- M. Levesque:** Ce n'est pas ce genre de sanction...
- M. Burns:** D'accord. Vu que cela venait du ministre de la Justice...
- M. Levesque:** C'est une sanction vice-royale.
- M. Burns:** Ah bon!
- M. Levesque:** Ceux de nos amis des divers partis politiques qui veulent vous accompagner, M. le Président, sont bienvenus. Alors, M. le Président, je propose l'ajournement de la Chambre au mardi 19 octobre 1976 à quinze heures.
- M. Cadieux:** M. le Président, avant que cela soit accepté, puis-je offrir à tous les Canadiens une bonne fête pour demain?
- Le Président:** Cette motion est-elle adoptée?
- Des Voix:** Adopté.
- Le Président:** L'Assemblée ajourne ses travaux au 19 octobre à quinze heures.
- (Fin de la séance à 18 h 43)

## A N N E X E

### Question de M. Bellemare (Johnson)

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de rendre publiques les recommandations du sous-comité de la réforme du Code de la route relativement à la question des phares sur les automobiles?
2. En attendant le rapport de ce sous-comité, le gouvernement projette-t-il de conserver des phares à feu rouge sur la majorité de ses limousines, contrairement aux dispositions du Code de la route?

### Réponse de M. Mailloux

1. Oui, lorsque le Comité de révision du Code de la Route aura complété l'étude de la refonte globale du code de la route. Le comité n'a pas encore présenté son rapport final au ministre des Transports.
2. Le gouvernement, par la voie du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, a demandé un avis juridique au ministère de la Justice concernant la légalité des phares à feux rouges dont sont munies les limousines du gouvernement. L'opinion qui lui fut transmise est à l'effet que la Couronne n'est pas liée par une disposition d'une loi à moins d'une mention expresse. Or, comme le Code de la Route ne contient aucune disposition permettant d'assujettir la Couronne à son application, cette loi ne s'applique pas au gouvernement. En conséquence, le gouvernement préfère attendre que la révision du Code de la Route soit complétée avant d'entreprendre des changements dans ce domaine.